

PROGRAMME COMMUNISTE

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste
- la lutte contre la dégenerescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

S
O
C
I
A
L
I
S
M
E

	Page
L'Equivoque	
Bien creusé, vieille taupe...	4
Désarmement de l'impérialisme ou désarmement du prolétariat	10
Le parti prolétarien et communiste et les mouvements nationaux et démocratiques	33
Notes d'actualité	47
Note de lecture	57

L'ÉQUIVOQUE

Une nouvelle fois, devant les urnes, le buste de la République et le tricolore, les ouvriers sont invités à témoigner de leur fidélité inconditionnelle à la légalité bourgeoise et de leur attachement au rituel démocratique.

De scrutins en scrutins, de « victoires » en « victoires », le crétinisme parlementaire les avait déjà conduits au référendum de 1958 où les « non » valaient bien les « oui » pour légitimer la nouvelle forme de dictature du Capital. Des ouvriers qui préférèrent alors le « oui » à de Gaulle, on a dit qu'ils avaient porté un coup grave à la démocratie, alors qu'ils avaient simplement obéi à sa logique implacable, l'asservissement à la classe dominante, comme chaque fois qu'ils participent aux élections en régime bourgeois, d'ailleurs. On a dit aussi qu'ils avaient été trompés. Bien sûr. Mais en croyant que le Général était l'homme désigné par la Providence des nations pour réaliser leurs naïfs désirs de paix, voire de grandeur française, ils n'étaient encore victimes que d'un malentendu risible et facile à dissiper. L'erreur mortelle, la seule erreur véritable, commune aux voteurs de « oui » et aux voteurs de « non », avait été, pendant toute la IV^e République et longtemps avant, de tolérer la gauche antifasciste et stalinienne comme guide, d'en accueillir favorablement le pacifisme et le patriotisme bourgeois, bref de renoncer à la grande cause de l'émancipation révolutionnaire.

Pour en revenir à 1958, il y eut aussi ceux qui, se sentant bafoués, préférèrent s'abstenir. Ils ne quittaient pas non plus le point de vue démocratique et bourgeois : c'était un « plébiscite », et comment un bon républicain, en son âme et conscience, aurait-il pu participer à un « plébiscite » ? En s'abstenant, ils ne rêvaient pas d'opposer le moindre obstacle à la naissance de l'Etat gaulliste : ils tenaient seulement à lui manifester leur entière réprobation. C'est de telles satisfactions discrètes, intimes et délicates que s'est toujours nourri le démocratisme pur, et la dignité républicaine a ses règles subtiles : en plébiscitant un seul grand dictateur un jour de référendum, elle s'avilit ; mais en en plébiscitant, bon an mal an, des milliers de petits, des Chambres de la capitale aux dernières communes rurales, elle triomphe.

Nous savons bien que, même dans la république idéale de ces républicains idéaux, toute élection est un plébiscite, le plébiscite du pouvoir bourgeois. C'est pourquoi nos raisons de nous abstenir au référendum n'ont, en 1960 comme en 1958, rien à voir avec les leurs. Mais dans l'abstention, dira-t-on, les raisons du pécheur à la ligne, du démocrate outragé et du communiste révolutionnaire se confondent ! Tout comme se confondront les « oui » enthousiastes et les « oui » résignés ; les « non » à de Gaulle et les « non » à l'Algérie algérienne. Que nous importe ? Ce n'est pas à l'occasion des consultations démocratiques que nous, révolutionnaires, nous nous retrouvons : c'est dans les luttes de classe. Nous laissons donc tranquillement au crétinisme parlementaire le souci de se « délimiter » électoralement, et aux démocrates le soin de reconnaître les leurs dans les résultats du scrutin, entreprise que l'équivoque fondamentale de toute consultation bourgeoise condamne à l'avance. Qu'ils se comptent et se recomptent à loisir : de toutes façons, ils finiront toujours par rentrer sagement chez eux.

Aujourd'hui peut-être plus qu'hier, la logique du démocrate lui commanderait l'abstention. Le F.L.N. l'a dit, le P.C.F. l'a dit, toute la gauche l'a dit : un référendum sur l'autodétermination ne saurait que préjuger de celle-ci et lui enlèverait tout caractère démocratique. Pourtant, depuis des années, la gauche prêche l'autodétermination. Voilà que de Gaulle la reprend à son compte et la soumet aux suffrages des Français : la gauche est mise au pied du mur. Voter « oui », c'est approuver de Gaulle et son autodétermination. Mais voter « non », c'est se laver les mains de l'autodétermination sans pour autant éviter de tomber dans le traquenard démocratique tendu par de Gaulle. La possibilité de faire « d'une pierre deux coups » a toujours tant d'attrait pour les petits-bourgeois que la gauche n'hésitera guère à choisir le « non ». Qu'on ne vienne pas s'écrier que, dans ce cas, le désastre est complet, et que s'il y a coup double, il se retourne entièrement contre la gauche. Bien sûr, la gauche se veut essentiellement « pratique », et la logique de ce praticisme voudrait, en effet, qu'elle sauve son point d'honneur antigauilliste et qu'elle fasse « quelque chose d'effectif » pour l'autodétermination. Mais ce que voudrait la logique de son praticisme et ce qu'en exige la dialectique profonde sont deux choses opposées. Dans les mains des oppositions légales, le mécanisme démocratique n'a jamais servi à trancher un seul problème de l'histoire réelle, mais seulement à empêcher qu'il se tranche révolutionnairement. Manquer pratiquement l'autodétermination, mais réussir à envoyer les prolétaires aux urnes, voilà donc un exploit devant lequel la gauche pourra légitimement s'écrier : « c'est bien de moi ! ». Et ce qui vaut pour le « non » vaut également pour toutes les solutions plus ou moins fières que le point d'honneur démocratique découvre et propose, depuis la réponse du Normand (le « oui-non ») à l'inscription vengeresse et platonique du mot « Négociation » et aux bulletins tout bêtement blancs. Pour poser au référendum les questions qu'ils jugent seules « loyales », il faudrait à ces messieurs de la gauche le pouvoir. Impuissants en 1958 à le garder, et plus encore en 1960 à le reconquérir, ils se consolent en répondant à des questions imaginaires ; ce faisant, ils annulent pratiquement leur bulletin, leur grande arme ! Beautés de l'« efficience » !

Pour le Capital, l'essentiel, c'est qu'on vote. En votant, les ouvriers lui reconnaîtront le droit d'orienter l'avenir de l'Algérie que la gauche lui conteste en principe, alors qu'il l'a conquis par la force et que seule la force pourrait le lui arracher. S'ils votent — et ils voteront — il n'y aura pas d'épreuve de force. Or ce n'est pas tant de leur approbation que de Gaulle a besoin : c'est de leur impuissance. Voilà ce que la gauche lui offre.

Voter « oui », c'est remettre entre les mains de l'Etat impérialiste et des partis coloniaux conciliateurs le sort du peuple algérien révolté. Mais voter « non », ce n'est pas tellement se refuser au plébiscite, ni même repousser l'autodétermination gaulliste que renoncer purement et simplement à toute autodétermination. Pourquoi ? Mais pour une raison toute simple : puisque l'autodétermination est une banale consultation démocratique des Algériens, elle suppose un pouvoir consultant. De Gaulle possède ce pouvoir : pas la gauche. L'autodétermination gaulliste est un mensonge ; celle que voudrait la gauche est un néant. La différence entre les deux, c'est la possession du pouvoir. En reconquérant le pouvoir, la gauche ne pourrait faire plus que sortir de son néant pour tomber dans le mensonge de toute autodétermination

réelle. Mais elle n'entend même pas le reconquérir : aujourd'hui, le « parti du mouvement » se prouve par l'immobilisme. C'est pourquoi elle vote « non » au lieu de s'abstenir. En effet, l'abstention l'inciterait à la lutte. Le vote, lui, l'autorise à retourner au néant le soir même des résultats. Le « non » ne menace ni de Gaulle ni son autodétermination : il lave seulement la gauche de ses multiples péchés gaullistes. Cela démontre que pour la gauche, l'autodétermination n'était qu'un mot, alors que pour de Gaulle, elle est devenue une politique.

**

Prolétaires ! On vous dit de voter contre l'équivoque d'une autodétermination accompagnée de mesures non démocratiques. Mais l'équivoque n'est pas dans les modalités de l'autodétermination, elle est dans sa nature. En passant du terrain de la lutte armée à celui du vote légal, une force insurgée comme celle des Algériens ne peut « autodéterminer » que son anéantissement. Or si l'indépendance algérienne possède une seule chance tant que vous, prolétariat, vous voterez au lieu d'agir, cette chance réside dans les forces insurrectionnelles. Ce qui est grave n'est pas que la « mauvaise » autodétermination gaulliste triomphe de la « bonne » autodétermination rêvée par la gauche. C'est que vous ayez abandonné vos frères algériens à leurs bourgeois et à notre impérialisme.

Avant d'attirer les hommes des maquis algériens à l'embrassade électorale avec les ultras, les libéraux et les khrouchtcheviens ; avant de faire troquer leurs armes contre un dérisoire bulletin de vote aux insurgés, le capitalisme français vous demande votre caution démocratique. Voter « oui », c'est dire aux insurgés d'Algérie : « Ecoutez vos partis raisonnables ! Déposer les armes ! Entendez-vous avec notre impérialisme ! ». La belle garantie à donner là à l'unique lutte réelle pour l'indépendance du peuple opprimé ! Mais voter « non », c'est leur dire : « L'indépendance viendra à qui saura attendre ! ». La belle réponse à faire, de la part d'une classe révolutionnaire dont la mission est de hâter toutes les émancipations pré-socialistes afin de rapprocher le moment de la lutte pour le socialisme !

Quoique vous votiez, vous tomberez donc dans l'équivoque de toute consultation bourgeoise. Vous n'éviterez celle que le gouvernement entretient sur son autodétermination algérienne que pour tomber dans celle que la gauche entretient sur ses principes et sur son action.

Prolétaires, vous vous abstenerez. Non par dignité républicaine ! Non par nostalgie d'une « bonne » autodétermination aussi perfide que celle de de Gaulle, mais par défi ! Ce défi, c'est à l'Impérialisme que vous le lancerez, et à la canaille démocratique et pacifiste qui dira « non » pour vous tromper et pour tromper les insurgés d'Algérie, elle qui n'a au grand jamais trompé le Capital !

Un tel défi ne peut être perdu. Demain, dans le retour à la lutte de classe, aux mains du parti révolutionnaire renaissant, ce sont de tels défis qui feront finalement sauter tout l'échafaudage électoral, politique et syndical qui protège la domination du Capital. Et si vous n'avez pas renoncé à jamais à votre émancipation, il faudra bien le faire sauter un jour !

Bien creusé, vieille taupe...!

La France, à défaut de grandeur, présente une certaine originalité : c'est le seul pays qui soit en guerre depuis 1939. En 1940 elle n'avait perdu qu'une bataille. Depuis, a-t-elle gagné la guerre ? A cette époque-là, elle perdit sa domination — qu'elle partageait avec l'Angleterre — sur les pays d'Europe centrale. Cela lui interdisait de jouer le rôle de gendarme de la contre-révolution dans ces zones comme elle l'avait fait en 1920 en Pologne, en Roumanie et contre la Russie révolutionnaire d'alors. Une fraction de la bourgeoisie n'en pensa pas moins qu'il était possible à la France de se survivre en tant que grande puissance capitaliste en se liant à l'Allemagne. Ce fut la collaboration. Mais, ce faisant, pouvait-elle garder ses colonies ? Non. Aussi une autre fraction misa-t-elle sur l'Angleterre et les démocraties occidentales. Le prolétariat — mobilisé pour la lutte antifasciste — embrassa la cause de cette fraction représentée par de Gaulle. Ce fut la Résistance, caractérisée par la lutte contre l'Allemagne, mais aussi contre le gouvernement de Vichy, que les bourgeois considéraient comme légitime parce que fondé sur le droit. Seule la force devait démontrer le contraire. Bien malgré elle, la Résistance vérifiait donc une enième fois le marxisme : qui a la force a raison.

La France sauva ses colonies. Elle perdit, à cause de l'Angleterre, quelques plumes dans l'affaire : la Syrie et le Liban et elle faillit perdre Madagascar pour les mêmes raisons.

Mais, elle n'avait gagné qu'une bataille. En effet, la deuxième guerre mondiale avait provoqué le desserrement de l'étreinte des impérialismes occidentaux et l'onde immense, impétueuse de la révolution vint soulever les peuples qui jusqu'alors avaient subi le plus effroyable des dominations. L'Inde, l'Insulinde, la Chine, l'Indochine, etc., parvinrent à l'indépendance.

Même la « primitive » Afrique, cette pauvre « barbare » était secourue et de nouveau pays se libéraient malgré la passivité du prolétariat international contrôlé par les traîtres des différents partis communistes du monde. Après l'Union française, la Communauté volait en éclats.

La bourgeoisie française, « la plus bête du monde » aux dires de ses meilleurs défenseurs, avait lutté pas à pas et ce n'est pas sans avoir sacrifié des milliers de vies humaines qu'elle accepta d'être amputée petit à petit de ce qui fut naguère son orgueilleuse puissance. Pour mieux lutter, elle travestit son armée en armée « révolutionnaire ». Ses généraux, ses colonels trouvèrent une nouvelle Bible dans les ouvrages de Mao-Tsé-Toung. De la cuisante défaite d'Indochine, on allait tirer les éléments pour toute victoire future contre les peuples qui ne voulaient plus vivre à l'ombre de la grandeur française. L'« anti-guerre » subversive était trouvée, l'action psychologique inventée.

L'Algérie se présente comme le lieu du dernier combat de l'occident contre la barbarie. Pauvre France qui se retrouvait seule contre des ennemis avoués : les rebelles algériens, l'U.R.S.S., la Chine, et dissimulés même parmi les alliés : les U.S.A. ou l'Angleterre qui « jalouaient notre puissance » (voir un certain discours de Debré à Bordeaux). Cette dernière bataille allait-elle être perdue ?

Dans ce cas, la France allait-elle subir un sort semblable à celui de ces puissances qui, comme l'Espagne ou le Portugal, se sont figés dans le passé après avoir été dépossédées des pays qu'elles pillaient ? Ou bien sera-t-elle capable de faire comme l'Angleterre, de rajuster son économie en fonction des conditions nouvelles, de savoir se résigner à son rang et de vivre à l'ombre des grandes puissances actuelles ? Solution évidemment difficile à envisager pour notre pays « phare de l'occident ». Mais la réalité se moque des phares qui n'illuminent que le passé.

Sur le plan économique, tout le monde constate la grande modernisation de l'infra-structure industrielle, et la transformation du pays par la concentration dans l'agriculture et dans le commerce. La dernière guerre a rajeuni ce vieux pays sclérosé. Après 1945, la production industrielle s'est accrue à un rythme absolument inconnu jusqu'alors. A cela s'ajoute une poussée démographique sans précédent. C'était suffisant pour empêcher la décadence totale et la dégradation, mais insuffisant pour maintenir une domination économique et non plus seulement militaire et politique sur les pays coloniaux. Après la perte de l'Indochine, certains bourgeois (Mendès-France entre autres) rêvèrent, afin de parvenir à cela, d'unir la France à l'Allemagne et de réaliser ainsi un condominium sur l'Afrique. Qui avait gagné la guerre ? Un auteur américain écrivait après le premier grand conflit mondial « les peuples croient qu'on peut gagner une guerre ». Sa remarque est toujours valable. L'ennemi abhorré était sollicité pour aider à renflouer la grandeur française. Comble d'ironie ! le projet était repris par le grand prêtre de la Résistance, de Gaulle lui-même, qui demandait l'intégration de la Communauté dans le Marché commun, qui sollicitait une aide économique allemande, afin d'arriver lui aussi à avoir sa force de frappe.

Mais tous ces efforts, toutes ces alliances contraintes ne résoudront rien : l'Algérie ne peut plus être française. La situation peut se caractériser par les deux impératifs suivants : 1° Continuer la modernisation de l'industrie, amplifier le mouvement de concentration dans les divers secteurs de l'économie (rapport Rueff-Armand). Cela veut dire l'expropriation de 800.000 petits paysans et la disparition d'un grand nombre de petits boutiquiers, d'artisans, etc. Cela ne peut advenir sans heurts sociaux ; 2° Liquider la guerre d'Algérie, ce qui implique l'intégration, en France, de milliers de combattants, mais aussi la perte de la situation privilégiée du prolétariat français qui ne jouira plus, indirectement, de l'exploitation des colonies. Ce sera l'austérité, et la possibilité de troubles.

Le rêve de tous nos opposants est d'arriver à cette transformation de la structure économique du pays sans heurts, en neutralisant au maximum le prolétariat. Sur ce point, tous les partis et groupes ou groupuscules se trouvent d'accord.

De tous côtés, on se lamente. L'Algérie bouche l'avenir de la France. Tout

le monde le dit, l'écrit ou le proclame (sauf les ultras) : tôt ou tard l'Algérie sera indépendante (« nous irons jusqu'au bout de la décolonisation », a dit le ministre de l'Intérieur.) Gauchistes de droite aussi bien que droitiers de gauche implorent ciel et terre et... de Gaulle, afin que l'on mette fin au conflit. Sa prolongation met en cause la future amitié franco-algérienne (Jeanson, les staliniens, le P.S.U.), compromet les dernières chances d'une France forte, propre et virginale, prête à un nouveau développement capitaliste

Leur leit-motiv est qu'il faut sauver la France, et ceux qui le proclament le plus haut sont nos néo-résistants qui rejettent même la légalité actuelle pour essayer de fonder celle d'une France rénovée. L'opposition à la guerre d'Algérie est le vernis gauchiste de tous ces gens-là.

Mais au nom de quoi, encore une fois, veulent-ils la fin de la guerre ? Au nom de l'intérêt national. Tous veulent donner au capitalisme les garanties que la paix étant signée sous une forme ou sous une autre, la conversion se fera en douceur. En définitive, l'actuel autoritarisme d'Etat demeurera bel et bien acquis. Le « fascisme » des colonels et d'Alger aura servi d'épouvantail pour rejeter la bourgeoisie dans les bras de de Gaulle. Que veut celui-ci ? L'Algérie algérienne, et, pour lui, le référendum est un « moment » du processus conduisant à ce résultat. Ce référendum du 8 janvier prochain va donner l'occasion à tous nos politiques de faire preuve de leur zèle démocratique. En dehors de la caricature bouffonne du Second Empire qu'il implique, c'est une mesure visant l'O.N.U., une mesure pour gagner du temps. Le seul fait qu'il soit posé indique que le problème est résolu : tous les Français veulent leur fin de la guerre d'Algérie (voir le slogan ultra : « Paix en Algérie : oui. Perte de l'Algérie : non ».)

C'est là où la question est escamotée : le problème est de savoir si la bourgeoisie française a la possibilité de mettre fin à cette guerre sans provoquer de troubles graves. Le référendum, c'est le sputnik de de Gaulle, il est fait pour détourner l'attention des gens des problèmes essentiels. C'est du quitte ou double : à quitte la solution est encore retardée, à double elle sera légèrement accélérée. Mais, comme dans beaucoup de « Quitte ou Double », les solutions sont déjà connues des protagonistes, mais pas du public démocratique qui paie sa place par le sang et l'impôt et à qui l'on accorde la faveur de l'applaudimètre : son bulletin de vote.

Tout cela ne sort pas du cadre strictement bourgeois et ne nous intéresse pas. De même, nous refusons de discuter sur la propreté de cette guerre, sur l'honnêteté de l'armée, etc. Tout ce que l'on peut dire, c'est que pour qu'il y ait une solution stable d'un côté comme de l'autre, il faudrait que la guerre aille jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'extermination de l'ennemi ; que le terrorisme ne peut avoir une certaine efficacité qu'à condition d'être pratiqué sur une grande échelle. C'est pourquoi Jeanson et compagnie ne sont que des francs-tireurs qui tendent à limiter les dégâts en implorant le F.L.N. de ne pas étendre le terrorisme en France. Enfin, cette guerre est là pour témoigner devant l'histoire que le prolétariat français n'est pas plus « propre » que celui d'Allemagne ou d'un quelconque autre pays. Il est, à juger les choses, d'un point de vue moral, responsable de toutes les atrocités commises en

Algérie. Mais nous refusons de poser les données de la réalité en ces termes, réalité qui prouve cependant que la France ne peut plus se faire passer comme la gardienne de l'humanisme et que la république française, de plus en plus malade de fascisme et d'autoritarisme, n'a plus aucune chance de se faire admirer comme cette force progressive « en soi » que les « socialistes » français vénéraient, à la grande colère et au grand mépris de Friedrich Engels.

Toute situation doit être confrontée à l'histoire et, au lieu de faire de la morale ou de la philosophie, c'est-à-dire d'interpréter l'évolution sociale de façon plus ou moins inoffensive pour la classe dominante, nous rappellerons ce que nous avons antérieurement expliqué (1) : historiquement, il y eut une possibilité de solution prolétarienne en Algérie. Actuellement, en l'absence d'un parti de classe, la solution ne peut être, au maximum, qu'une solution bourgeoise radicale.

Cela n'enlève rien à l'immense importance de l'indépendance algérienne. L'Algérie une fois libre, la France, comme d'autres nations déjà, est rejetée du premier rang de l'actualité et la scène est laissée aux rivalités des super-puissances : U.R.S.S. et U.S.A. Cela est fondamental car les petits pays, anciennes grandes puissances, jouent, sur le plan international, le même rôle que les classes moyennes dans le cadre de la nation : celui de tampon dans tous les conflits sociaux. En perdant l'Algérie, la France aura donc perdu la dernière bataille. Mais sur le plan intérieur, la bourgeoisie aura gagné sa guerre de classe contre le prolétariat, car elle aura réussi — grâce à tous les renégats de la résistance et les vains démagogues de la néo-résistance — à perpétuer sa domination malgré la perte des colonies et malgré un certain affaiblissement de l'Etat provoqué par le contre-coup de ces crises. Dans le cadre de la nation, l'ordre aura été respecté, la production assurée ; cependant, en s'acharnant à garder l'Algérie, la bourgeoisie française aura posé en Afrique l'amorce de bouleversements révolutionnaires futurs.

Le prolongement de la guerre a eu de grandes conséquences en Algérie. Il a provoqué la destruction des derniers résidus de propriété tribale avec les camps de regroupement. Le nombre de petits producteurs expropriés va en augmentant, celui des réfugiés subit la même évolution. La révolution algérienne est une révolution populaire qui a mis en mouvement toutes les couches de la société. Elle a provoqué la destruction des anciens rapports sociaux, sans que rien de nouveau soit venu combler le vide. Le seul lien est celui que la guerre a créé. Au cours de celle-ci, la position des femmes a été complètement bouleversée. De simples esclaves du foyer domestique et de la reproduction de l'espèce, elles sont devenues de féroces combattantes pour l'indépendance qui est en même temps leur libération du joug de l'Islam. Elles sont parfois le dernier rempart lorsque les hommes faiblissent ou trahissent : « Elles ne trahissent ni ne pardonnent. Plus facilement qu'on n'imagine, les hommes livrent leurs frères, donnent dix fois plus de renseignements qu'on n'en attend d'eux. Une simple discussion avec un supérieur

(1) Cf. *Programme Communiste*, n° 10, 11, 12, 13 : « La longue impasse algérienne » ; « Le Communisme et les Partis Algériens ».

hiérarchique, un mouvement d'humeur ou de jalousie les conduit parfois à changer de camp, quitte à changer encore plus tard quand le remord ou de nouvelles craintes les tourmentent. Pas les femmes, incapables de jouer un rôle, sauf en amour. » (J. Roy. La Guerre d'Algérie.) Or, lorsque les femmes descendent dans la rue et prennent une part active à la lutte pour l'émancipation sociale, c'est que la révolution va jusqu'au bout.

Cette révolution a fait plus : elle a mis toute une nation sur pied de guerre : un Algérien de dix ans est un combattant pour l'indépendance. Comment pourra-t-on désarmer tout ce peuple ? Pour cela, il faudrait lui apporter un remède à ses innombrables souffrances. Il faut le pain, la terre, le travail aux Algériens. Or, en Algérie qui va lui donner cela ? Il n'y a pas de bourgeoisie nationale, parce qu'il n'y a pas une couche de la population qui soit détentrice des moyens de production : ceux-ci sont, actuellement, dans les mains du capitalisme français. L'indépendance que ce dernier consent à accorder à l'Algérie est précisément de nature à ne pas mettre en cause le contrôle du capital financier français sur le pétrole du Sahara et sur ces mines de la région de Colomb-Béchar où les alchimistes de la grandeur française croient pouvoir trouver de nouvelles ressources pour faire croire au monde que la France est toujours le grand pays d'il y a un siècle et demi. Cette indépendance vise aussi à préserver la propriété terrienne des colons.

La société algérienne se caractérise par le fait que l'agriculture moderne (aux mains des Européens) et l'industrie — très peu développée d'ailleurs — produisent pour le marché mondial. Il n'y a pas de marché intérieur. Cela est la cause et la conséquence de l'absence de la classe bourgeoise. La formation d'une société capitaliste s'est à peine ébauchée. Les propriétaires immédiats du sol ont été expropriés, mais ils n'ont pas trouvé la fournaise de l'entreprise pour y dépenser leur force de travail et obtenir un salaire qui leur permettrait de subsister.

Que pense le F.L.N. d'une telle situation ? Il n'a pas de programme économique révolutionnaire comme le prouvent les bavardages de Ferhat Abbas sur la pacifique coexistence des deux communautés raciales dans l'Algérie indépendante, celle des expropriateurs et celle des expropriés du sol.

Dans ces conditions, quel remède existe-t-il à la situation algérienne ? Comment pourra-t-on éteindre le virus de la révolte chez tous ces paysans pauvres, si on ne leur donne pas une parcelle de terrain et donc ce minimum de sécurité économique sans lequel la société ne saurait retrouver aucune stabilité ? Le fait que le paysan algérien restera un sans-terre est un facteur de heurts futurs, car les millions d'expropriés ne trouveront pas à vendre leur force de travail. De ce fait, ne seront-ils pas amenés à proclamer « le droit au travail » comme leurs ancêtres français de 1848 ? Que feront tous ces hommes qui auront été armés et le seront peut-être encore, qui auront en tous cas lutté pour l'indépendance, lorsqu'ils verront que celle-ci n'allège nullement leurs pires souffrances ? Ils seront portés à pousser la lutte plus loin, contre le système capitaliste dans sa totalité et, donc, contre leur propre Etat national.

Les ouvriers algériens n'auront plus devant eux le préalable de l'indépendance. L'alliance avec les couches bourgeoises sera devenue inutile. Il

faudra que le prolétariat se sépare d'elles, et il sera amené à le faire par le développement même des contradictions économiques. Avec son nombreux prolétariat et sa masse de gens expropriés, l'Algérie restera la poudrière de l'Afrique.

Poudrière de l'Afrique, parce qu'elle est l'affirmation violente de toutes les contradictions des pays africains, arabes surtout. Dans tous ces pays, la question agraire est à l'ordre du jour. On ne pourra même plus l'escamoter en parlant du péril étranger, en prétextant une lutte pour aider un pays frère, car alors tout le continent sera libéré. Partout, il y a un prolétariat puissant qui a déjà à son actif des luttes glorieuses ; partout, la même masse énorme d'individus expropriés cherchant vainement un travail. De plus, dans certains pays, des dissensions sont déjà apparues entre la jeune bourgeoisie au pouvoir et le prolétariat comme la question syndicale au Maroc aussi bien qu'en Afrique Noire le montre. Vraiment, la fin du conflit sera le début de la situation qui nous intéresse parce qu'à ce moment-là la façon bourgeoise de résoudre les problèmes ne sera plus la seule, le prolétariat interviendra.

Tout cela aura obligatoirement un retentissement en France. La perte de la dernière colonie reportera le prolétariat sur le terrain de la lutte sociale. Il est vrai que ce retentissement, les critiques du super-opportunisme stalinien se préparent à le contenir dans les limites de la société bourgeoise. Mais les difficultés économiques d'ordre intérieur et extérieur risquent d'agiter le prolétariat en dépit des héros de la néo-résistance, surtout si les signes de la petite crise des U.S.A. se précisent. Il faudra alors lui proposer une nouvelle reconstruction, celle de la France rénovée. Mais ceci est du domaine de l'avenir, et nous ne voulons pas jouer aux devins.

Ce qui nous intéresse, c'est qu'apparemment et lorsqu'on reste à la surface de la société tout est stabilité, tout est paix sociale, tout est coexistentialisme. L'histoire semble être celle du triomphe de tous ces singes de la contre-révolution qui ont nom Thorez, Duclos, Mollet ou Depreux, Verdier, etc., et dont le rôle est d'endormir le prolétariat. En fait, dans le sous-sol social, la taupe de l'histoire, cette vieille obstinée et acharnée, a creusé des galeries profondes, détruisant les racines de l'ignoble domination coloniale et libérant tous les peuples de couleur ; elle a miné à la base la force des partis soi-disant révolutionnaires, les obligeant à se mettre de plus en plus en contradiction avec eux-mêmes ; elle a coupé les ficelles qui agitaient toutes ces marionnettes que sont les communistes français et étrangers : les marionnettes se sont mollement affaissées.

Bien entendu, cela n'est pas suffisant pour que toute cette société s'écroule. Il faudra, pour la détruire, que la classe ouvrière intervienne. Or la classe ouvrière a été précisément la grande absente de l'après-guerre. C'est pourquoi il semble à tout un chacun que la révolution est une utopie et qu'inévitablement nous devons pourrir dans la stupidité et l'infâmie bourgeoises. En fait, les conditions d'un retour offensif du prolétariat sur la scène mondiale se font de plus en plus favorables. Alors, pourquoi ne pas s'écrier comme Marx : « Bien creusé, vieille taupe ! ».

Désarmement de l'impérialisme

ou désarmement du prolétariat ?

La sixième condition que Lénine posait pour l'admission à l'Internationale Communiste déclare :

« Chaque parti désirant appartenir à la III^e Internationale doit dénoncer non seulement le social-patriotisme non dissimulé, mais encore la fausseté et l'hypocrisie du social-pacifisme : montrer systématiquement aux ouvriers que sans renversement révolutionnaire du capitalisme, aucun arbitrage international, aucune discussion sur la réduction des armements, aucune réorganisation « démocratique » de la Ligue des peuples ne sauveront l'humanité de nouvelles guerres impérialistes ».

On voit donc que Lénine aurait mis dans le sac du social-pacifisme toute la politique étrangère de l'U.R.S.S. : propagande pour le désarmement (que Khrouchtchev a désigné en débarquant à New-York comme « le problème international le plus important »), réforme « démocratique » de l'O.N.U., théorie selon laquelle les guerres ne sont plus inévitables. On voit aussi que l'œuvre de la Révolution d'Octobre et de la III^e Internationale ne se ramène pas à la lutte contre la guerre, et donc à la lutte pour la paix des pacifistes bourgeois et des staliniens, mais qu'elle est également lutte contre le social-pacifisme, contre la guerre impérialiste et contre la paix impérialiste. Ce sont d'ailleurs les mêmes social-patriotes qui, en 1914, votèrent pour la guerre et qui se sont faits les propagandistes de la paix, lorsque la guerre même devint dangereuse pour la survie du capitalisme et que gronda la révolution. Aujourd'hui, le même rapport existe entre le social-patriotisme (qui marqua plus particulièrement le règne de Staline) et le social-pacifisme dont Khrouchtchev se veut le symbole. Il y a en outre un lien de continuité entre eux. N'est-ce pas Staline qui a lancé le mouvement de la paix ? N'est-ce pas la Russie de Khrouchtchev qui fabrique des fusées « comme des saucissons », ce qui n'aurait pas déplu au belliqueux Géorgien ?

La coexistence et ses « critiques ».

Lorsque l'on déclare que la guerre est la continuation de la politique, mais par d'autres moyens, cela signifie qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre la politique de guerre et la politique de paix, que l'une et l'autre défendent les mêmes intérêts et que le prolétariat n'a rien à attendre des oscillations de l'une à l'autre. La première tâche des social-traitres est précisément de faire croire qu'il n'y a pas pour le prolétariat d'autre alternative que guerre ou paix. C'est ce que Khrouchtchev a proclamé nettement au XX^e Congrès : « En fait, il n'existe que deux voies : ou la coexistence pacifique, ou la guerre la plus dévastatrice de l'histoire. De troisième voie, il n'y en a pas. » La révolution est exclue de l'histoire. La lutte contre la guerre elle-même (mettons la guerre d'Algérie) ne saurait être une lutte révolutionnaire, pour la révolution, mais simplement une lutte « pour la paix ». Pour le communiste, il n'y a pas d'alternative guerre ou paix, mais *guerre ou révolution* ; et la révolution est *sa* guerre contre le capital, une guerre qui ne supporte pas de paix. Lénine et les bolchéviks avaient posé l'alternative guerre ou révolution, et la révolution l'a emporté. Staline et la S.D.N. avaient posé l'alternative guerre ou paix, et c'est l'impérialisme qui a gagné la guerre et qui, par la voix de Khrouchtchev, défend *sa* paix. Le social-patriotisme et le social-pacifisme forment un tout, comme la politique russe est un tout où s'exprime la continuité des intérêts du capitalisme russe et de la contre-révolution.

On ne saurait critiquer tel ou tel point de cette politique en laissant intactes ses prémisses historiques et sociales, en ne discutant que son « application » aux problèmes « concrets » que posent les luttes actuelles du prolétariat. L'intégrité de la doctrine révolutionnaire s'oppose à l'intégralité de la contre-révolution. Ce n'est pas à partir de ces positions intégrales que les Chinois, les trotskystes et autres critiquent l'U.R.S.S., sa politique de coexistence pacifique et de désarmement, et sa théorie que les guerres sont devenues évitables ; aussi leur critique fait-elle le jeu de Moscou.

Non seulement la polémique des Chinois et des trotskystes avec Khrouchtchev ne change rien à la ligne du Kremlin qui part des positions de force de l'impérialisme soviétique, mais encore elle laisse entendre que celui-ci peut toujours servir les intérêts de la révolution. Les opposants restent sur le plan de l'impérialisme russe, ils ne quittent pas le plan de l'alternative bourgeoise que Khrouchtchev offre au prolétariat guerre ou paix, car pour eux la révolution serait tout au plus la guerre faite par le capitalisme russe au capitalisme occidental. Ils discutent sur Lénine et la théorie de l'inévitabilité des guerres en fermant les yeux sur tout ce qui s'est passé depuis la mort de Lénine : renforcement de l'U.R.S.S., certes, mais comme puissance impérialiste et non comme « pays du socialisme ». Devant ce *fait*, on ne cherche pas à ramener la Russie d'aujourd'hui au bercail du léninisme ou la lutte du prolétariat mondial à la lutte de l'U.R.S.S. pour l'hégémonie mondiale. *On ne discute pas les principes de Lénine* ni leur « application » ; *on reprend l'œuvre de Lénine*. Khrouchtchev (aussi bien que les Chinois et les trotskystes)

sait que pour Lénine les guerres seront inévitables tant que subsistera le capitalisme. Là-dessus on ne peut pas falsifier Lénine, on ne peut pas lui faire dire ce qu'il n'a pas dit. Il faut donc l'« enrichir » et l'enrichir de tout ce que la contre-révolution a apporté à l'U.R.S.S. : sa fortune et sa puissance d'Etat impérialiste, ses fusées nucléaires et son pacifisme bourgeois. *Khrouchtchev ne discute pas les principes de Lénine, il poursuit l'œuvre de la contre-révolution.* C'est pourquoi la critique de toute initiative soviétique ne peut pas se limiter, pour être valable, au refus pseudo-révolutionnaire d'en avaliser les conséquences comme par exemple l'abandon aux mains des bourgeois nationales de la direction des mouvements anti-colonialistes. Il faut rattacher la critique de ces actes contre-révolutionnaires à tout le processus de la contre-révolution.

Chinois et Yougoslaves.

Or les Chinois ne dénonceront pas l'impérialisme soviétique, car ils marchent sur ses traces. La presse occidentale se plaît à relever que des conflits d'intérêts russo-chinois sont à la base des critiques que Pékin adresse à Moscou. On connaît aussi tous les obstacles que l'U.R.S.S. a opposés à différentes reprises au développement de la révolution chinoise. Mais nous ne confondons ni les manœuvres diplomatiques de l'Occident, ni le souvenir des actes contre-révolutionnaires par lesquels Staline s'est illustré en Chine avec une analyse marxiste et une perspective révolutionnaire. Ce que nous soulignons, nous, c'est que la Chine Populaire n'est pas fondée à présenter ses rivalités avec Moscou comme une contestation révolutionnaire de la politique soviétique. Comment pourrait-elle reprocher sérieusement à Khrouchtchev de livrer les mouvements de libération des peuples coloniaux à la merci des bourgeoisies indigènes, alors que la base même du pouvoir en Chine est constituée par l'alliance la plus large de cette bourgeoisie et du prolétariat ? Seuls, les « anti-impérialistes » de la IV^e Internationale peuvent bâtir de pareilles utopies et se demander avec P. Frank à propos des Chinois : « Les événements, leurs conditions de développement leur permettront-ils de surmonter le lourd handicap de leur révolution, leur permettront-ils de surmonter le lourd handicap de leur formation stalinienne et de faire aussi un « grand bond en avant » sur le plan de la théorie marxiste pour les amener à la théorie de la révolution permanente ? » (*La Vérité des Travailleurs*, N° 107). En fait, chaque fois que la polémique entre Russes et Chinois dépasse certaines limites, les Chinois rappellent qu'ils ont signé avec tous les autres partis communistes d'obédience moscovite le Manifeste de la Paix du 23 Nov. 1957. Et malgré tous les espoirs qu'ils mettent en elle, les trotskystes sont obligés de constater que la politique chinoise a aussi un « aspect anti-révolutionnaire », qui la rapproche fort de celle que Khrouchtchev a mise en vigueur et qui serait, selon la revue « 4-th International » (1960, N° 9), une « tendance à menacer » les impérialistes des conséquences de la guerre afin de les amener à accepter la coexistence pacifique ».

Quant au Yougoslave Kardelji, il a écrit sur la question un livre dont le contenu et le titre (« Le socialisme et la guerre ») font injure à la brochure

du même nom que Lénine lança en 1915 à la face des renégats. Kardelji craint surtout ce qu'il appelle le « bonapartisme » des Chinois et exprime ainsi sa crainte petite-bourgeoise de la violence : « Dès lors que quelqu'un abandonne le point de vue que le processus de la révolution est le processus d'aplanissement révolutionnaire (!) des contradictions sociales internes par l'action des forces intérieures de cette société et commence à identifier la guerre internationale avec la révolution, il se trouve infailliblement en danger de proclamer une forme de guerre de conquête comme forme de révolution mondiale ». Voilà ce qu'objectent aux Chinois ces partisans de la paix qui hier encore étaient des partisans tout court dans la guerre impérialiste qu'ils nous présentaient comme une guerre révolutionnaire de libération nationale ! Cet argument qu'une guerre de l'U.R.S.S. contre l'Occident pourrait être injuste, nous le trouvons souvent dans le livre de Kardelji : « Une guerre menée au nom du socialisme contre les pays capitalistes peut dans des conditions données, — objectivement, contre la volonté des pays socialistes —, se muer en guerre contre la classe ouvrière de ces pays, qui défendra sa bourgeoisie au nom de l'indépendance nationale ». C'est là que le social-patriotisme et le social-pacifisme se rencontrent : on jette le prolétariat dans les bras de la bourgeoisie, on lui fait honorer la patrie ; puis en vertu de cette trahison, on traite avec cette bourgeoisie et on fait la paix avec elle. Khrouchtchev lui-même ne se prive pas de répandre ces sophismes à l'usage des aventuriers de la guerre révolutionnaire. Ainsi déclarait-il le 30-9-59 dans un discours à l'occasion du X^e anniversaire de la R.P. Chinoise : « Même un système aussi noble et aussi progressif que le socialisme ne peut être imposé par la force des armes, si le peuple n'en veut pas ». Nous verrons un peu comment l'U.R.S.S. imposera aux « peuples » sa prochaine guerre impérialiste !

Russes et Yougoslaves.

Plus intéressante encore est la critique que Russes et Yougoslaves font du « socialisme » chinois, des communes du peuple, de cette affreuse rétribution en nature qui rappelle aux socialistes de l'abondance les temps difficiles du « communisme de guerre ». Kardelji par exemple nie que les communes du peuple réalisent le communisme en Chine, ce que nous lui concédons volontiers l'ayant déjà dit à propos de la collectivisation en U.R.S.S. Mais les Yougoslaves comme les Russes font ces critiques d'un point de vue de menchévik. « De telles assertions, — dit Kardelji sur le « communisme » chinois —, sont vraiment le produit classique du subjectivisme (ce qui est juste), car (écoutez bien !) elles ne peuvent qu'exprimer la conception selon laquelle l'édification du communisme est possible par le simple développement des formes politiques, indépendamment du développement des forces productives ». De telles formes, concluent les Yougoslaves, ne sont ni nouvelles ni plus évoluées ; enfin elles ne peuvent servir aux autres de modèle ou d'encouragement à la lutte pour le socialisme. Sous-entendons que le seul « modèle » serait celui du capitalisme russe et le seul « encouragement » que l'on puisse donner au prolétariat dans sa lutte pour la révolution serait l'intéressement matériel des ouvriers à la productivité. Face à des formes aussi « évoluées », on comprend que Russes

et Yougoslaves déconseillent même pour les pays sous-développés « l'exportation » des formes chinoises de « socialisme ». Quant à l'influence politique que ce socialisme peut avoir, il ne saurait plus en être question depuis qu'un socialisme plus évolué a promis de régler ses comptes au capitalisme par la seule compétition économique sur le marché mondial !

Et les Trotskystes ?

Les trotskystes, ces autres « opposants » à la politique russe de coexistence et de désarmement sont les plus grands alchimistes de l'opportunisme avec leur dosage méticuleux de ce qui est révolutionnaire et de ce qui ne l'est pas en ce qui concerne la Chine et la Russie. Leur critique part de prémisses historiques et de positions générales qui ne se rattachent plus ni aux actes de la Révolution d'Octobre ni aux principes que le parti de Lénine a défendus. En réalité, les trotskystes sont tributaires de la contre-révolution aussi bien pour la compréhension de ses péripéties que pour l'orientation politique qu'ils ont cru devoir donner aux fractions de la gauche qui avaient rompu avec le stalinisme. Après la guerre, ce qu'il y avait de gênant pour eux à dénoncer la théorie du « socialisme dans un seul pays » perdit à leurs yeux beaucoup de son importance du fait de la « victoire » de l'U.R.S.S., de « l'exportation » en Europe orientale et en Asie du régime de démocratie populaire et de la constitution d'un « système socialiste mondial » face au système capitaliste. Cette situation et la montée des mouvements anti-colonialistes ont donné un cours plus large à leur opportunisme. De la victoire de l'U.R.S.S. impérialiste, ils ont tiré la conclusion qu'une « nouvelle phase révolutionnaire » s'était ouverte. Pour eux comme pour tous les démocrates, les « succès » de l'U.R.S.S. ont effacé bien des « fautes » de la contre-révolution. Leur critique de la politique soviétique, leur propagande anti-impérialiste partent donc des mêmes positions de force acquises par l'impérialisme soviétique au cours de la dernière guerre. Il y a mieux : leurs critiques et leurs espoirs entrent en contradiction avec leurs raisons de critiquer et leurs raisons d'espérer. Nous l'avons vu pour la Chine. Pour la Russie, c'est encore plus net. Ils s'en prennent à la théorie de la coexistence pacifique et à l'abandon de la thèse sur l'inévitabilité des guerres. Mais d'autre part ils applaudissent au XX^e Congrès dans lequel ils voient la fin du stalinisme et une prétendue remontée au pouvoir des forces de la révolution prêtes à relever la tête en U.R.S.S. Comment peuvent-ils concilier leur critique de la coexistence et leur approbation de la « démocratisation », sinon par un surcroît d'opportunisme, par une plus grande confiance encore dans la « spontanéité » des masses et dans la démocratie ? La aussi aucune critique partielle n'est possible, car le processus de la contre-révolution est un processus d'ensemble. Coexistence pacifique et démocratisation ne sont, comme nous l'avons maintes fois démontré, que les aspects d'une seule et même politique petite-bourgeoise qui s'est imposée à l'U.R.S.S. par la force de la contre-révolution, d'abord ; par celle de l'économie, ensuite. L'attitude des trotskystes ne sort donc pas des cadres de leur immédiatisme, de leur volonté de trouver toujours du nouveau, de leur abandon de la perspective historique ouverte au prolétariat par la Révolution d'Octobre, puis de celle qui lui a été imposée par la dégénérescence de l'U.R.S.S.

Les extrêmes de l'opportunisme

et notre critique de l'opportunisme

La polémique des Chinois ou des trotskystes contre les Russes, les phrases pseudo-révolutionnaires, l'agitation même qu'ils contribuent à développer ne doivent pas nous faire oublier les principes dont ils s'inspirent, ni les prémisses historiques et sociales dont ils partent. Lorsque ces critiques de l'opportunisme trouvent un écho dans les masses exploitées par le capital et trompées par ses lieutenants dans le mouvement ouvrier — et cet écho ne fera que grandir avec l'opportunisme et le développement toujours plus explosif des contradictions du capitalisme —, nous devons les rattacher à notre critique de tout le cours historique de la contre-révolution et de l'opportunisme, et montrer en quoi et pourquoi les opposants d'occasion ou de profession sont incapables d'ouvrir et de concevoir une autre perspective. Cette critique est d'autant plus importante que l'opportunisme, comme le capital, ne trouve dans ses opposants que de nouvelles possibilités de manœuvres.

L'exemple du Japon est édifiant. L'action « anti-impérialiste » des étudiants (en majorité trotskysants), groupés dans les Zengakouren, la surenchère des staliniens pour la direction du mouvement ont permis non seulement un contrôle efficace de la situation, mais encore l'ont orientée dans un sens favorable au capitalisme japonais qui cherche à se libérer de la tutelle américaine. Une manœuvre du même ordre serait le rêve des étudiants gauchisants, qui sont coiffés en France par l'U.N.E.F., et pourrait même être celui des staliniens. En réalité, ils ne peuvent et ne veulent créer au capitalisme français que les conditions politiques le libérant de l'hypothèque algérienne. Khrouchtchev lui-même, après avoir prononcé à l'O.N.U. quelques phrases sur l'abolition du colonialisme et quelques motions que les Occidentaux ont eu l'humour de voter, tend une main aux bourgeois du F.L.N. (se refaisant ainsi une virginité révolutionnaire auprès de ses opposants de « gauche ») et crée du même coup les conditions diplomatiques d'un règlement du conflit. C'est pourquoi, il ne faut attendre une politique révolutionnaire ni de l'alternance tension-détente ni des oscillations du social-patriotisme au social-pacifisme. Ces péripéties ne cachent ni des ruses tactiques ni des retours au marxisme, voire au stalinisme, elles n'expriment que les contradictions du capitalisme mondial qui, en U.R.S.S. comme aux U.S.A., a réussi à mettre dans son jeu aussi bien la carte de l'impérialisme que celle de l'anti-impérialisme, celle du colonialisme comme celle de l'anticolonialisme, celle du fascisme comme celle de l'antifascisme. Aussi devons-nous critiquer les actes isolés de tel ou tel gouvernement non pas d'une façon immédiate, non pas selon la résonance qu'ils ont dans l'esprit de quelques opportunistes gauchisants dégoûtés par l'opportunisme officiel des centrales ouvrières, mais en fonction de notre perspective révolutionnaire qui est la seule à tenir compte des perspectives

générales et des conditions historiques du capitalisme contemporain. Et cette critique doit se faire sur la base des principes marxistes et de l'expérience révolutionnaire du prolétariat.

Nous arrivons ainsi à la critique du mot d'ordre de désarmement qui est la clef de voûte de la politique internationale de l'U.R.S.S., et qui est accepté par tous les opposants de « gauche » à cette politique.

Il y a déjà longtemps que l'on parle de désarmement. On en parlait à la S.D.N., et l'U.R.S.S. y était. Cela n'a pas empêché la guerre où l'U.R.S.S. a joué son rôle impérialiste aux côtés des « démocraties »; cela a seulement empêché que la guerre des Etats ne se transforme en guerre des classes. On en parlait aussi du temps de Lénine et nous verrons bientôt ce que celui-ci en disait. Le « problème » n'est pas nouveau et les débats de l'O.N.U. ressemblent fort à ceux de la défunte S.D.N. Reste Khrouchtchev dont la tâche est de faire croire à quelque chose de nouveau. L'impérialisme n'ayant pas changé, c'est le marxisme qu'il faut « rénover »; d'où la thèse que les guerres ne sont plus inévitables sous le capitalisme. Cette thèse admise, il est évident qu'il ne reste plus qu'à demander le désarmement. Mais les diplomates de l'O.N.U., comme d'ailleurs tous les petits bourgeois du monde, s'entendent fort mal aux questions théoriques. Les diplomates parlent affaires, les petits-bourgeois parlent bifteck et vie tranquille. Aussi Khrouchtchev ne leur a-t-il servi à l'O.N.U. que cette pincée de « grands principes », qui pour les diplomates est une affaire et pour les petits-bourgeois une satisfaction. Il était difficile de trouver mieux que le projet de désarmement « complet et général » dont Khrouchtchev s'est fait le Don Quichotte. « Complet et général », parce que les diplomates savent qu'il n'y aura jamais un tel désarmement et parce que pareille « audace » ne pouvait pas ne pas flatter ou émouvoir l'amour-propre démocratique des petits-bourgeois. Le petit-bourgeois de l'Est aura trouvé ces propositions bien « fortes », celui de l'Ouest « habiles »; quant aux « neutres », aux maîtres du « Tiers Monde », qui sont les fanatiques du désarmement, ils croient pouvoir détourner de leurs pays, par ce mot stupide, les conséquences révolutionnaires que la compétition russo-américaine ne manquera pas de susciter chez eux. Devant ce désir des grands de commercer et cette crainte des petits qui voudraient bien ne pas en faire les frais, rien ne valait les bavardages sur le désarmement.

Question de « tactique » ?

Précisons tout d'abord l'attitude des « opposants » chinois et trotskystes sur le problème du désarmement. A la session de Pékin du Conseil général de la Fédération Syndicale Mondiale, en juin 1960, Liu Tchang Cheng déclarait : « Nous appuyons le projet de désarmement qui a été présenté par l'Union Soviétique. Il est toutefois impossible que l'impérialisme accepte le projet de désarmement général et intégral. La présentation d'un tel projet a pour but d'inciter les peuples du monde entier à s'unir et à s'opposer par leurs forces communes aux plans impérialistes de course aux armements et aux préparatifs de guerre, à démasquer la nature agressive et belliqueuse de

l'impérialisme... Mais il existe des peuples (Yougoslaves ? Russes ?) qui croient qu'un tel projet peut être réalisé tant qu'existe encore l'impérialisme et que le danger de guerre peut être conjuré en s'appuyant sur un tel projet. C'est là une profonde illusion... Ce n'est que lorsque la révolution socialiste aura triomphé dans le monde entier qu'il pourra y avoir un monde libre de toute guerre, un monde sans armes... » L'orateur chinois concluait en invitant l'U.R.S.S. à poursuivre sa politique d'armements et de primauté dans le domaine nucléaire tout en développant une active propagande de désarmement. Dans ce discours, l'essentiel n'est pas la critique de la thèse de Khrouchtchev selon laquelle les guerres ne sont plus inévitables, mais l'adhésion à la politique de désarmement de Khrouchtchev. Nous, communistes, nous avons d'autres maîtres à penser que les Chinois de Mao Tsé Toung pour dire aux prolétaires qu'ils n'ont rien à attendre du pacifisme bourgeois. Un point pourtant mérite l'attention : les Chinois prétendent appuyer le projet de Khrouchtchev *pour* « démasquer la nature agressive et belliqueuse de l'impérialisme ». On rappelle volontiers que le décret sur la paix, l'un des premiers actes de la Révolution d'Octobre, avait aussi entre autres buts celui de démasquer l'impérialisme. Lénine avait même voulu enlever à ses conditions de paix tout caractère d'ultimatum, car, disait-il, les impérialistes auraient pu ne pas répondre à un ultimatum et ainsi cacher plus longtemps ce qu'ils pensent et ce qu'ils attendent de la guerre. Mais on ne se souvient que de ce qui « arrange » à un moment ou à un autre, et l'on oublie ce dont précisément ne peut se souvenir que l'immense mémoire révolutionnaire du parti de classe. On oublie ce qu'était la Russie de 1917, ce qu'elle avait fait, comment le parti bolchévik avait lutté pour la « paix ». Et après cet « oubli », après avoir exhorté la Russie d'aujourd'hui à s'armer jusqu'aux dents, on s'amuse à discuter de tactique, à raffiner quelque ruse révolutionnaire pour mieux cacher sa fourberie à l'égard des principes révolutionnaires. La presse chinoise s'ingénie à répandre ce distinguo : « La lutte pour la paix et la lutte pour le socialisme sont deux luttes différentes ». D'accord, mais elles ne se recoupent pas. Or, dans le même article du « Drapeau Rouge » (19-4-60), il est dit à propos du mouvement de la paix auquel la Chine adhère avec enthousiasme : « La structure sociale des pays qui prennent part au mouvement pour la paix est certainement très diverse. On y trouve également les bourgeois pacifistes... Dans ce mouvement, nous serons ensemble avec de nombreux groupes sociaux complexes et nous conclurons les accords nécessaires pour aboutir à la paix. Mais nous devons en même temps nous en tenir aux principes du parti de la classe ouvrière, et ne pas abaisser nos standards politiques et idéologiques ni nous-mêmes au niveau des pacifistes bourgeois dans notre combat pour la paix. Là se pose une question d'alliances et de critiques... « Que sert de distinguer entre la lutte pour la paix et la lutte pour le socialisme, que sert de se soucier des principes du parti de classe, alors que l'on conclut des alliances avec des groupes sociaux qui ne reconnaîtront pas ces principes, alors qu'elles ne sont même pas conclues au nom de la lutte pour le socialisme, mais purement et simplement « pour aboutir à la paix ! » Il n'est pas ici d'alliance avec une fraction de la bourgeoisie qui ne se place sous l'égide de principes bourgeois, il n'est pas de pacifisme qui ne soit bourgeois. Les Chinois nous en donnent ici une démonstration

par l'absurde. Quant à ce que les Chinois ont oublié sur la Révolution d'Octobre, c'est ce fait, qui jette une vive lumière sur la signification du décret sur la paix :

« La grande majorité des paysans, des soldats et des ouvriers est pour la politique de paix.

Ce n'est pas la politique des bolchéviks, en général ce n'est pas une politique « de parti », mais la politique des ouvriers, des soldats et des paysans, c'est-à-dire de la majorité du peuple. Nous ne réalisons pas le programme des bolchéviks, même dans la question agraire notre programme est pris en totalité aux mandats paysans. »

Voilà ce que disait Lénine, le 29 octobre (11 novembre) 1917 devant les représentants des régiments de la garnison de Pétrograd (cf. Œuvres complètes en russe, IV^e éd. T. 26, p. 235). Pour réaliser cette politique, il ne se posait pas de « question d'alliances », car les bolchéviks étaient à la tête d'une révolution qui avait dû liquider ses « alliés » bourgeois pour arriver à terme. Quant aux « critiques », les bolchéviks savaient encore se les adresser à eux-mêmes ; ils savaient encore dire quand ils ne menaient pas une politique de parti et pourquoi ils agissaient ainsi ; ils savaient encore que la politique de classe n'a rien à voir avec celle de la « majorité du peuple ».

Nous n'insisterons pas sur l'attitude des trotskystes, car cela nous conduirait à répéter ce que nous venons de dire des Chinois. Cette attitude se ramène elle aussi à une critique des « espoirs » que les Russes mettraient dans le désarmement et les tractations diplomatiques ainsi qu'en effort pour réaliser « à la base », à travers les manifestations pour la paix et les alliances de toute sorte, l'impossible politique de Moscou.

Désarmement et pacifisme bourgeois.

C'est contre les Russes, les « classiques » de l'opportunisme, que nous dirigerons l'essentiel de notre critique. Et cette critique, les communistes révolutionnaires doivent la faire à fond (car ils sont les seuls capables de la faire), afin d'enlever aux opportunistes dégoûtés de l'opportunisme, à tous les phraseurs de « gauche », non seulement le droit de parler au nom des principes marxistes, mais encore la possibilité de détourner et de disperser les énergies révolutionnaires de ceux pour qui la trahison des états-majors opportunistes est devenue patente.

Pour les Russes, la coexistence pacifique et la propagande en faveur du désarmement ne sont pas des ruses de guerre, comme l'entendent les Chinois. Au XX^e Congrès Khrouchtchev l'a dit, et il l'a répété bien des fois depuis : « La coexistence pacifique... n'est pas un trait tactique, mais bien le principe fondamental de la politique extérieure soviétique. » Khrouchtchev mérite donc les accusations de pacifisme bourgeois que lancent les Chinois. Mais ce n'est pas parce que Khrouchtchev n'est pas un « hypocrite », ce n'est pas parce qu'avec sa propagande pour le désarmement il n'entend pas « démasquer l'impérialisme » que Khrouchtchev est un pacifiste bourgeois. Ce n'est pas

la malice conspiratrice qui fait le révolutionnaire. Ce n'est pas de tactique qu'il s'agit, mais bien de *principes*. Le mot d'ordre du désarmement est défaitiste pour le prolétariat et n'a jamais été l'un de ses principes d'action. Enfin, si Khrouchtchev est un réformiste, ce n'est pas parce qu'il suit une « mauvaise » tactique, mais parce qu'il s'efforce de faire prendre pour communistes un mot d'ordre et des principes qui sont bourgeois. C'est tout cela le pacifisme bourgeois et non pas une interprétation ou une autre du marxisme, une tactique ou une autre dans l'action. L'opportunisme est avant tout la corruption et la falsification des principes et des buts du prolétariat révolutionnaire. Cette corruption se fait naturellement par l'introduction d'influences et de mots d'ordre bourgeois dans le mouvement ouvrier. Il est donc impossible de dénoncer le pacifisme sans dénoncer l'opportunisme des pacifistes et sans montrer d'abord en quoi la lutte pour la paix est non seulement « différente », mais encore contradictoire avec la lutte pour le socialisme. Et c'est cela qui oblige les pacifistes à falsifier le marxisme.

Pour nous présenter le désarmement comme un *mot d'ordre* communiste dirigé contre le capital, les staliniens s'appuient sur le *principe* que la société communiste ne connaîtra plus de guerres et désarmera, chose qui serait réalisable dès aujourd'hui où la moitié du monde se prétend socialiste. Ainsi les pacifistes bourgeois, les curés et les démocrates se trouvent réhabilités, rachetés par les « victoires » du socialisme. Il n'y a plus qu'à désarmer pour « passer » au socialisme. Le « communisme » de Moscou fait grâce aux capitalistes de la *lutte des classes* et de la *révolution prolétarienne*. Il met la soutane aux prolétaires, il leur fait croire que le paradis est à portée de la main pourvu qu'ils luttent contre la guerre, il aboutit le capitalisme de tout ce qui n'est pas guerre ; enfin, et surtout, il dénature l'attitude du prolétariat face à la guerre et anime son action non plus d'une volonté révolutionnaire, mais d'une crainte petite-bourgeoise des « horreurs » de la guerre, qui ne sont rien d'autre que l'horreur et le scandale quotidiens du capitalisme. Voilà ce que l'opportunisme fait des principes marxistes !

En fait, les communistes sont contre la guerre, parce qu'ils opposent au capitalisme qui engendre la guerre un régime social qui l'exclura. Mais ils ne sont pas et ils ne peuvent pas être contre la guerre qui constitue l'explosion des antagonismes que le capital a accumulés en exploitant leur force de travail. Ils ne prennent pas leurs désirs pour des réalités, car l'exploitation quotidienne de leur travail les rattache à la seule lutte concrète qu'il est possible de mener contre la guerre : celle qu'ils opposent à la domination du capital. Les staliniens nous disent qu'ils sont pour la coexistence pacifique, mais qu'ils ne sont pas contre la lutte de classe. Cela ne veut rien dire.

La lutte de classe débouche sur la guerre entre Etats. La lutte de classe est un *fait* tout comme la guerre, que ne créent ni les staliniens ni les capitalistes, mais que provoque le capitalisme. Il ne peut donc y avoir qu'une attitude révolutionnaire ou contre-révolutionnaire par rapport à la guerre, par rapport à la lutte des classes. On ne peut pas plus être *contre la guerre* que *contre la lutte des classes*. La guerre, comme la crise économique, est un moment de la lutte des classes. Le prolétariat doit savoir utiliser la guerre comme la crise pour faire avancer la cause de sa révolution. Il ne peut

être que *contre la société divisée en classes et contre le capitalisme fauteur de guerres*. Le reste n'est que volontarisme, utopie petite-bourgeoise et trahison. Et c'est ce qu'il a fallu faire pour introduire le mot d'ordre du désarmement. Thorez écrit par exemple : « L'enseignement de Lénine nous guide dans le combat pour la détente internationale, pour la coexistence pacifique, pour le désarmement, dont il a dit que c'est **L'IDEAL DU SOCIALISME** ». (« Lénine et la France », Supplément aux *Cahiers du Communisme* d'avril 1960.) Thorez ne donne pas la référence de ce que Lénine « a dit », mais il s'agit d'un article d'octobre 1916 intitulé « Sur le mot d'ordre du désarmement ». Lénine y critique justement ce mot d'ordre lancé en pleine guerre mondiale à la place du mot d'ordre « armement du prolétariat », d'un côté par les défenseurs de l'impérialisme comme Kautsky, de l'autre par les socialistes des petits pays neutres et à l'écart de la guerre. Nous y retrouvons une même unanimité qu'aujourd'hui : l'ultra-impérialisme soviétique et les « neutres » des pays sous-développés. Et naturellement, nous y lisons exactement le contraire de ce que Thorez veut bien faire dire à Lénine. Replaçons d'abord dans son contexte la « citation » de Thorez : « Lénine « dit » :

« Le désarmement est l'idéal du socialisme. Dans la société socialiste, il n'y aura plus de guerres, par conséquent il s'y réalisera le désarmement. Mais il n'est pas socialiste celui qui attend la réalisation du socialisme **EN DEHORS** de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat. La dictature est le pouvoir étatique s'appuyant immédiatement sur la **VIOLENCE**. La violence au XX^e siècle, — comme en général à l'époque de la civilisation, — ce n'est pas le poing et ce n'est pas la massue, c'est l'ARMEE. Mettre au programme le « désarmement », cela signifie dire en général : nous sommes contre l'usage des armes. Il n'y a là pas plus de marxisme que si nous disions : nous sommes contre l'usage de la violence ! » (Œuvres complètes en russe, IV^e éd. T. 23, p. 84).

On cite toujours aussi bien au Parti Communiste ! Mais bientôt les fichiers de citations deviendront inutilisables.

Désarmement et luttes de classe.

Le désarmement : « Idéal du socialisme ? » Oui, mais non pas mot d'ordre du prolétariat dans sa lutte contre le capital. Le propre de l'opportunisme est de présenter comme réalisable ou réalisé dans la société actuelle ce qui demande pour être réalisé une lutte révolutionnaire longue et difficile contre la société actuelle, c'est-à-dire contre l'impérialisme américain et contre l'impérialisme russe dont la puissance (qui repose sur l'exploitation de millions de prolétaires) nous est précisément donnée comme le gage le plus sûr, comme le gage *actuel, nouveau, révolutionnaire* du maintien de la paix dans le monde. Cette façon de mettre le paradis à portée des prières pieuses, cette façon de faire du communisme la banale utopie d'un rêve de petits-bourgeois n'est pas seulement un commerce odieux des immenses espoirs du prolétaire — un commerce qui s'apparente à celui que l'Eglise a toujours fait de la misère —, c'est aussi la liquidation de toutes les armes, de tous les principes

qui peuvent conduire le prolétariat à la victoire sur la guerre et le capital : à la révolution socialiste. Le mot d'ordre du désarmement sabote la lutte de classe du prolétariat et camoufle celle de la bourgeoisie, ce que font d'habitude les non-violents, les curés et les petits-bourgeois. Il laisse croire que le capital peut poursuivre sa domination sans recourir à la violence et que le prolétariat aura raison de ses oppresseurs sans exercer sur eux sa dictature. Écoutons encore Lénine :

« L'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat est un des faits les plus gros, les plus fondamentaux, les plus importants de la société capitaliste d'aujourd'hui. Et devant un tel fait on propose aux sociaux-démocrates révolutionnaires d'avancer la « revendication » du « désarmement » ! Cela équivaut à abandonner complètement le point de vue de la lutte de classe, à renoncer à toute idée de révolution. Notre mot d'ordre doit être : armement du prolétariat pour vaincre, exproprier et désarmer la bourgeoisie. C'est la seule tactique possible de la classe révolutionnaire, tactique qui découle de tout le DEVELOPPEMENT OBJECTIF du militarisme capitaliste, qui est prescrite par ce développement. Ce n'est qu'APRES avoir désarmé la bourgeoisie que le prolétariat pourra, sans manquer à sa tâche historique, mettre toutes les armes à la ferraille, et le prolétariat le fera sans aucun doute, mais seulement à ce moment-là, et en aucune façon avant ce moment-là ». (Ib. p. 85.)

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Le point de vue de la lutte de classe a été abandonné. D'une part, les staliniens, dans chaque pays, ont renoncé à l'usage, à la reconnaissance de la violence. D'autre part, à l'échelle internationale, ils se sont faits les propagandistes les plus zélés de la coexistence pacifique entre les Etats. Même les périodes de tension, même l'attitude des Chinois qui considèrent que la guerre reste inévitable entre les deux « systèmes », même les « réticences », même les « pressions » ne nous ramènent pas sur le plan de la lutte de classe, car, avec eux, nous sommes toujours sur le plan de la lutte entre Etats également capitalistes. C'est pourquoi, tous se retrouvent d'accord pour reconnaître que la coexistence pacifique est une « forme supérieure » de la lutte des classes ; tous substituent à la lutte de classe du prolétariat mondial, la lutte, pacifique ou sanglante, entre les Etats capitalistes qui se partagent le monde.

Quant au militarisme, aurait-il disparu en 1960 ? Alors pourquoi renoncer à l'armement du prolétariat ? Pourquoi lui opposer le désarmement ? Les staliniens nous répondront que le « camp socialiste » avec l'U.R.S.S. sont assez forts pour pouvoir l'imposer à l'Occident : encore un argument tiré de la « force » des Etats ! Tel est leur « réalisme » qui fait découler le mot d'ordre du désarmement de tout le « développement objectif du militarisme capitaliste », comme disait Lénine. Ainsi le point de vue de classe sur la guerre et ses causes le cède au point de vue technique, éminemment capitaliste, des capacités destructives de tel ou tel pays, des moyens de contrôle de telle ou telle production, les conceptions claires du prolétariat révolutionnaire sur la nature de l'impérialisme le cèdent aux nébuleuses considérations bourgeoises sur l'équilibre ou le déséquilibre des forces en présence — meilleure façon de justifier la course aux armements. On nous dit que l'U.R.S.S. possède les moyens techniques d'imposer le désarmement. L'acquisition de ces moyens ne correspond qu'à un superarmement des deux colosses impérialistes.

On rivalise dans la construction d'engins d'interception des armes de l'adversaire, et l'on appelle cela désarmer et « imposer » le désarmement à l'adversaire ! En réalité, ce que montrent ces arguments, c'est que les orgies militaires, comme les orgies « pacifiques », industrielles, du capital ont atteint des deux côtés les limites de l'absurde et qu'il est grand temps d'y mettre fin autrement que par des bavardages sur le désarmement, autrement que par des « reconversions » industrielles : par le fer de la révolution.

Désarmement et opportunisme.

En 1914, les traîtres au socialisme, ceux qui pendant des années et des années de développement relativement « pacifique » du capitalisme avaient fait du pacifisme leur drapeau, les Kautsky et tous les défenseurs de la patrie, faisaient cet aveu en guise d'excuse : nous avons lutté par tous les moyens pour éviter la guerre, sans penser à ce que nous devrions faire quand la guerre éclaterait. Et Lénine, se souvenant de ce triste exemple de pacifisme comme nous devons aujourd'hui encore nous en souvenir, en tirait cette leçon dans l'article que nous avons déjà cité :

« Le défaut principal de la revendication du désarmement consiste précisément en ceci : on y évite tous les problèmes concrets de la révolution. Ou alors les partisans du désarmement sont-ils pour une espèce tout à fait nouvelle de révolution sans armes ? »

Et c'est bien en effet de cette « espèce nouvelle de révolution sans armes » que sont partisans les pacifistes de Moscou ; c'est bien des « problèmes concrets de la révolution » qu'ils ont horreur. Et pour cause !

Si du point de vue de la révolution prolétarienne vers laquelle conduit la lutte de classe, le mot d'ordre du désarmement jette la confusion sur l'alternative que l'histoire pose au prolétariat : guerre ou révolution, ce mot d'ordre n'en est pas moins défaitiste dans la lutte de classe immédiate, dans le combat quotidien contre toutes les manifestations du militarisme capitaliste. Etant générateur d'opportunisme, ce mot d'ordre, disait Lénine, « ôte toute force à notre lutte contre l'opportunisme » ; or, « la lutte contre l'impérialisme qui n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme est une phrase creuse ou une tromperie ». L'opportunisme doit être critiqué non seulement parce qu'il exclut la révolution de son programme, mais encore parce que, dans le présent, son activité et sa propagande se ramènent à des phrases creuses et à une tromperie toujours renouvelée.

Lénine rappelait que le mot d'ordre du désarmement ne doit même pas figurer au programme minimum du parti prolétarien. Ce programme doit s'en tenir à l'armement du peuple, à la milice ouvrière sans distinction de sexes. Tel est le programme minimum de l'antimilitarisme prolétarien : armement des hommes et des femmes, suppression de l'armée permanente, de l'armée en tant que caste dans l'Etat bourgeois. C'est là la seule revendication « démocratique » que le prolétariat peut formuler dans la question militaire. Comme nous sommes loin des lamentations antimilitaristes des staliniens et de toute la gauche ! Comme nous sommes loin de ce désir libéral-bourgeois,

de ce vœu réformiste que « l'armée ne fasse pas de politique ». Or cette idée est le fond de la propagande antimilitariste que l'on trouve chaque jour dans les pages de « l'Humanité » au même titre que dans celles des périodiques libéraux comme « l'Express » ou « France-Observateur » ! Ils mettent tous à leur programme minimum cette utopie petite-bourgeoise que l'armée ne doit pas faire de politique, mais servir les intérêts de « toute la nation », car elle est « l'armée de la nation ». Ils sont patriotes, mais n'en veulent pas les conséquences, trop choquantes pour leur mentalité de petits-bourgeois. Ils voudraient que le capital leur épargne le spectacle et le déploiement de sa police, de son armée, de sa violence ; ils voudraient le capitalisme sans militarisme. Ils sont les non-violents, les curés sans soutane de la bourgeoisie. En fait, l'idée de la neutralité de l'armée est réactionnaire, elle relève de l'idéologie défendue par l'Etat bourgeois ; elle reste réactionnaire, même si elle ne fait que couvrir de phrases « progressistes » le fait que, dans l'Etat bourgeois, l'armée n'est pas et ne peut pas être neutre. Mettre cette utopie dans le programme minimum, dans le programme d'action immédiate du parti prolétarien, ramener à cela son agitation quotidienne, c'est vouer d'avance à l'échec et au ridicule les luttes et les actions indirectes qui doivent au contraire regrouper ses forces et galvaniser ses énergies. Et Lénine le soulignait aussi dans son article contre le désarmement :

« Nous ne sommes en aucune façon contre la lutte pour des réformes. Nous ne voulons pas ignorer cette triste possibilité qu'au pis aller l'humanité connaîtra une seconde guerre impérialiste, si la révolution ne surgit pas de la présente guerre malgré la fermentation explosive des masses et leur mécontentement et malgré nos efforts. Nous sommes les partisans d'un programme de réformes qui doit EGALEMENT être dirigé contre les opportunistes. Les opportunistes seraient contents si nous leur laissions à eux seuls la lutte pour des réformes et si nous nous éloignons, nous, dans les hauteurs nébuleuses d'un quelconque « désarmement », en nous évadant hors d'une triste réalité. Le « désarmement », c'est justement l'évasion hors d'une sale réalité, et pas du tout la lutte contre elle ». (Ib. p. 88-9.)

Désarmement et neutralisme.

Il reste encore un point que nous devons aborder : le rôle de la propagande pour le désarmement et la paix dans la lutte que se livrent les Etats dans le domaine économique et politique. Chacun connaît les raisons économiques directes et indirectes qui poussent l'U.R.S.S. et les U.S.A. à réduire leurs armements : problèmes démographiques, financiers, de productivité, etc. Nous ne pouvons pas les aborder ici et nous nous limiterons au seul aspect politique de cette propagande et encore pour ce qui concerne les seuls pays « neutres » ou plutôt « neutralistes » d'Asie, d'Afrique et même d'Europe, puisque la Yougoslavie est un des principaux porte-drapeau du neutralisme.

On le sait, les plus ardents défenseurs du désarmement sont les « neutres », les pays sous-développés à qui l'on fait croire que l'argent investi dans les industries d'armement leur sera généreusement destiné pour les sauver de la famine et développer leur économie. Ces pays, ou plutôt leurs chefs,

oublient et font oublier qu'ils sont en fait l'objet de la compétition pacifique, et demain armée, de leurs bienfaiteurs. Pour eux, le désarmement s'identifie au neutralisme encore mieux qu'il s'identifie pour le démocrate occidental, à l'idée petite-bourgeoise de la neutralité de l'armée. La tromperie n'en est que plus parfaite. Leur dira-t-on que cette « aide » économique relève tout simplement de la pure et simple exportation de capitaux, qui est l'une des caractéristiques de l'impérialisme ? Qu'à cela ne tienne, un Kardelji nous dira « qu'il est devenu réaliste » de lutter « pour la mise sur pied d'un système international et démocratique d'assistance économique aux pays insuffisamment développés ». (Cf. « Le socialisme et la guerre », p. 136.)

Ces neutralistes sont les bons apôtres d'un ultra-impérialisme que n'aurait pas renié Kautsky et que ne renient pas non plus les Russes ! En réalité, pour eux, les peuples coloniaux ou ex-coloniaux, les pays sous-développés, ne sont que les clients, et demain les soldats des impérialismes russe et américain. Leur prétendu neutralisme ne change rien à leur dépendance complète de l'un des blocs et ils ne sauraient attendre du désarmement qu'un plus large déploiement de l'offensive dirigée vers eux. L'idéologie neutraliste et pacifiste ne sert donc que les intérêts de leur bourgeoisie, qui installe et raffermi derrière ce rideau de fumée les bases de sa domination. Elle témoigne tout simplement du fait que la révolution bourgeoise s'y accomplit sous la garde vigilante de l'impérialisme mondial, et non sur l'initiative et avec l'intervention du prolétariat mondial. Comme telle, cette idéologie mesquine par la servilité qu'elle traduit ne correspond pas à la grande place révolutionnaire que ces pays devraient, ou auraient dû, occuper dans l'histoire moderne, mais bien à celle qu'avaient en Europe les petits pays neutres de 1914 dont Lénine définissait ainsi le pacifisme :

« Une petite aspiration de petits Etats voulant rester à l'écart, un désir petit-bourgeois d'être le plus loin possible des grandes batailles de l'histoire mondiale, d'utiliser sa situation relativement privilégiée pour demeurer figés dans la passivité : voilà la situation sociale OBJECTIVE qui peut assurer à l'idée du désarmement un certain succès et une certaine diffusion dans quelques petits pays. Bien entendu cette aspiration est réactionnaire et repose entièrement sur des illusions, car l'impérialisme, d'un façon ou d'une autre, fait entrer les petits pays dans le tourbillon de l'économie mondiale et de la politique mondiale... Objectivement, la « revendication » du désarmement correspond dans le mouvement ouvrier à une ligne opportuniste, étroitement nationale et limitée à l'horizon d'un petit Etat. Objectivement, le « désarmement » est le programme le plus national, le plus spécifiquement national des petits Etats et non pas le programme international de la social-démocratie révolutionnaire internationale ». (Ib. p. 92-93.)

Que dire alors de ce programme quand il est défendu par ce « grand » et « puissant » Etat qu'est l'U.R.S.S., par ce pays qui de plus se vante d'être socialiste ? Lénine y répond dans le post-scriptum de son article « Sur le mot d'ordre du désarmement » en critiquant la position des socialistes anglais qui se prononçaient en 1916 contre l'insurrection armée et « toute autre forme de militarisme » :

« Est-il besoin de montrer que ces « antimilitaristes », que ces partisans du désarmement non pas dans un petit pays, mais dans une grande puissance

sont les pires opportunistes ? Pourtant, en théorie, ils ont tout à fait raison lorsqu'ils considèrent également l'insurrection armée comme « l'une des formes » du militarisme et de la guerre. »

III

Pacifisme et anticolonialisme.

La situation politique française nous offre un raccourci saisissant de l'attitude des staliniens et de leurs « opposants » en coexistence. Aussi est-ce par l'analyse de cette situation que nous concluons notre critique de l'opportunisme « anti-impérialiste ».

La tâche urgente du capitalisme français est de mettre fin à l'hypothèque coloniale qui, selon les paroles de de Gaulle, « bouche son avenir ». Dans l'immédiat, l'intérêt du capitalisme français est que ce règlement se fasse de la façon la plus indolore possible, non tant pour la « démocratie », mais pour ce qui est l'essentiel dans la domination politique du capital : la continuité dans la défense de ses intérêts nationaux et internationaux, que l'Algérie soit indépendante ou non, la France « démocratique » ou « fasciste ». Pour l'avenir, l'intérêt du capitalisme français est de présenter sa solution du problème algérien comme la plus « progressiste » non seulement sur le plan politique de « l'autodétermination », mais encore sur le plan de « l'aide » économique que la France apportera à l'Algérie lorsque celle-ci sera devenue « algérienne » ; de plus le capitalisme français a intérêt à présenter sa solution comme progressiste non seulement à la bourgeoisie algérienne, future « bénéficiaire » de l'autodétermination et de l'aide économique, mais encore (et nous dirions même surtout) il faut que cette solution paraisse progressiste, avantageuse, glorieuse au prolétariat français qui paiera alors une seconde fois, à l'usine, le prix du sang versé en Algérie pour la défense non pas des colons, des « réactionnaires » qui de toute façon étaient déjà condamnés ou même reclassés, mais du plus grand, moderne et « généreux » capitalisme français.

Or les staliniens, comme la « gauche » qui fait volontiers la critique du P.C., se sont montrés en toute occasion les meilleurs laquais du capitalisme français, les meilleurs défenseurs de ses intérêts immédiats et lointains. Pour nous en tenir à leurs positions récentes, ils ont soutenu Guy Mollet, ils ont saboté la protestation des soldats du contingent lorsque leur envoi en Algérie et l'aggravation de la guerre auraient pu troubler l'ordre bourgeois de la société française. Aujourd'hui même, alors que dégoûtés par le pacifisme hypocrite de leurs maîtres à penser et de leurs dirigeants politiques, dégoûtés par leurs actes et leurs gestes de 1956, des jeunes gens ont organisé eux-mêmes leur désertion ; alors que l'échec des pourparlers de Melun créa une situation difficile au pouvoir et semblait encourager ces déserteurs à se lancer ouvertement dans la voie d'une nouvelle « résistance », les mêmes staliniens, les mêmes libéraux les ont reniés, désavoués, ont une fois de plus préservé l'ordre et la légalité bourgeoise. Ceci pour la défense des intérêts immédiats

du capitalisme. Quant à ses intérêts futurs, généraux, la gauche en garantit dès maintenant la sauvegarde par son pacifisme inconditionnel. Pas plus qu'elle n'a utilisé les difficultés intérieures du pays lorsqu'il a été engagé à fond dans la guerre, pas plus elle n'utilise celles qui sont liées à la conclusion de la paix tant sur le plan international que sur le plan intérieur, puisqu'elle fait de la paix une affaire de « grandeur » et de « prestige », puisqu'elle en fait la panacée pour le salut de la « démocratie ».

Pour nous exprimer dans les termes qu'utilisent les manuels d'histoire bourgeois, la gauche veut camoufler en « victoire » (victoire de la « démocratie », des « forces de paix », etc.), ce qui est une « défaite » pour le capitalisme français, et devrait être pour lui une bien plus grande défaite encore, sans le baume du pacifisme bourgeois et démocratique, sans la garantie apportée par les stalinien que le prolétariat ne transformera pas cette défaite en une grande catastrophe, cette paix impérialiste en une guerre de classe. Après s'être montrés incapables de mener une lutte adéquate, révolutionnaire, contre la guerre, les stalinien montrent la nature bourgeoise de leur lutte pour la paix, du pacifisme en général. Jusqu'à ces derniers mois, pour refuser toute action « d'avant-garde » contre la guerre, les stalinien ont soutenu que le prolétariat, les « masses », se désintéressaient de la question algérienne, voire même avaient des préjugés racistes ; aujourd'hui, face à l'action des étudiants, des libéraux, face aux critiques de la gauche bourgeoise, ils soutiennent au contraire que la classe ouvrière s'est toujours intéressée à l'Algérie, qu'elle est même la force principale susceptible d'imposer la paix. Cette polémique n'a qu'un sens : faire croire au prolétariat que la paix sera son œuvre, sa victoire, son salut, en l'affublant au dernier moment d'un pacifisme auquel il reste instinctivement étranger pour essayer de le rendre solidaire de la paix bourgeoise et de ses conséquences. Ceci souligne assez l'ignominie de la propagande menée par toute la gauche, qui s'efforce de démontrer aux ouvriers qu'il ont intérêt, pour l'augmentation de leurs salaires et pour leur plein emploi, à voir finir la guerre d'Algérie. Ceci enfin réduit à néant la polémique que les stalinien font aux libéraux, lorsqu'ils les accusent de vouloir constituer sans le prolétariat ni le P.C.F. une « troisième force » sur laquelle de Gaulle n'aurait plus qu'à s'appuyer pour faire prévaloir sa solution et sa paix en Algérie. En réalité, les stalinien sont eux-mêmes les piliers de ce qu'ils appellent une « troisième force » et, à cette troisième force, à de Gaulle, ils offrent les services du prolétariat en essayant de le conquérir au pacifisme, en essayant sordidement de « l'intéresser » à la paix, comme le capital essaie de l'« intéresser » à sa productivité.

Néo-résistance et anticolonialisme.

Il n'y aurait plus qu'à conclure sur cette condamnation de l'opportunisme stalinien, si d'autres que nous ne prétendaient le condamner. Ces autres censeurs qui ne sont pas de simples « opposants » à l'opportunisme, mais qui se sont mis en dehors de la légalité bourgeoise dont l'opportunisme s'est fait un fétiche, ce sont les déserteurs et les « résistants » qui se sont manifestés lors du procès Jeanson. La « gauche » a critiqué leur attitude, nous nous critiquons leurs buts et leurs principes, car ces buts et ces principes ne

diffèrent en rien de ceux que la gauche défend dans la légalité. Ce sera donc encore et toujours une critique de l'opportunisme qu'il nous faudra faire, une critique par l'absurde, en quelque sorte.

C'est qu'en effet même dans l'illégalité, même dans la « résistance » l'opportunisme assure la continuité de la « patrie ». Et ce n'est pas la première fois !

Quels sont les mobiles de l'action clandestine ? Le désir de sauver auprès des Musulmans une certaine « image » de la France, le désir de renouer des « amitiés », qui seront demain le gage de nouvelles « relations » entre l'Algérie et l'ex-métropole. Ainsi ces « déserteurs » d'aujourd'hui seront peut-être salués comme des « héros », une fois la paix venue. Dans un nuage d'héroïsme et de clandestinité, en se parant des vertus de la lutte pour l'indépendance des peuples coloniaux que l'opportunisme troque ici contre un pacifisme abstrait et en utilisant à fond la magie du verbe antifasciste, la nouvelle résistance offre ses services au capital. Sa critique même de l'opportunisme, sa façon de rappeler la gauche à ses « devoirs », s'inspirent des intérêts « bien compris » du capital. Jeanson dit au P.C.F. : vous ne soutenez pas le F.L.N. parce que pour vous, c'est un mouvement bourgeois, pas assez révolutionnaire ; craignez plutôt que l'Algérie indépendante ne trouve la France pas assez socialiste pour qu'il vaille la peine de traiter avec elle, de lui demander son « assistance » ! D'ailleurs Jeanson ne se vante pas seulement des services futurs qu'il rendrait à la France, il se fait fort de ses services présents. N'a-t-il pas empêché à plusieurs reprises que le terrorisme algérien ne prenne une grande ampleur en métropole ? Ne se vante-t-il pas de contribuer avec le F.L.N. à « tenir » les 480.000 ouvriers algériens vivant en France ?

« On saura plus tard — écrivait J.-M. Domenach dans *l'Express* du 24 mars 1960 — le poids qu'a pesé cette présence pour éviter l'extension du terrorisme en France ; on connaîtra plus tard, quand la paix sera venue, les fruits d'une amitié poursuivie jusque dans les risques de la clandestinité et les souffrances de la prison ».

La gauche officielle a donc reconnu les siens, mais avec une hypocrisie qui lui est propre ou plutôt qui est propre à son rôle de valet de la bourgeoisie. Ce n'est pas qu'elle soit « lâche », comme le lui reprochent les « héros » de la résistance ; elle a d'ailleurs donné par le passé assez de preuves d'« héroïsme » pour la défense de la « patrie ». C'est tout simplement que la « patrie », le capitalisme français, n'a pas besoin d'elle pour l'accomplissement de ses œuvres illégales, pour la « mission » dont Jeanson croit devoir l'investir. Aussi critique-t-elle, encore une fois, non pas les principes de la résistance qui sont en réalité les siens, mais l'attitude des déserteurs, leur « geste » individuel qu'elle a, plus que tout autre, contribué à rendre individuel, protestataire et « moral ».

M. Servin écrit par exemple sous le titre « Le chemin du renouveau et de la paix » (*Humanité* du 8-10-60), les lignes suivantes : « Il est très compréhensible que grand soit le souci de tous quant à l'avenir des jeunes gens plongés dans cette guerre, avec son cortège de sévices et de tortures. Mais il faut absolument distinguer entre les formes de lutte qui sont efficaces et celles qui partant de considérations morales, respectables certes, pourraient conduire en fait à l'opposé du but recherché ». Telle est donc pour un

« communiste » la façon de « comprendre » la désertion. Une protestation contre les tortures. Sans doute. Mais est-ce bien l'essentiel ? La gauche ne proteste-t-elle pas depuis des années contre les tortures ? « Le souci de tous quant à l'avenir des jeunes gens ». Mais la gauche ne promet-elle pas le plus bel avenir à ces jeunes gens pourvu qu'ils votent pour elle ? Alors que signifie la désertion ? Elle signifie que des jeunes gens désertent non pas la France (puisque même au service du F.L.N., ils pensent et ils savent défendre « l'intérêt national »), mais la gauche légale et ultra-opportuniste qui, pour les ramener dans le giron de son influence bourgeoise, n'use que d'un surcroît de patriotisme, d'un surcroît de démocratisme. Il ne faut pas, dit Servin, « désespérer des forces démocratiques et nationales » seules capables d'amener la paix, qui à son tour marquera un « renouveau » de la démocratie et de la nation. Donc tout pour la paix, rien que pour la paix ! Ni en deçà ni au-delà, comme dit Thorez à propos de l'attitude du P.C.F. vis-à-vis des « masses ». Le sens de ce pacifisme, de cette lutte aveugle pour la paix se ramène à ceci : liquider avec la paix les conséquences funestes que la guerre a engendrées pour le capitalisme français et mettre si possible un terme à la faillite des centrales opportunistes, de la politique opportuniste, faillite dont la désertion n'est qu'un signe. Mais l'effort que l'opportunisme stalinien est désireux de faire pour se concilier non seulement les transfuges de la désertion, mais encore la majorité de la classe ouvrière, ne peut plus que lui aliéner ceux qui se rendront toujours plus compte de son opportunisme, car la défense de l'opportunisme s'identifie à celle du capital, à une surenchère de « l'intérêt national » et de patriotisme dont M. Servin nous donne, à l'occasion de sa réponse aux déserteurs, une page d'anthologie :

« Certes, il faut pour cela (pour avoir la paix) que les masses passent d'une conception de l'intérêt national, celle inculquée par la bourgeoisie, chauvine et servant en fait l'impérialisme, à une conception plus élevée, où la grandeur de la France ne se mesurerait plus au nombre de pays que ses capitalistes oppriment mais aux liens d'amitié qu'elle saura créer avec des pays libres et indépendants. C'est précisément ce à quoi nous assistons avec le développement de la lutte pour la paix en Algérie sur la base du droit du peuple algérien à l'indépendance. Cette conception internationaliste (!) de l'intérêt national qui était le quasi-monopole de l'avant-garde communiste tend à gagner des couches plus larges, au-delà de la classe ouvrière. Le sentiment de l'intérêt national, le patriotisme sain, débarrassé du chauvinisme, la compréhension que, comme le disait déjà Jaurès, « la patrie n'est pas une idée épuisée, c'est une idée qui se transforme et s'agrandit », tels sont les leviers les plus puissants pour dresser les masses contre la guerre d'Algérie. »

Ainsi, au lieu de montrer que les déserteurs sont en fait des patriotes embusqués, on appelle les masses à plus de patriotisme, prenant devant elles la désertion à témoin de « l'inefficacité » d'une action qui serait menée en dehors de la légalité bourgeoise, en dehors du soutien et de l'approbation démocratique de la majorité de la nation. Enfin l'on inflige aux déserteurs des mobiles « moraux » que l'on reconnaît « respectables ». Mais qui fait de la morale ? Ce n'est pas la conscience individuelle du déserteur, c'est la conscience politique de l'opportunisme qui prêche pour le capital et en même temps confesse les réfractaires des fautes qu'il a lui-même commises.

Car si les opposants de « gauche » à l'opportunisme ne sont que la démonstration *par l'absurde* du théorème politique de l'opportunisme, la philosophie et la morale de l'absurde ne sont que la philosophie et la morale de l'opportunisme. Le soutien que Sartre a apporté à la néo-résistance est donc naturel. L'existentialisme est l'œuvre de la Résistance, l'œuvre des faux communistes et des bourgeois réunis ; il est leur « pensée », leur opportunisme en philosophie.

Aventurisme de « gauche » et poltronnerie opportuniste.

Reste un dernier argument que les staliniens ont fait valoir dans leur critique de la désertion. Nous l'étudierons en particulier, car il a une grande importance, non pas pour la défense de la thèse du P.C.F. bien sûr, mais parce que cet argument repose sur une grossière falsification du marxisme, et a pour but de dénaturer l'attitude que doivent avoir les communistes devant la guerre et de jeter le discrédit sur cette attitude de parti en la confondant sciemment avec celle des phraseurs pseudo-révolutionnaires, des anarchistes, avec ce que l'on appelle le gauchisme, l'aventurisme, le blanquisme et aujourd'hui, d'un nom qui permet la confusion avec ce qui chez Trotsky est digne du marxisme que nous défendons : le « trotskisme ».

M. Servin écrit : « Il ne sert de rien, comme répondait déjà Engels aux blanquistes, « d'ériger sa propre impatience en argument théorique ». Ce sont les masses, leur intervention, leur action qui décident de tout ». Quant à Thorez, il s'est prononcé lui sur la question en « citant » Lénine dans une formule que tous les conformistes du P.C. ont depuis bêtement répétée : « Mais il reste que nous devons non seulement penser à ces camarades (les insoumis), mais penser à l'ensemble des soldats, et ne pas revenir, c'est notre avis, sur les principes définis par Lénine : le soldat communiste part à toute guerre, même à une guerre réactionnaire, pour y poursuivre la lutte contre la guerre. Il travaille là où il est placé. S'il en était autrement, nous aurions une situation telle que nous prendrions position sur des bases purement morales, d'après le caractère de l'action menée par l'armée, au détriment de la liaison avec les masses ».

A quoi se réduit cette critique des blanquistes, des insoumis ? A la critique exclusive des voies non démocratiques, non parlementaires, non légales de la révolution, à la critique des principes que Marx et Engels ont toujours défendus contre les opportunistes qui se sont fait forts, après l'échec de la Commune, de condamner ce qu'il y avait eu de meilleur, de révolutionnaire dans le blanquisme. Au nom de quoi les staliniens font-ils cette critique ? Au nom de la nécessaire liaison du parti révolutionnaire avec les masses, liaison qu'ils n'ont jamais su établir en communistes, selon les principes les plus sacrés du parti de classe, liaison dont l'échec leur incombe. Au lieu de dénoncer la désertion, ses mobiles et ses principes comme une impasse pour la lutte révolutionnaire ; au lieu de souligner aussi sa signification objective, on s'en prend devant les masses à ce qu'elle a de meilleur pour un révolutionnaire, et l'on se pare devant elles de son auréole de martyr pour la démocratie et pour la France ; en un mot, on critique ce qui fait sa force et on en loue ce qui est sa faiblesse, son insigne faiblesse.

Quant aux « principes » de Lénine que Thorez avance dans sa « sagesse »

opportuniste, quels sont-ils pour nous, communistes ? Thorez fait allusion non pas à un article de Lénine, mais à des remarques dictées peu avant sa mort, le 4-12-22, et publiées sous le titre de « Notes sur les tâches de notre délégation à La Haye » (tome 33, p. 409-413 de la 4^e édition des œuvres complètes). Ces notes ne font que reprendre des arguments et des positions maintes fois énoncés sur l'attitude du parti communiste devant la guerre impérialiste. Citons d'abord dans son ensemble le passage où Thorez croit trouver confirmation de son opportunisme :

« Il faut expliquer, en particulier, l'importance de ce fait que la « défense de la patrie » devient un problème inévitable que la grande majorité des travailleurs résoudra inévitablement au profit de sa bourgeoisie.

« Aussi, élucidation du problème de la « défense de la patrie », d'abord ; ensuite, en liaison avec cela, élucidation du problème du « défaitisme »...

Arrêtons-nous un instant. Lénine montre que devant la guerre la classe ouvrière est plus facilement portée par le courant de « défense de la patrie » qui la cerne de toutes parts que par le défaitisme révolutionnaire qui n'a vraiment de base solide que dans les rangs de son parti de classe. C'est sur ce « fait » que s'appuient les staliniens comme le fit Kautsky en 1914, pour se justifier. La classe ouvrière est « surprise » par la guerre. Mais le *parti* du prolétariat, qui est justement le dépositaire de la conscience et des intérêts historiques du prolétariat, a-t-il le droit d'être « surpris » ? Il n'en a pas le droit et il n'a pas d'excuse. Surtout lorsque reculant devant ses tâches de parti, il a contribué lui-même à ce que la « surprise » des ouvriers soit d'autant plus grande qu'il leur a plus prêché le pacifisme, qu'il leur a plus dit que la guerre pouvait être « évitée ». On le voit, plus les staliniens s'efforcent de prouver que les guerres peuvent être évitées par on ne sait quelle action des « masses », plus c'est la défense de la patrie qui devient l'attitude inévitable non seulement de la majorité des ouvriers, mais encore des partis ouvriers.

Autre point : les déserteurs d'aujourd'hui n'ont rien à voir avec le défaitisme révolutionnaire. Leur souci des intérêts de la France le prouve. Mais le peu qu'ils ont de commun avec le défaitisme, le refus de la légalité, les staliniens s'en servent pour « tourner » le problème du défaitisme, pour condamner le défaitisme. Il ne faut pas « désespérer des forces démocratiques et nationales », nous dit M. Servin. Mais le défaitisme est-ce un « désespoir » ? Pour le bourgeois, oui. Pour un communiste, c'est une certitude révolutionnaire, c'est la certitude que les « forces démocratiques et nationales » sont et seront toujours au service de la bourgeoisie. Donc, lorsque les staliniens refusent et condamnent une action « d'avant-garde », une parodie de défaitisme, au nom de la « liaison avec les masses », ils oublient, si l'on peut dire, que la liaison avec les masses ne peut vraiment se faire (et ne doit être faite) que sur la base des principes d'avant-garde que le parti communiste a pour tâche quotidienne de représenter et d'introduire dans les masses. C'est pourquoi il ne saurait se poser *subitement* le problème d'un combat d'avant-garde, le problème du défaitisme, alors que n'a *jamais* été posé et élucidé d'une façon révolutionnaire, d'avant-garde, le problème *quotidien* du patriotisme, de la défense de la patrie. Lénine le soulignait : « Elucidation du problème de la

défense de la patrie, *d'abord* ; ensuite, *en liaison avec cela*, élucidation du problème du défaitisme ». Pour un parti communiste authentique le problème de la liaison avec les masses, de son action historique se pose d'abord comme problème de sa propre liaison avec l'ensemble de la doctrine marxiste, de sa conception de l'histoire et en particulier de la tactique que lui consent une lutte de classe effectivement révolutionnaire. Faute de quoi, l'on se met comme les staliniens dans la situation de « comprendre » la désertion du point de vue immédiatiste qui est précisément celui des déserteurs, du point de vue « moral », « réaliste » ou légalitaire qui est immanquablement celui du bourgeois apeuré, celui des « forces démocratiques et nationales ».

Reprenons la phrase de Lénine là où nous l'avons laissée :

« ... et enfin, élucidation de la seule façon possible de lutter contre la guerre, à savoir la conservation et la formation d'une organisation illégale pour un LONG travail contre la guerre de tous les révolutionnaires prenant part à la guerre ; tout cela doit être mis au premier plan.

Le boycottage de la guerre est une phrase stupide. Les communistes doivent aller à toute guerre réactionnaire. »

Nous y voilà ! Pourquoi les communistes doivent-ils aller à la guerre ? Pour respecter la légalité bourgeoise ? Non ! Ils y vont pour former à l'armée une organisation illégale ; pour gagner l'armée aux combats de la révolution. C'est autre chose que d'y prêcher le pacifisme et la non-violence ; c'est, au contraire, chercher à utiliser les armes que le capital a mises aux mains des prolétaires pour les retourner contre lui, c'est opposer à la violence du capital la violence des prolétaires, et, comme le disait Lénine, à notre époque, la violence, ce n'est pas le poing (des grévistes, déserteurs et autres « manifestants » pour la paix), ce n'est pas la massue, c'est l'armée ! Autre que « neutre », l'armée doit être nôtre sous peine d'être l'armée du capital ; autre qu'unie derrière ses chefs et en harmonie avec la « volonté de la nation », l'armée de classe, l'armée en tant que caste, doit éclater sous les coups de la révolution. Nous sommes loin de tout cela, non seulement dans la situation objective, mais encore dans la pensée des staliniens. Le communiste ne « part » pas à la guerre, comme dit Thorez, c'est le citoyen qui « part » à la guerre ; le communiste « doit », comme dit Lénine, aller à la guerre, car l'armée réalise la plus forte concentration de prolétaires, et la concentration la plus explosive. Il ne part pas à la guerre pour mener à l'armée une propagande pacifiste, pour témoigner devant la nation des « horreurs » de la guerre, ou de sa fidélité inconditionnelle à la patrie ; il doit aller à l'armée pour y préparer la révolution. Tels sont les principes communistes que Thorez a voulu contourner en paraphrasant Lénine.

Il est clair que cette attitude n'a rien à voir avec le pacifisme stupide des staliniens, ni même avec ce « boycottage de la guerre » qu'ils réussissent eux-mêmes, au moins en parole, lorsqu'ils font répéter aux « masses » la phrase stupide : le peuple de France ne fera pas la guerre à l'Union Soviétique ! Oui, mais à l'Algérie... Qu'est-ce en effet que le pacifisme sinon un boycottage platonique de la guerre ? Comme on le voit les déserteurs et leurs détracteurs staliniens se retrouvent dans leur immédiatisme congénital, dans leur patriotisme et dans leur pacifisme bourgeois. La seule différence, c'est

que les premiers font preuve d'une « stupidité héroïque » et les seconds de leur poltronnerie opportuniste ». Ces deux expressions employées par Lénine avant la première guerre mondiale pour caractériser d'une part les hervéistes qui voulaient « répondre » à la guerre par la grève générale et la désertion, de l'autre les social-traîtres, n'ont rien perdu de leur signification. La lutte contre la guerre n'est pas aussi facile que le croient les opportunistes, « poltrons » pacifistes ou « héros » de la désertion. Et cette lutte contre la guerre n'est pas facile, car elle ne peut être qu'une lutte pour la révolution. En somme, si les staliniens et leurs transfuges de l'illégalité n'ont pas la même attitude dans la guerre, cela est secondaire, car ils ont la même position par rapport à la révolution. Et l'on comprendra mieux cette position commune de défense du capitalisme, si l'on se rappelle cette critique adressée à Hervé en 1908 (Lénine : Œuvres complètes, en russe ; IV^e éd. T. 15, p. 172) :

« Dès le premier coup d'œil il est manifeste qu'Hervé confond impardonnablement ces deux questions (le militarisme et la guerre), il oublie le lien de causalité qui existe entre la guerre et le capitalisme ; en acceptant la tactique d'Hervé le prolétariat se condamnerait à un travail stérile : toute son aptitude au combat (c'est qu'il s'agit d'insurrection), il l'utiliserait pour lutter contre une conséquence (la guerre), laissant subsister la cause (le capitalisme). »

Tel est le trait commun aux staliniens et aux « résistants ». Ils luttent ou prétendent lutter contre la guerre, contre le militarisme, contre le fascisme, mais ils laissent subsister et défendent ce qui est la cause de la guerre, du militarisme et, puisqu'on en parle, du fascisme : la domination du capital et son paravent, l'idéologie bourgeoise, démocratique et nationale. Mieux : les staliniens, et eux seuls, portent la responsabilité de ce travail stérile, en camouflant sous leur propagande pacifiste « le lien de causalité qui existe entre la guerre et le capitalisme ».

Revenons pour conclure aux notes de Lénine sur les tâches des bolchéviks au Congrès de La Haye. Lénine y précisait ce que devrait être l'attitude des communistes à ce Congrès pour la paix convoqué par l'Internationale d'Amsterdam et les pacifistes sociaux-démocrates. Inutile de dire que cette attitude n'avait rien à voir avec celle des actuels staliniens dans le Mouvement de la paix où ils cherchent un hypothétique « contact » avec les masses petites-bourgeoises, avec les curés, les pasteurs et les rabbins, comptant sur ces « masses » et sur leur propres illusions pour éviter la guerre, ou plutôt (c'est que nous sommes en guerre !) pour obtenir la paix. Lénine conseillait donc de dénoncer en ces termes l'hypocrisie et l'incapacité de ces pacifistes : « ... Le plus important sera de réfuter l'opinion que les assistants au Congrès sont des adversaires de la guerre, qu'ils comprennent comment la guerre peut et doit fondre sur eux au moment le plus inattendu, qu'ils connaissent tant soit peu la façon de lutter contre la guerre et qu'ils sont tant soit peu capables de prendre une voie raisonnable et qui mène au but dans la lutte contre la guerre ».

Qu'avons-nous à ajouter ? Que les prolétaires désertent l'opportunisme, ses partis, leur pacifisme. Qu'ils prennent dès maintenant les armes de la critique et reconstruisent leur parti de classe avant de passer à la critique par les armes !

Le parti prolétarien et communiste

et les mouvements nationaux et démocratiques

Les événements plus ou moins récents et même actuels qui se sont produits dans l'aire extra-européenne depuis la dernière guerre ont à nouveau posé la question de l'attitude que doit prendre le Parti prolétarien révolutionnaire à l'égard des partis de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie radicales là où ils agissent sur le terrain de la violence et luttent à fond contre les structures sociales et politiques pré-capitalistes et pour la solution du problème national.

Pour les marxistes, cette question n'a rien de nouveau. Elle n'est ni à « repenser », ni à « débattre ». Elle a été résolue aussi bien en théorie qu'en fait, il y a plus d'un siècle, à l'époque de 1848, alors que l'Europe était travaillée par les mêmes problèmes qui agitent encore aujourd'hui tant de régions extra-européennes. Alors, Marx et Engels tracèrent en effet au prolétariat et à son parti révolutionnaire un programme d'action qui ne devait pas varier tout au long des tumultueux conflits de classe. Dans une situation encore plus explosive, entre février et octobre 1917, et même plus tard, c'est exactement le même programme qui guida Lénine et le parti bolchevik.

Ce programme se trouvait déjà sommairement indiqué dans le dernier chapitre du *Manifeste Communiste*, antérieur aux grands mouvements français, allemands et autrichiens, puisqu'il date de février 1848. C'est également lui qui animait les pages incendiaires de la « Neue Rheinische Zeitung » de 1848-1849 où Marx fustigea l'impuissance révolutionnaire de la bourgeoisie allemande. Enfin, il constituait l'essentiel de l'« Adresse du Comité central de la Ligue des Communistes » (Londres, mars 1850) contenant les directives pour la reconstitution de l'organisation révolutionnaire sur le continent qui, après les défaites des deux années héroïques, exigeait le maximum de clarté théorique et un programme précis et invariable.

Ce programme se résume ainsi : le prolétariat et son parti révolutionnaire entrent en lutte et appuient par les armes les couches et partis radicaux de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie toutes les fois et partout où ils agissent *ouvertement* sur le terrain de la *lutte armée* contre les structures féodales survivantes et contre les arrangements territoriaux entravant la solution du problème national à l'ordre du jour de l'histoire. L'Adresse précisait sans la moindre équivoque qu'« appuyer » signifiait intervenir coude-à-coude dans la lutte violente, et non pas conclure des « blocs », des « alliances », des « coalitions ». L'appui était donc un fait, non le produit de combinaisons ou accords politiques, et encore moins de mélanges d'organisations. Agissant de cette façon, le prolétariat et son parti conservaient et défendaient leur *complète indépen-*

dance idéologique, programmatique et organisationnelle. Non seulement ils n'adoptaient pas comme partie intégrante de leur programme les mots d'ordre caractéristiques de la bourgeoisie, de la petite-bourgeoisie et de leurs partis, mais ils en démasquaient sans aucune atténuation le caractère limité, l'hypocrisie, la timidité, le conservatisme fondamental. D'emblée, ils proclamaient qu'une fois l'« ennemi commun » abattu, ils tourneraient leurs armes contre les alliés de la veille. S'ils saluaient la victoire momentanée de ceux-ci, c'est uniquement parce qu'elle mettait la classe ouvrière face à face avec son *adversaire direct et final*, la bourgeoisie, dans toutes ses couches sociales, ses nuances idéologiques, ses organisations et ses programmes politiques, car ils savaient que cette victoire serait le signal de l'offensive des nouveaux maîtres du pouvoir contre la classe ouvrière. En somme, les prolétaires communistes déclaraient *la révolution en permanence* à la face de la petite-bourgeoisie radicale.

Tel était, dès 1848 et en toutes lettres, le programme des communistes. Telle est la position qu'ils ont continuellement défendue par la parole et par les actes, de la Commune de Paris de 1871 à la révolution russe de 1917. Constituée en 1919-20, la III^e Internationale formulait sur la question nationale et coloniale des thèses qui reprenaient textuellement les thèmes de 1848-50, et en accentuaient peut-être même la vigueur.

La décomposition du mouvement prolétarien révolutionnaire international date précisément de l'abandon, suivi du reniement ouvert de ces principes. Alors, les Partis communistes des pays « arriérés » et coloniaux reçurent la consigne d'aligner leur programme sur ceux de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie radicalisantes, et de sacrifier leur autonomie politique et organisationnelle à des blocs parlementaires hybrides et à d'impuissantes combinaisons tactiques et mêmes stratégiques. Bien pis, jusque dans les pays de plein capitalisme, le Parti communiste dut abandonner son drapeau et le remplacer par celui que la bourgeoisie « avait laissé tomber dans la boue », courtiser les classes moyennes, défendre les petits paysans propriétaires et enfin se transformer en un parti de l'ordre, de la légalité et du conformisme démocratique. Ainsi, l'axe de l'offensive prolétarienne contre le pouvoir bourgeois se trouva brisé dans les citadelles mêmes de la domination capitaliste sur le monde. Le prolétariat des métropoles se trouva du même coup privé de l'apport inestimable des « doubles révolutions » nationales et coloniales, tandis que dans les pays « arriérés » se fermait la grandiose perspective d'une soudure du mouvement indigène avec celui du prolétariat révolutionnaire international.

De cette fatale rupture, le second après-guerre ne nous a donné que trop d'exemples tragiques. Son expression la plus claire est l'abandon dans lequel ont été et sont encore laissés les mouvements anti-impérialistes colossaux et héroïques des peuples de couleur. Dans les centrales européennes du capitalisme, le prolétariat est, sans doute, disposé à se battre, et il se bat ouvertement, mais grâce à la trahison des opportunistes, il ne sort pas des limites de l'antifascisme démocratique, ce qui fait de lui le piédestal des combinaisons électorales les plus honteuses et les plus lâches entre partis de la prostitution parlementaire et de la... légalité en permanence.

C'est pourquoi nous reproduisons les pages suivantes qui fixent la doctrine et l'action du mouvement révolutionnaire marxiste face aux révolutions nationales et démocratiques, tables immuables écrites au feu d'inoubliables luttes de classe.

EXTRAIT DU MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE.

... Les communistes combattent pour les intérêts et les buts qui se posent d'une manière immédiate à la classe ouvrière ; mais, dans le mouvement présent, ils représentent déjà l'avenir du mouvement. En France, les communistes se joignent au Parti démocrate-socialiste (1) contre la bourgeoisie conservatrice et radicale, sans renoncer pour cela au droit de critiquer les phrases et les illusions léguées par la tradition révolutionnaire.

En Allemagne, le Parti communiste lutte aux côtés de la bourgeoisie, dès que la bourgeoisie agit révolutionnairement contre la monarchie absolue, la propriété foncière féodale et la petite-bourgeoisie.

Mais à aucun instant il ne néglige d'éveiller chez les travailleurs une conscience aussi claire que possible de l'antagonisme violent qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, afin que, l'heure venue, les ouvriers allemands sachent tourner aussitôt en autant d'armes contre la bourgeoisie les conditions politiques et sociales que celle-ci doit introduire en même temps que sa domination, et que, sitôt renversées les classes réactionnaires de l'Allemagne, la lutte puisse s'engager contre la bourgeoisie elle-même.

... C'est vers l'Allemagne surtout que se tourne l'attention des communistes, parce que l'Allemagne se trouve à la veille d'une révolution bourgeoise, parce qu'elle accomplira cette révolution dans des conditions plus avancées de la civilisation européenne et avec un prolétariat beaucoup plus développé que l'Angleterre au XVII^e et la France au XVIII^e siècle, et que, par conséquent, la révolution bourgeoise allemande ne saurait être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne.

En un mot, les communistes appuient en tous pays tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant.

Dans tous ces mouvements, ils mettent en avant la question de la propriété, à quelque degré d'évolution qu'elle ait pu arriver, comme la question fondamentale du mouvement.

Enfin, les communistes travaillent à la liaison et à la compréhension des partis démocratiques (synonyme, alors, de « révolutionnaires ». N.d.R.) de tous les pays.

(1) Ce qu'on appelait alors en France parti démocrate-socialiste était représenté en politique par Ledru-Rollin et dans la littérature par Louis Blanc ; il était donc à cent mille lieues de la social-démocratie allemande d'aujourd'hui. (Note d'Engels, édition allemande de 1890.)

Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout ordre social existant. Que les classes dirigeantes tremblent devant une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à y perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

(Février 1848.)

Les pages du *Manifeste* concernent la position du prolétariat face aux partis de la bourgeoisie révolutionnaire, dans les grands pays européens où la révolution antiféodale devait encore être achevée (France) ou même accomplie (Allemagne). Dans les pages qui suivent, Engels rappelle et résume, en 1884, la lutte menée par Marx, par lui et par leur groupe de militants communistes rhénans en 1848-49, parallèlement et contre les petits-bourgeois radicaux poussés sur l'avant-scène par la révolution antiféodale et momentanément « alliés » (sans pacte d'union, mais sur les barricades) des ouvriers industriels et des salariés agricoles. Il pose le problème, historiquement vital à l'époque, de l'unité nationale allemande, essentielle pour la bourgeoisie manufacturière, mais plus encore pour le prolétariat, et soluble seulement sur le terrain de la guerre sociale armée contre les structures politiques et sociales existantes et par le déplacement de cette lutte au-delà des frontières, surtout contre le gendarme de la conservation européenne : la Russie tsariste (tel est le sens du mot d'ordre « guerre contre la Russie »). Le problème national-révolutionnaire du heurt armé devient donc immédiatement le problème social-révolutionnaire du heurt armé entre les classes de l'Europe entière.

MARX ET LA « RHEINISCHE ZEITUNG »... DE ENGELS (1884).

... Le programme politique de la « *Neue Rheinische Zeitung* » (1848-1849) consistait en deux points principaux : république allemande une, indivisible, démocratique, et guerre contre la Russie avec restauration de la Pologne.

A cette époque, la démocratie petite-bourgeoise se divisait en deux fractions : celle d'Allemagne du Nord, qui se satisfaisait d'un démocratique empereur prussien, et celle d'Allemagne du Sud, alors en gros spécifiquement badoise, qui voulait transformer l'Allemagne en une république fédérale, d'après le modèle suisse. Nous devions combattre les deux. L'intérêt du prolétariat s'opposait tout autant à ce que l'Allemagne soit prussianisée qu'à ce que le système des petits Etats s'éternise. Il exigeait que l'Allemagne soit unifiée en une seule nation, qui pouvait enfin fournir un terrain de lutte déblayé de tous les obstacles mesquins hérités du passé, sur lequel le prolé-

tariat et la bourgeoisie devaient mesurer leurs forces. Mais il interdisait tout autant que se réalise une primauté de la Prusse ; l'Etat prussien, avec toutes ses institutions, ses traditions et sa dynastie, était précisément le seul ennemi intérieur sérieux que la Révolution avait à abattre et, de plus, la Prusse ne pouvait unifier l'Allemagne qu'en déchirant celle-ci par l'exclusion de l'Autriche allemande. Dissolution de l'Etat prussien, ruine de l'Etat autrichien, unification véritable de l'Allemagne comme république, — nous ne pouvions avoir d'autre programme pour l'immédiat. Il devait se réaliser avec la guerre contre la Russie et uniquement par là. Nous reviendrons plus loin sur ce dernier point.

Au reste, le ton du journal n'était nullement solennel, grave ou déliant. Nous n'avions rien que des adversaires méprisables, et nous les traitions tous sans exception avec le dernier mépris. La monarchie conspiratrice, la camarilla, la noblesse, la « *Kreuzzeitung* » (journal ultraconservateur et bigot. N.d.R.), la « réaction » entière, qui suscitent chez le philistin tant d'indignation morale, nous n'avions à leur égard qu'ironie et sarcasme. Nous ne traitions pas mieux les nouvelles idoles créées par la Révolution : les ministres de Mars (c'est-à-dire issus de l'insurrection berlinoise de mars 1848. N.d.R.), les Assemblées de Francfort et de Berlin, aussi bien la droite que la gauche. Déjà le premier numéro débuta avec un article ironique sur la nullité du Parlement de Francfort (Parlement pangermanique né de la Révolution des rues en mars. N.d.R.), l'inutilité de ses discours prolixes, l'inanité de ses décisions couardes. Le Parlement de Francfort n'était même pas un club de discussion ; on n'y débattait presque rien, mais on y récitait le plus souvent des dissertations académiques, préparées à l'avance, et on y prenait des décisions propres à enthousiasmer le philistin allemand, mais dont par ailleurs personne ne se souciait.

L'Assemblée de Berlin (le Parlement prussien en lutte contre la dynastie des Hohenzollern. N.d.R.) avait déjà une importance plus grande : elle trouvait en face d'elle un pouvoir réel ; elle ne débattait et ne décidait pas dans le vide, comme le coucou surgissant de sa boîte, à Francfort. C'est pourquoi, on lui prêtait plus d'attention. Néanmoins les idoles de la gauche de cette Assemblée, les Schulze-Delitzsch, Berends, Elsner, Stein, etc., furent prises à partie aussi vivement que celles de Francfort ; nous révélions impitoyablement leur indécision, leur timidité et leurs petits calculs, et nous démontrions comment peu à peu ils se compromirent avec les traîtres à la Révolution. Naturellement, cela fit frémir le petit-bourgeois démocrate, qui venait justement de fabriquer ces idoles à son usage personnel. C'était pour nous le signe que nous avions fait mouche.

De même, nous nous opposions à l'illusion répandue avec zèle par la petite-bourgeoisie, selon laquelle la Révolution s'était achevée avec les journées de Mars et qu'il ne restait qu'à en ramasser les fruits et à les emmagasiner. Pour nous, Février et Mars pouvaient seulement avoir le sens d'une révolution véritable s'ils n'étaient pas la fin, mais au contraire le point de départ d'un long processus révolutionnaire, dans lequel, comme dans la grande Révolution française, le peuple continuait à se développer par ses propres luttes, tandis que les partis se différenciaient de manière de plus en plus tranchée jusqu'à

ce qu'ils coïncident exactement avec les grandes classes, la bourgeoisie, la petite-bourgeoisie et le prolétariat ; un processus dans lequel les différentes positions seraient successivement conquises par le prolétariat en une série de journées de luttes. C'est pourquoi, nous nous opposons à la petite-bourgeoisie démocratique partout où elle voulait voiler l'antagonisme des classes avec sa phrase préférée : ne voulons-nous pas tous la même chose, toutes nos divergences ne reposent-elles pas sur de simples malentendus ? Moins nous permettions à la petite-bourgeoisie de mal comprendre notre démocratie prolétarienne, plus elle devenait douce et docile à notre égard. Plus nous nous opposions à elle d'une manière tranchante et décidée, plus elle se couchait gentiment et plus elle faisait de concessions au Parti ouvrier. Et c'est ce que nous avons vu.

Enfin, nous démasquons le crétinisme parlementaire (comme l'appelait Marx) des différentes soi-disant Assemblées nationales. Ces Messieurs avaient laissé glisser de leurs mains tous les instruments du pouvoir et même les avaient en partie restitués volontairement aux gouvernements. A côté des gouvernements réactionnaires fraîchement ragaillardis, se trouvaient à Berlin comme à Francfort des Assemblées impuissantes, qui se figuraient néanmoins que leurs vaines décisions feraient sortir le monde de ses gongs. Cette illusion crétine régnait jusqu'à l'extrême-gauche. Nous leur criions : votre victoire parlementaire s'écroulera avec votre défaite effective.

C'est ce qui advint à Berlin comme à Francfort. Lorsque la « gauche » obtint la majorité, le gouvernement fit disperser toute l'Assemblée ; il le put, parce que l'Assemblée elle-même avait dilapidé ce qui lui restait de crédit auprès du peuple.

Plus tard, lorsque je lus le livre de Bougeart sur Marat, je trouvai qu'en de nombreux points nous n'avions fait qu'imiter le grand exemple du véritable « ami du peuple » (non falsifié par les royalistes), et que tous les cris de colère et toutes les falsifications de l'histoire grâce auxquels, depuis près d'un siècle, nous avons connu un Marat tout à fait défiguré, n'ont qu'une seule cause : Marat arrachait impitoyablement le voile des idoles du moment, les Lafayette, Bailly, etc., les démasquait comme traîtres achevés à la Révolution, et, comme nous, il ne voulait pas que la Révolution fût achevée, mais la déclarait permanente.

Nous déclarions ouvertement : le courant que nous représentons ne peut entrer dans la lutte pour atteindre véritablement ses buts propres de Parti qu'à partir du moment où le parti officiel le plus extrémiste parmi ceux qui existent en Allemagne prendra le pouvoir. C'est alors que nous formerons contre lui l'opposition.

La circulaire du Comité central de la Ligue des Communistes trace avec une force admirable les directives pour la reprise de la lutte parallèlement au retour en scène, comme force révolutionnaire, soit de la petite-bourgeoisie gémissant sous le talon du gros capital allié de la vieille oligarchie féodale, monarchique et absolutiste, soit du prolétariat comme force historique, décidé à poser ses revendications ni démocratiques ni petites-bourgeoises.

EXTRAIT DE
L'« ADRESSE DU COMITE CENTRAL DE LA LIGUE COMMUNISTE ».

La position du Parti ouvrier révolutionnaire vis-à-vis de la démocratie petite-bourgeoise est la suivante : il marche avec elle contre la fraction dont il poursuit la chute ; il la combat sur tous les points où elle poursuit ses buts à elle.

Les petits-bourgeois démocratiques, bien loin de vouloir bouleverser toute la société au bénéfice des prolétaires révolutionnaires, se proposent de modifier les conditions sociales de façon à se rendre la société existante aussi supportable et aussi commode que possible. Ils réclament donc avant tout que les dépenses publiques soient diminuées en limitant la bureaucratie et en imposant surtout les propriétaires fonciers et les bourgeois. Ils réclament en outre que la pression exercée par le grand capital sur le petit soit abolie par la création d'instituts publics de crédit et par des lois contre l'usure, ce qui leur permettrait, à eux et aux paysans, d'obtenir, à des conditions favorables, des avances de l'Etat, au lieu de les obtenir des capitalistes. Ils réclament enfin que, par la suppression complète du système féodal, les rapports bourgeois de propriété soient partout introduits à la campagne. Pour réaliser tout cela, il leur faut une constitution politique démocratique, ou constitutionnelle ou républicaine, qui leur assure la majorité, à eux et aux paysans, leurs alliés, et une organisation communale démocratique, qui mette entre leurs mains le contrôle direct de la propriété communale et une série de fonctions actuellement exercées par les bureaucrates.

En outre, à la puissance et à l'accroissement rapide du capital, il sera fait obstacle en limitant le droit de succession et en remettant à l'Etat autant de travaux que possible. Pour ce qui est des ouvriers, il est avant tout bien établi qu'ils resteront, après comme avant, des salariés ; la seule chose que les petits-bourgeois démocratiques souhaitent aux ouvriers, c'est un meilleur salaire et une existence plus assurée ; ils espèrent y arriver par l'occupation partielle des ouvriers par l'Etat et grâce à des mesures de bienfaisance ; bref, ils espèrent corrompre les ouvriers par des aumônes plus ou moins déguisées et briser leur force révolutionnaire en rendant leur situation momentanément supportable. Les revendications résumées ici ne sont pas mises en avant en même temps par toutes les fractions de la démocratie petite-bourgeoise, et très rares sont ceux pour qui elles sont, dans leur ensemble, des buts bien définis. Plus certains individus ou certaines fractions vont loin, et plus ils feront leur une grande partie de ces revendications ; et les rares personnes qui voient, dans ce qui précède, leur propre programme, se figureraient avoir ainsi établi le maximum de ce qu'on peut réclamer de la révolution. Mais ces revendications ne sauraient nullement suffire au Parti du prolétariat. Tandis que les petits-bourgeois démocratiques veulent terminer la révolution au plus vite et après avoir tout au plus obtenu la réalisation des revendications ci-dessus, il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été chassées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir public et que, non seulement dans un pays, mais dans tous les pays principaux du

monde, l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour supprimer dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans les mains des prolétaires du moins les forces productives décisives. Pour nous, il ne saurait être question de la transformation de la propriété privée, mais uniquement de son anéantissement ; il ne saurait être question de masquer les antagonismes de classes, mais de supprimer les classes ; non pas d'améliorer la société existante, mais d'en fonder une nouvelle. Que, dans le développement ultérieur de la révolution, la démocratie petite-bourgeoise ait, pendant un instant, l'influence prépondérante en Allemagne, cela ne fait de doute pour personne. Il s'agit donc de savoir quelle sera, à son égard, la position du prolétariat et spécialement de la Ligue :

1. Pendant que se perpétuera la situation actuelle, où les démocrates petits-bourgeois sont également opprimés.

2. Dans la prochaine lutte révolutionnaire qui leur donnera la prépondérance.

3. Après cette lutte, tant que durera cette prépondérance des démocrates petits-bourgeois sur les classes abattues et le prolétariat.

1. En ce moment, où les petits-bourgeois démocratiques sont partout opprimés, ils prêchent en général au prolétariat l'union et la réconciliation ; ils lui tendent la main et s'efforcent de constituer un grand parti d'opposition, qui embrasse toutes les nuances du parti démocratique ; en d'autres termes, ils s'efforcent d'embobiner les ouvriers dans une organisation de parti où prédominent les lieux communs de la social-démocratie servant de paravent à leurs intérêts particuliers, et où défense est faite, pour ne pas troubler la bonne entente, de mettre en avant les revendications (voilà ce qu'est actuellement un « parti démocratique » N.d.R.). Une telle union tournerait uniquement à l'avantage des petits-bourgeois démocratiques et tout à fait au désavantage du prolétariat. Le prolétariat perdrait en totalité sa situation indépendante, achetée par tant de peines, et tomberait au rang de simple appendice de la démocratie bourgeoise officielle. Cette union doit donc être repoussée de la façon la plus catégorique. Au lieu de se ravalier une fois encore à servir de claque aux démocrates bourgeois, les ouvriers, et surtout la Ligue, doivent travailler à constituer, à côté des démocrates officiels, une organisation autonome, secrète et publique, du Parti ouvrier, et à faire de chaque commune le centre et le noyau d'associations ouvrières où la position et les intérêts du prolétariat seront discutés indépendamment d'influences bourgeoises. Combien peu les démocrates bourgeois prennent au sérieux une alliance où les prolétaires auraient la même puissance et les mêmes droits qu'eux-mêmes, c'est ce que nous prouvent par exemple les démocrates de Breslau qui, dans leur organe, la Neue Oderzeitung, attaquent de la façon la plus véhémement les ouvriers, — qu'ils appellent socialistes, — groupés en organisations autonomes.

S'il s'agit de livrer combat à un adversaire commun, point n'est besoin d'union particulière. Dès qu'il faut combattre un tel adversaire, les intérêts

des deux partis coïncident momentanément ; et dans l'avenir, comme jusqu'à ce jour, cette alliance, prévue simplement pour ce moment-là, s'établira d'elle-même. Il va de soi que, dans les conflits sanglants qui se préparent, les ouvriers remporteront, comme par le passé, la victoire surtout par leur courage, leur décision et leur esprit de sacrifice. Comme par le passé, les petits-bourgeois se montreront en masse, dans cette lutte, et aussi longtemps que possible, hésitants, indécis et inactifs. Mais, dès que la victoire sera remportée, ils l'accapareront, ordonneront aux ouvriers de se calmer, de rentrer chez eux, de se remettre au travail, d'éviter ce qu'ils appellent des excès et ils frustreront le prolétariat des fruits de la victoire (leçon amère du siècle qui suivra. N.R.D.). Il n'est pas au pouvoir des ouvriers d'empêcher les démocrates petits-bourgeois d'agir ainsi ; mais il est en leur pouvoir de rendre plus difficile cette montée des démocrates en face du prolétariat en armes, et de leur dicter des conditions telles que la domination des démocrates bourgeois renferme, dès son origine, le germe de sa mort et que sa supplantation ultérieure par la domination du prolétariat s'en trouve considérablement facilitée. Il importe surtout que les ouvriers, pendant le conflit et immédiatement après le combat, réagissent autant que possible contre l'apaisement préconisé par les bourgeois et forcent les démocrates à mettre à exécution leurs présentes phrases terroristes. Leurs efforts doivent tendre à ce que l'agitation révolutionnaire directe ne soit pas de nouveau réprimée, aussitôt après la victoire. Il faut, au contraire, qu'ils la maintiennent le plus longtemps possible. Bien loin de s'opposer aux prétendus excès, aux exemples de vengeance populaire contre des individus hais ou contre des édifices publics auxquels ne se rattachent que des souvenirs odieux, il convient non seulement de tolérer ces exemples, mais encore d'en prendre soi-même la direction en main. Pendant la lutte et après la lutte, les ouvriers doivent en toute occasion formuler leurs propres revendications à côté des revendications des démocrates bourgeois. Il faut qu'ils exigent des garanties pour eux-mêmes, dès que les bourgeois se disposent à prendre le gouvernement en mains. Il faut, au besoin, qu'ils obtiennent ces garanties de haute lutte et s'arrangent en somme pour obliger les nouveaux gouvernants à toutes les concessions et à toutes les promesses possibles ; — c'est le plus sûr moyen de les compromettre. L'ivresse du triomphe et l'engouement pour le nouvel état des choses, conséquences de toute victoire remportée dans la rue, il faut qu'ils s'ingénient à les amortir le plus possible, en jugeant avec calme et sang-froid la situation et en montrant à l'égard du nouveau gouvernement une méfiance non déguisée. Il faut qu'à côté des nouveaux gouvernements officiels ils établissent en même temps leurs propres gouvernements ouvriers révolutionnaires, soit sous forme de municipalités ou de conseils municipaux, soit par des clubs ou des conseils ouvriers (il y a là une anticipation de la « diarchie » des Conseils, des Soviets russes en 1917. N.d.R.), de telle façon que les gouvernements démocratiques bourgeois, non seulement perdent aussitôt l'appui des ouvriers, mais se sentent, de prime abord, surveillés et menacés par des autorités ayant derrière elles toute la masse des ouvriers. En un mot : aussitôt la victoire acquise, la méfiance du prolétariat ne doit plus se tourner contre le parti réactionnaire vaincu, mais contre ses alliés d'hier, contre le parti qui veut exploiter seul la victoire commune.

2. Mais, pour pouvoir prendre une attitude énergique et menaçante à l'égard de ce parti, dont la trahison envers les ouvriers commencera dès la première heure de la victoire, il faut que les ouvriers soient armés et organisés. Il faut faire immédiatement le nécessaire pour que tout le prolétariat soit armé de fusils, de carabines, de canons et qu'il ait des munitions ; et il faut, par contre, s'opposer au rétablissement de l'ancienne garde nationale dirigée contre les ouvriers. Là où ce rétablissement ne peut être empêché, les ouvriers doivent essayer de s'organiser en garde prolétarienne autonome, avec des chefs élus par eux-mêmes et son propre état-major également élu par eux, et sous les ordres, non pas du pouvoir public, mais des conseils municipaux révolutionnaires formés par les ouvriers. Là où les ouvriers sont occupés au compte de l'Etat, il faut qu'ils fassent en sorte d'être armés et organisés en un corps spécial avec des chefs de leur choix ou en un détachement de la garde prolétarienne. Il ne faut, sous aucun prétexte, se dessaisir des armes et des munitions, et il faut empêcher, au besoin par la force, toute tentative de désarmement. Annihiler l'influence des démocrates bourgeois sur les ouvriers, opposer à la domination, pour le moment inévitable, de la démocratie bourgeoise le maximum de conditions gênantes et compromettantes, voilà les points principaux que le prolétariat et par suite la Ligue ne doivent jamais perdre de vue pendant et après l'insurrection imminente.

3. Dès que les nouveaux gouvernements se seront quelque peu consolidés, ils commenceront immédiatement leur lutte contre les ouvriers. Pour pouvoir, dans ce cas, affronter avec force les petits-bourgeois démocratiques, il faut avant tout que les ouvriers soient organisés et centralisés dans des clubs autonomes. Après la chute des gouvernements existants, le Conseil central se rendra, dès que possible en Allemagne, convoquera tout de suite un congrès auquel il soumettra les propositions nécessaires en vue de la centralisation des clubs ouvriers sous une direction établie au siège principal du mouvement. La rapide organisation, au moins d'une fédération provinciale des clubs ouvriers, est un des points les plus importants pour le renforcement et le développement du Parti ouvrier. La conséquence immédiate de la chute des gouvernements existants, ce sera l'élection d'une Assemblée nationale (ne pas oublier que l'on se trouvait encore à une époque où les Assemblées parlementaires avaient une origine et une fonction révolutionnaires ! N.d.R.) Dans cet ordre d'idées, le prolétariat doit :

I.) Veiller à ce que, sous aucun prétexte, un certain nombre d'ouvriers ne soient exclus, grâce à des chicanes quelconques, des autorités locales ou des commissaires du gouvernement ;

II.) S'arranger pour que partout, à côté des candidats démocratiques bourgeois, il soit présenté des candidats ouvriers, choisis autant que possible parmi les membres de la Ligue, et dont il faudra poursuivre l'élection avec tous les moyens possibles. Même là où il n'y a pas la moindre perspective de succès, les ouvriers doivent présenter leurs propres candidats, afin de conserver

leur indépendance, de compter leurs forces et de faire connaître publiquement leur position révolutionnaire et les points de vue de leur Parti (notons bien : seulement pour cela. N.d.R.) Ils ne doivent pas, dans cette tactique, se laisser séduire par les phrases toutes faites des démocrates : que, par exemple, en agissant de la sorte ils divisent le parti démocratique et fournissent à la réaction la possibilité de la victoire. Toutes ces paroles ne poursuivent finalement qu'un seul but : duper le prolétariat. Les progrès que le Parti prolétarien ne peut manquer de faire par une telle attitude indépendante sont infiniment plus importants que l'inconvénient pouvant résulter de la présence de quelques réactionnaires dans la représentation populaire. Si, dès le début, la démocratie prend une attitude décidée et terroriste à l'égard de la réaction, l'influence de celle-ci dans les élections est d'avance anéantie.

Le premier point sur lequel les démocrates bourgeois entreront en conflit avec les ouvriers, ce sera l'abolition du régime féodal. Comme à la première révolution française, les petits-bourgeois voudront remettre aux paysans les terres féodales à titre de libre propriété ; en d'autres termes, ils voudront laisser subsister le prolétariat rural et former une classe paysanne petite-bourgeoise, qui devra parcourir le même cycle d'appauvrissement et d'endettement, où le paysan français se débat encore à l'heure actuelle.

Dans l'intérêt du prolétariat rural et dans leur propre intérêt, les ouvriers doivent s'opposer à ce plan. Ils doivent exiger que la propriété confisquée reste propriété de l'Etat et soit transformée en colonies ouvrières que le prolétariat rural associé exploite avec tous les avantages de la grande culture, grâce à quoi le principe de la propriété commune acquiert tout de suite une base solide, au milieu des conditions chancelantes de la propriété bourgeoise (lutte donc contre les réformes agraires basées sur l'extension de la petite propriété réactionnaire de la terre et contre toute politique favorisant cette paysannerie. N.d.R.) De même que les démocrates s'unissent aux paysans, les ouvriers doivent s'unir au prolétariat rural. Les démocrates chercheront en outre, soit à préparer directement la république fédérale, soit du moins s'ils ne peuvent éviter la république une et indivisible, à paralyser le gouvernement central en donnant aux communes et aux provinces le maximum d'indépendance et d'autonomie. A l'opposé de ce plan, les ouvriers doivent non seulement poursuivre l'établissement de la république allemande une et indivisible, mais encore essayer de réaliser, dans cette république, la centralisation la plus poussée du pouvoir entre les mains de l'Etat. Ils ne doivent pas se laisser égarer par les bavardages démocratiques sur les libertés des communes, sur le gouvernement autonome, etc. Dans un pays comme l'Allemagne, où il reste encore à faire disparaître tant de vestiges du moyen âge et à briser tant de particularisme local et provincial, il ne peut en aucune circonstance être toléré que chaque village, chaque ville, chaque province oppose un nouvel obstacle à l'activité révolutionnaire qui ne peut partir dans toute sa force que du centre. Il ne peut être toléré que se renouvelle l'état de choses actuel qui oblige les Allemands à engager, pour un seul et même progrès, une lutte particulière dans chaque ville, dans chaque province. Et surtout, il ne peut être toléré qu'une forme de propriété, encore plus retardataire que la propriété

privée moderne avec laquelle, nécessairement, elle finit par se confondre partout, c'est-à-dire la propriété communale avec ses querelles inévitables entre communes riches et communes pauvres, ainsi que le droit, si rempli de chicanes, du citoyen de la commune coexistant avec le droit du citoyen de l'Etat, se perpétue, au préjudice des ouvriers, par une réglementation communale soi-disant libérale. Comme en France en 1793, la réalisation de la centralisation la plus rigoureuse est aujourd'hui, en Allemagne, la tâche du Parti vraiment révolutionnaire.

Nous avons vu comment les démocrates arriveront au pouvoir lors du prochain mouvement et comment ils seront forcés de proposer des mesures plus ou moins socialistes. On se demandera quelles mesures les ouvriers devront leur opposer. Il va de soi qu'au début du mouvement les ouvriers ne peuvent encore proposer de mesures directement communistes. Mais ils peuvent :

1° Forcer les démocrates à intervenir, sur autant de points que possible, dans l'organisation sociale existante, à en troubler la marche régulière, à se compromettre eux-mêmes, à concentrer entre les mains de l'Etat le plus possible de forces productives, de moyens de transport, d'usines, de chemins de fer, etc.

2° Pousser à l'extrême les propositions des démocrates qui, de toute façon, n'auront pas un caractère révolutionnaire, mais simplement réformiste, et transformer ces propositions en attaques directes contre la propriété privée. Lorsque les petits-bourgeois proposeront par exemple de racheter les chemins de fer et les usines, les ouvriers doivent exiger que ces chemins de fer et ces usines, en tant que propriété des réactionnaires, soient purement et simplement confisqués par l'Etat, sans aucune indemnité. Si les démocrates proposent l'impôt proportionnel, les ouvriers exigent un impôt dont les taux montent assez vite pour que le grand capital s'en trouve ruiné. Si les démocrates réclament la régularisation des dettes publiques, les ouvriers réclament la banqueroute de l'Etat. Les revendications des ouvriers devront ainsi se régler partout sur les concessions et les mesures des démocrates (c'est-à-dire les pousser toujours à l'extrême, à l'absurde révolutionnaire. N.d.R.).

Si les ouvriers allemands ne peuvent s'emparer du pouvoir et faire triompher leurs intérêts de classe sans parcourir tout un développement révolutionnaire assez long, ils ont, cette fois du moins, la certitude que le premier acte de ce drame révolutionnaire imminent coïncide avec le triomphe direct de leur propre classe en France et que, de ce fait, le processus s'en trouve accéléré.

Mais ils doivent contribuer eux-mêmes au maximum à leur victoire finale en prenant conscience de leurs intérêts de classe, en se posant aussitôt que possible en Parti indépendant, et sans se laisser embrouiller par les tirades hypocrites des petits-bourgeois démocratiques, en ne perdant pas un seul instant de vue l'organisation autonome du Parti du prolétariat. Leur cri de guerre doit être : La révolution en permanence !

(Londres, mars 1850.)

Dans les extraits précédents, nous avons reproduit les passages fondamentaux où Marx et Engels, en 1848-50 (quand se posait encore en Europe le problème de la lutte contre les résidus de l'état féodal et les modes de production précapitalistes) indiquent aux prolétaires révolutionnaires l'attitude unique et invariable à prendre face aux mouvements radicaux petits-bourgeois et d'unité nationale : intervention indépendante et armée, déclaration de la révolution permanente contre les alliés petits-bourgeois pour empêcher que leur victoire temporaire ne se prolonge au détriment des ouvriers. L'extrait suivant de la « Révolution et Contre-Révolution en Allemagne » d'Engels, illustre l'attitude respective des ouvriers de l'industrie et de l'agriculture, des petits propriétaires paysans et de la petite-bourgeoisie dans la révolution allemande de 1849, miroir fidèle de ce qui se passa en France même et de ce qui se passera plus tard dans tout autre pays se trouvant dans une situation analogue et ce que les prolétaires peuvent « attendre » des petits-bourgeois des villes et des campagnes.

... Dans tous les cas (Dresde, le Palatinat bavarois, la Prusse rhénane, le Bade, où eut lieu, en 1849, une « insurrection ouverte »), la vraie force combative des insurgés, ce noyau qui, le premier, prit les armes et livra bataille aux troupes, se composait de la classe ouvrière des villes.

... La classe ouvrière entra dans cette insurrection comme elle aurait pris part à toute autre qui eût promis soit d'écarter quelque obstacle dans son acheminement vers le pouvoir politique et la révolution sociale, soit du moins de pousser les classes les plus influentes, mais les moins courageuses de la société, dans une voie plus résolue et plus révolutionnaire que celle qu'elles avaient suivie jusqu'alors. La classe ouvrière prit les armes avec la pleine conscience que cette lutte ne servait pas sa cause, dans ses buts immédiats. Mais elle suivit la seule tactique juste pour elle : ne permettre à aucune classe qui s'était élevée sur ses épaules (comme la bourgeoisie l'avait fait en 1848) de consolider sa domination de classe, sans tout au moins ouvrir à la classe ouvrière la voie pour la lutte en faveur de ses propres intérêts ; et, dans tous les cas, pousser les choses jusqu'à une crise qui, ou bien lancerait la nation avec une force irrésistible dans la voie de la révolution, ou bien rétablirait autant que possible la situation prérévolutionnaire, rendant ainsi une nouvelle révolution inévitable. Dans les deux cas, le prolétariat représentait les intérêts véritables et bien compris de la nation entière, en accélérant le cours de la révolution, de cette révolution qui pour les systèmes sociaux rétrogrades de l'Europe civilisée est devenue une nécessité historique, avant qu'ils ne puissent penser à développer à nouveau leurs forces d'une manière plus tranquille et régulière.

Quant aux gens de la campagne qui se joignirent à l'insurrection, ils furent jetés principalement dans les bras du Parti révolutionnaire, soit par le poids relativement énorme des impôts, soit par les charges féodales qui pesaient sur eux.

Sans initiative propre, ils formaient un appendice des autres classes engagées dans l'insurrection, vacillant entre les ouvriers d'un côté et la petite-

bourgeoisie de l'autre. Dans presque chaque cas, c'était leur position sociale particulière qui décidait de la voie où ils s'engageaient ; l'ouvrier agricole, en règle générale, soutenait l'ouvrier de la ville ; les petits paysans étaient enclins à faire cause commune avec les petits-bourgeois (ô avocats de la petite propriété, encaissez également le coup. N.d.R.).

Cette classe de petits-bourgeois... peut être considérée comme la classe qui dirigea l'insurrection de mai 1849 et (alors pour diverses raisons. N.d.R.) réussit à prendre en main la direction du mouvement... Les gouvernements provisoires établis dans tous les districts insurgés représentaient dans leur majorité cette couche du peuple, et le point jusqu'où elle peut donc raisonnablement donner la mesure de ce dont est capable la petite-bourgeoisie allemande (et celle du monde entier, comme Marx et Engels le montreront ailleurs. N.d.R.) : elle n'est capable de rien, si ce n'est de ruiner tout gouvernement qui se confie à eux.

La petite-bourgeoisie, grande en vantardise, est tout à fait incapable d'action et, craintivement, elle recule quand il faut risquer quelque chose. Le caractère mesquin de ses transactions commerciales et de ses opérations de crédit est éminemment fait pour donner à son propre caractère l'empreinte du manque d'énergie et d'esprit d'entreprise ; il faut donc s'attendre à ce que les mêmes qualités marquent sa carrière politique. En conséquence la petite-bourgeoisie encouragea l'insurrection par des paroles ronflantes et force bravades sur ce qu'elle était décidée à accomplir ; elle s'empressa avidement de s'emparer du pouvoir une fois que l'insurrection, tout à fait malgré elle, eut éclaté ; elle se servit du pouvoir uniquement pour annuler les effets de l'insurrection. Partout où un conflit armé avait amené les choses à une crise sérieuse, les petits-bourgeois étaient atterrés par la situation dangereuse qui leur était faite ; atterrés à la vue du peuple qui avait pris au sérieux leurs grandiloquents appels aux armes ; atterrés à la vue du pouvoir ainsi tombé dans leurs propres mains ; atterrés, par-dessus tout, par les conséquences que pourrait avoir pour eux, pour leurs positions sociales, pour leurs fortunes, la politique dans laquelle ils avaient été contraints de s'engager. N'attendait-on pas d'eux qu'ils risquassent « leur vie et leurs biens », comme ils avaient coutume de le dire, pour la cause de l'insurrection ? N'étaient-ils pas contraints de prendre des postes officiels dans l'insurrection, ce qui, en cas de défaite, risquait de leur faire perdre leur fortune ? Et, en cas de victoire, n'étaient-ils pas sûrs que les prolétaires victorieux qui formaient le gros de leur armée combattante s'empresseraient de les chasser de leurs places et de bouleverser toute leur politique ? Placée ainsi entre deux feux, menacée de droite et de gauche, la petite-bourgeoisie ne sut faire d'autre usage de son pouvoir que de laisser toutes choses suivre leur cours, ce qui, comme de juste faisait perdre le peu de chances qui pouvaient exister encore, et ruinait entièrement l'insurrection (...)

Non seulement ils abandonnèrent l'insurrection à sa spontanéité, sans unité de commandement et, partant, sans efficacité, mais ils firent vraiment tout ce qui était en leur pouvoir pour briser l'allant du mouvement pour le châtrer, pour le ruiner...

Les licenciements chez Renault

Histoire d'une défaite

Nul ne sait mieux organiser sa propagande qu'une entreprise nationalisée, et nulle entreprise nationalisée ne s'est acquise une célébrité comparable à celle de la Régie Renault. Pendant quinze ans, Presse, Radio, Télévision, bref, toutes les puissances qui façonnent l'opinion n'ont cessé d'inviter le public à admirer la politique « sociale » et « progressiste » de la Grande Régie, sa technique dernier cri, ses succès commerciaux internationaux et sa contribution à la prospérité française. Les théories fameuses du « néo-capitalisme », dispensateur de progrès et de bien-être, par le seul fait du développement technique et en particulier de l'automatisation, la citaient en exemple, la montraient en épingle à tous propos. S'il est un langage qui fasse horreur aux marxistes, c'est bien celui-là, car ils savent que derrière tout ce « socialisme » productiviste et commerçant il y a les lois éternelles du capitalisme, et rien d'autre : abaissement des frais de production, conquête des marchés, domestication de la force de travail, avec leurs effets immanquables, qui sont en particulier le chômage des travailleurs devenus inutiles. Dépassé tout cela ? Depuis que la Grande Régie a été obligée d'annoncer le licenciement de 3.000 travailleurs tout comme une entreprise capitaliste du type le plus ordinaire et le plus traditionnel, quel économiste, quel journaliste vendus au Capital osera soutenir encore que ces maux sont dépassés ? Et donc dépassés aussi le marxisme révolutionnaire, et le syndicalisme de classe qui, depuis la Libération semblent avoir disparu à jamais dans une collaboration sans exemple avec l'Entreprise quasiment divinisée et l'Etat prétendument « national » ?

LA REGIE

ET SA POLITIQUE PROGRESSISTE.

Jusqu'aux licenciements, la Régie employait au total 62.000 ouvriers et employés. Jusqu'en 1945, elle appartenait à Louis Renault, mort dans des circonstances ténébreuses, après que la Résistance qui lui reprochait sa « collaboration avec l'ennemi » l'ait fait emprisonner. Ses biens furent saisis au bénéfice de la Nation Française sous le Gouvernement Provisoire de la IV^e République. Ce fut M. Lefaucheur, grand résistant et membre du mouvement France-U.R.S.S. qui fut désigné comme premier Président-Directeur de la nouvelle Régie. En 1945, il n'était pas rare de l'apercevoir dans l'usine, se promener en bleu de travail et serrant amicalement les mains aux délégués d'entreprise. Entre le représentant du Capital et les prétendus représentants de la classe ouvrière, la fraternité était si complète que le premier faisait distribuer des bleus neufs aux travailleurs pour qu'ils aillent défiler derrière l'armée et la police aux Fêtes de la Victoire. En revanche, les délégués de la C.G.T. signalaient aux contremaîtres ceux qui ne remplissaient pas les normes de travail. C'était non seulement l'époque de l'Union Sacrée dans les souvenirs de la Résistance commune, mais celle du « Produire d'abord ! » et du « Retrousser les manches ! » les deux slogans étant d'ailleurs liés. Les « représentants » ouvriers ne cherchaient même pas à affecter une quelconque indépendance à l'égard de l'Etat-patron, et rien ne fut épargné aux travailleurs. Au Comité d'établissement, par exemple, ces « représentants » votèrent sans hésitation la proposition de la Direction

d'investir tous les bénéfices excédentaires dans les bâtiments et installations de l'entreprise afin d'assurer le développement et l'expansion de la sainte Régie. Comme elle avait vendu le sang des travailleurs résistants au Capital pendant la guerre sous prétexte d'intérêt national, la C.G.T., la guerre une fois terminée, lui vendait leur sueur, toujours pour la même cause mensongère. Comment le gouvernement et la Régie n'auraient-ils pas « reconnu » les droits de pareils « délégués syndicaux » ? Cette « conquête » qui fut naturellement montée en épingle a été en réalité payée de l'abolition de fait de la semaine de 40 heures...

En dépit de l'aide que les communistes au gouvernement et la C.G.T. dans les usines apportaient au capitalisme français en général et à la Régie Renault en particulier, en 1947 une grève qui fit grand bruit éclata dans l'entreprise modèle, et elle dura un mois. Les ouvriers qui réclamaient l'augmentation des taux de base conspuèrent les propagandistes cégétistes du « Produire d'abord ! » qui tentaient de substituer à cette revendication celle de l'augmentation des bonis individuels, ce qui était un bon moyen d'augmenter la productivité. Bien entendu, de guerre lasse, et après que certains de ses représentants aient été malmenés par les ouvriers, la C.G.T. reprit le mouvement en main. Cela suffit pour qu'en dépit de toute sa servilité, elle perde la confiance que la Direction mettait en elle pour contrôler les travailleurs. Mais cela ne pouvait évidemment lui rendre un caractère de classe, faire d'elle un syndicat ouvrier digne de ce nom.

L'année suivante, la rupture entre Moscou et New-York provoquait indirectement, comme on sait, la rupture entre la C.G.T. et les syndicats dits libres, c'est-à-dire la C.F.T.C. et Force Ouvrière : elle avait en effet entraîné le Parti Communiste et la centrale qu'il contrôlait à une politique d'indépendance nationale à l'égard du bloc américain qui gênait considérablement le gouvernement, le « redressement de la France » étant subordonné à l'aide américaine.

A ce moment, et pour ces raisons, la Direction de Renault s'engagea dans une lutte contre les syndicats. Dans un journal mensuel destiné au personnel, elle s'efforça de contrebalancer leur influence et de monopoliser les cerveaux. Il ne faut pas, dit-elle aux ouvriers, « scier la branche sur laquelle on est assis » — autrement dit,

dans le plus pur style paternaliste, nuire à l'entreprise qui « vous donne votre pain ! » Elle expliquera que la grève expose celle-ci au jeu de la concurrence adverse et augmente ainsi les risques de chômage.

Jamais les syndicats n'ont répondu à ces slogans patronaux. Comment auraient-ils pu le faire ? Même lorsqu'ils déclaraient la grève, ils ne manquaient pas de protester de leur patriotisme et de leur foi dans la démocratie française ! Mais sur ce terrain de l'« intérêt national » et de l'« intérêt du personnel », la Direction était beaucoup plus forte que le syndicat ! D'ailleurs, pour les récalcitrants, il y avait la trique : à la suite d'une grève jugée par elle « inopportune » la Direction eut recours au lock-out de tout le personnel productif. Cela n'empêche qu'on entendait couramment parler du « caractère social » de la Régie — l'« entreprise-pilote », la « bonne maison » — et que les syndicats prenaient part au concert, aussi pleins de patriotisme d'entreprise que de patriotisme tout court ! Bref, si la Direction fermait les yeux pour ne pas voir certains délégués syndicaux jouer au billard pendant les heures de travail, c'était en remerciement des bons et loyaux services rendus par les syndicats qui avaient tant contribué à la légende paternaliste peu à peu tissée autour de la personne du Président-Directeur !

A la mort de celui-ci, après une décade de paternalisme socialisant, la Direction pratique un test sur son personnel : aux travailleurs ordinaires, elle demande un franc symbolique pour la couronne mortuaire, et dix francs à la maîtrise et aux cadres. Plus de 51 % du personnel versèrent et allèrent même se recueillir devant la dépouille du défunt Directeur, sous les plis des drapeaux tricolores et au milieu des exhortations du ministre de la Production industrielle. Le test avait donc été positif ! Le second directeur pouvait continuer la politique du premier ! En 1955 furent conclus des accords d'entreprise qui supposaient un climat d'entente entre personnel, syndicats et patron et qui contribuèrent à l'entretenir. Le 15 décembre 1958, les syndicats allèrent jusqu'à signer des accords qui liaient l'augmentation des salaires et la diminution des heures de travail à l'augmentation de la productivité et muselaient ainsi les travailleurs. Bien qu'« ayant des réserves à faire » (!), la C.G.T. signa un accord de collaboration de classe, sous le prétexte qu'elle y était obligée par la « volonté des travailleurs ». La Direction avait

done pratiquement gagné la confiance du personnel. Les avantages accordés par les accords étaient non seulement entièrement payés par les travailleurs producteurs de la plus-value, comme c'est toujours le cas, mais ils étaient aussi largement compensés pour la Direction par certaines clauses qui assujettissaient plus étroitement les ouvriers : par exemple, si le paiement des jours fériés est acquis, c'est à la condition qu'on ait travaillé normalement la veille et le lendemain ; la Direction s'assurait ainsi contre l'absentéisme qui nuisait à la bonne marche de l'entreprise.

Les syndicats qui crient casse-cou devant les licenciements ont donc largement contribué pendant plus de dix ans, non seulement à la destruction de l'instinct, de l'indépendance de classe des travailleurs, mais aussi au développement économique de la Régie, à l'augmentation de la productivité et de la production dont le résultat le plus clair du point de vue prolétarien est le rejet de 3.000 producteurs devenus inutiles hors de la paternaliste entreprise. Quoiqu'ils aient pu dire, ils sont donc corresponsables avec la Régie des misères qu'ils osent maintenant déplorer dans leurs tracts avec des touchants accents de « sensibilité ». Ayant constamment et systématiquement étouffé toute offensive ouvrière pendant des années, ils ont rendu impossible cette résistance qu'ils ont réclamée en paroles à l'offensive des licenciements. L'histoire de la défaite subie par la classe ouvrière à la Régie Renault, c'est l'histoire de leur servilité envers le Capital et l'Etat national ; il n'y en a pas d'autre !

COMMENT ILS ONT « GARANTI L'AVENIR »

De 1955 à 1960, période des accords d'entreprise, la productivité a presque doublé. En 1956, la Régie Renault produisait 254.000 véhicules ; en 1958 : 409.000 ; en 1959 : 494.000. En 1960, le rythme de la production fut suffisamment accéléré, pour que pendant les cinq premiers mois de l'année la Régie puisse sortir 270.000 véhicules contre 209.000 pour la même durée en 1959. Cinquante et un milliards ont été investis « pour garantir l'avenir », comme disait la Direction ! Mais alors que les investissements ont augmenté de 482 % entre 1954 et 1960 (et que l'Etat reçoit annuellement un milliard de la Régie, sans compter les impôts directs), le pouvoir d'achat des tra-

vailleurs de l'entreprise a baissé de 13 %. Voilà le clair bilan de l'expansion capitaliste ! Quant aux investissements, ils ont permis l'automatisation, et l'automatisation qui devait assurer le plein emploi et la prospérité pour tous se traduit par des licenciements ! Voilà comment l'avenir a été garanti !

La première vague de licenciements s'est produite dès juin 1960, et elle a frappé 1.000 travailleurs embauchés sous contrat provisoire, sans que les syndicats protestent. La Direction avait invoqué alors le faux prétexte de la mévente saisonnière. C'est seulement au retour des vacances que la vérité se fit jour : une voiture américaine, la Compact, avait aligné ses prix sur la Dauphine : les ventes à l'exportation (qui formaient les 60 % de la production) allaient fatalement fléchir. La Direction de la Régie devait donc aligner sa production sur les possibilités du marché, qui se rétrécissait d'un quart.

La première mesure qui s'imposait à la Direction était de diminuer la semaine de travail de 47 h. 30 à 45 heures. Ensuite, il y avait théoriquement deux possibilités : ou bien diminuer une nouvelle fois les horaires, de 45 heures à 40 heures ; ou bien licencier 3.000 ouvriers. Mais les accords d'entreprise approuvés par les syndicats ne prévoient la rémunération des heures chômées que si la semaine de travail s'élève au moins à 41 heures ; si donc on ramenait celle-ci à 40 heures, le Fonds de régularisation du chômage ne fonctionnait plus. Alors ? Maintenir un Fonds de régularisation du chômage au-delà des 40 heures ? Charge trop lourde pour la Régie, face à ses concurrents étrangers ! Payer 40 heures de salaire, et rien de plus ? Cela revenait à amputer d'un tiers le pouvoir d'achat des 62.000 travailleurs de la Régie. Mieux valait 3.000 mécontents hors de l'entreprise que 62.000 dedans ! C'est pourquoi la Régie, avec l'accord du gouvernement, a préféré les licenciements : « option politique », a-t-il été reconnu en haut lieu !

LES DEUX ENTERREMENTS DE LA SEMAINE DE 40 HEURES ET LA TRAHISON FINALE.

La semaine de 40 heures était incluse dans les conventions collectives mises en application après les grèves de 1936. En 1945, même si certaines entreprises en

avaient escamoté le principe, elle restait la seule légale, et la Régie Renault l'appliqua jusqu'en 1946. C'est sur un décret du ministre « communiste » du Travail, A. Croizat, à l'époque du « Produire d'abord » qu'il fut décidé que jusqu'à 48 heures de travail hebdomadaire, les heures supplémentaires seraient majorées de 25 %, et de 50 % seulement au-dessus : c'était pratiquement abolir la semaine de 40 heures, d'autant plus que les syndicats poussaient au rendement.

La preuve, c'est que face à la crise Renault, personne n'a opté pour le retour aux 40 heures : elles étaient bien sorties des mœurs ! Le plus beau est que ce sont les syndicats eux-mêmes qui y ont aidé en signant des accords d'entreprise prévoyant une régularisation du chômage fondée pratiquement sur la semaine de 48 heures !

Que pouvaient bien signifier, après cela, les propositions des syndicats face à la crise Renault ? Retour aux 40 heures avec application du Fonds de régularisation ? Mais c'est vous-mêmes qui avez donné à la Direction le moyen de le refuser ! Quant à l'abaissement de l'âge de la retraite de 65 ans à 60 ans, la Direction est parfaitement en droit de répondre de « repasser un jour de prospérité » à des gens qui ont toujours lié le traitement des travailleurs à la bonne fortune de l'entreprise !

Après avoir miné pendant 15 ans toute possibilité de faire triompher ces revendications, les syndicats ne pouvaient cependant moins faire que de les poser : un premier mouvement de 2 heures fut donc décidé par la C.G.T., C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. pour « influencer » le ministre du Travail et la Direction. Au Mans, où il n'y avait aucune possibilité de reclassement, la colère était particulièrement grande, et la C.G.T. désavoua certaines de ces manifestations.

En dépit d'un second mouvement de 2 heures, le ministre du Travail se sentait suffisamment fort pour annoncer aux directions syndicales son accord avec les licenciements prévus par la Direction ! D'un syndicalisme aussi servile, il n'avait rien à redouter ! C'est ainsi que les chefs d'atelier purent désigner sans encombre les travailleurs à congédier : l'assiduité au travail et la discipline jouèrent plus que la situation de famille : c'est ainsi qu'on vit des pères de famille jetés dehors, alors que des célibataires même nouvellement embauchés restaient. Cela aussi était dans l'ordre des choses !

Les syndicats invitèrent les ouvriers licenciés à se présenter à l'usine le lendemain du pont de la Toussaint. Ce jour-là, pas de danger que les travailleurs non congédiés fassent grève : ils auraient perdu la rémunération des jours fériés, aux termes mêmes des accords d'entreprise ! Ce n'est donc que le lendemain, un jeudi, que la troisième grève symbolique eut lieu. Quinze mille travailleurs se réunirent sous une pluie battante. Pour quoi faire ? Pour entendre une troisième fois le même discours : pas de licenciements ! Nos quarante heures ! Abaisser l'âge de la retraite ! Le fonctionnaire de service sentait si bien que ce n'était que des mots qu'il laissa le micro sous tension, sans souffler mot, pendant plus d'une demi-heure ! Sous la pluie, les ouvriers attendaient...

S'il y eut des carreaux de cassés, du matériel détérioré, bref ce que la Direction appela « des incidents graves », ce fut le résultat d'un désespoir compréhensible des travailleurs désespérés. Tandis que la Direction menaçait de fermer l'usine au cas où cela se reproduirait et portait plainte pour délit de droit commun. Que fit la C.G.T. ? Elle sortit un tract où elle rejetait la responsabilité de ces incidents sur F.O. et la C.F.T.C., allant jusqu'à désigner par leur nom certains délégués et ouvriers « surpris en flagrant délit d'exciter à la violence ! ». Bref, elle faisait le mouchard, sans compter qu'elle sabotait une nouvelle fois l'unité d'action engagée sur un plan local !

Des carreaux cassés ! Il n'en fallait pas plus pour que la C.G.T. craigne de perdre son prestige aux yeux de la bourgeoisie en passant pour une organisation de trublions ! Mais quand elle appelait à la productivité, pensait-elle aux souffrances des travailleurs ? Ouvriers qui croyez encore aux velléités prolétariennes de la C.G.T. actuelle, savez-vous que plus de 50 % des hommes employés à la chaîne d'automation ont été plus ou moins grièvement blessés ? Combien de bras coupés, de jambes coincées, combien de morts pour que vive cette entreprise ! Combien de maladies nerveuses, de gens touchés par les maladies professionnelles et les accidents de la route ! Combien de victimes du travail, d'orphelins du travail, d'enfants mal soignés à la maison parce que leurs père et mère travaillent dix heures par jour, le samedi ou la nuit, pour le compte de la Régie ! De cela, la C.G.T. n'a soufflé mot : mais elle pleure sur les carreaux cassés de la Direction ! Elle crie :

discipline ! Discipline ! oui mais la discipline des forces de production, c'est la lutte, non la servilité !

Travailleurs, la défaite de Renault est la conclusion de quinze ans de trahison syndicale, de collaboration de vos partis avec la bourgeoisie ! Elle vous montre ce que vous avez à attendre et des syndicats et de ces partis lorsque la crise inévitable du capitalisme viendra, à plus ou moins brève échéance, vous frapper tous : c'est-à-dire rien !

Demain, la lutte contre le chômage peut se trouver au centre même de toutes vos

luttas. N'oubliez pas alors la leçon de Renault ! La lutte contre le chômage, ce ne sont pas les suppôts de la prospérité capitaliste, de la rentabilité capitaliste, de l'expansion capitaliste, des bonnes affaires capitalistes qui peuvent la mener ! Ce sont exclusivement les forces révolutionnaires capables d'attaquer le capitalisme même ! C'est pourquoi il n'y a pas de lutte réelle contre le chômage, cette plaie de l'économie de marché, qui n'aboutisse à une révolution économique et sociale ! C'est de cette révolution que les syndicats et les partis traites ne veulent à aucun prix ! C'est à elle que vous irez en reconstituant votre parti de classe !

COEXISTENTIALISME et TRAHISON

Le coexistentialisme est la théorie de la société bourgeoise reconstruite, celle d'une société qui a retrouvé une certaine réserve, une certaine prospérité et qui ne voudrait point les perdre. C'est, sous sa forme la plus plate, la philosophie de l'opportunisme dans sa nouvelle métamorphose.

L'existentialisme fut la théorie de l'après-guerre ; l'expression théorique du désarroi de la société qui avait vu les prétendus antagonismes se concilier : Staline allant avec Hitler, puis avec les ploutocraties occidentales. Tout était donc possible sur le plan de l'action. Ce qui devait compter, c'était la lutte pour l'existence immédiate. Dans cette lutte on trouverait la théorie de la société future, de celle des « lendemains qui chantent ». C'était la théorie de l'angoisse sociale, l'angoisse d'un monde qui sort d'une catastrophe inouïe et où l'homme est un ennemi pour l'homme, où la hantise de la guerre froide pousse inexorablement à se divertir et à s'engourdir.

La guerre froide semble maintenant un mauvais souvenir. Au lieu de se heurter, les deux blocs n'ont fait, en définitive, que se rapprocher. Même M. Courtade — dans des articles de *l'Humanité* parus au cours du mois d'octobre — constate les ressemblances entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. Notre société a retrouvé son assiette. Elle se démystifie, comme diraient les philosophes. Seulement la réalité de la guerre est une

chose manifeste, aussi veut-on chasser l'éventualité d'un conflit mondial par des attitudes magiques. Ainsi le coexistentialisme est-il l'interprétation de cette peur de la guerre et, en même temps, la reconnaissance de son existence latente ; l'expression de la volonté de jouissance d'une société qui a accumulé des richesses pour tous (capitalisme populaire), c'est aussi la tentative d'attacher pour toujours le prolétariat au devenir de la société bourgeoise. Bon gré mal gré, prolétariat et bourgeoisie sont obligés de vivre ensemble. Il faut que les prolétaires comprennent qu'un jour ils vivront mieux (comme l'a rappelé de Gaulle dans un de ces derniers discours en évoquant les délices de l'an 2000) de telle sorte qu'il est inutile de faire quoi que ce soit à l'heure actuelle, cela ne ferait qu'entraver la bonne marche de la société ; c'est la volonté délibérée d'inoculer le virus défaitiste à toute une classe.

Si l'existentialisme se caractérisait par la recherche effrénée de l'action pour l'action afin de se libérer de l'assujettissement de cette société, la caractéristique du coexistentialisme est le refus de toute action, il faut subir. Vouloir coexister c'est affirmer l'absolue nécessité de l'autre. On ne peut détruire celui-ci, car il est la raison de notre existence. Rien ne le montre mieux que le nouveau slogan du P.C.F. : « la coexistence pacifique, pour les marxistes, n'est rien d'autre qu'une forme supérieure de la lutte

des classes» (Waldeck-Rochet : La lutte pour la coexistence pacifique et le désarmement. *Humanité* du 21-11-60). En effet, une telle affirmation est la reconnaissance de la force de la classe bourgeoise et cela à un point tel qu'on ne peut exister sans l'existence de celle-ci. Depuis le Manifeste des Communistes de 1848 on sait que la bourgeoisie produit son propre fossoyeur, le prolétariat. Ici, l'affirmation est renversée : nous ne pouvons pas détruire la bourgeoisie (étant donné sa puissance), nous devons coexister avec elle. C'est l'aveu total de la victoire du capitalisme. On ne met plus en doute le pouvoir du capital. On l'admet parce qu'on n'a pas la force, et, qu'on ne veut pas l'avoir, de contrebalancer ce pouvoir. Ce faisant, les Staliniens en arrivent à se mettre totalement sur le terrain idéologique bourgeois. Les idéologues du capitalisme ont toujours rêvé de la disparition des classes. Ils ont toujours considéré les conflits qui se déroulent dans la société capitaliste, depuis son origine, comme des accidents ou des maux nécessaires en attendant la libération apportée à l'humanité par le développement de la technique qui, comme chacun le sait, est faite pour diminuer la fatigue humaine, pour augmenter son temps de loisir et non pour augmenter le profit capitaliste ! Les Staliniens eux aussi entretiennent ce mythe : voir, dans *l'Humanité* du mois d'octobre la suite d'articles publiés par L. Barnier, à propos de la vie en l'an 2000. Leur idéologie est une pure idéologie bourgeoise.

Cette nécessité de l'autre pour vivre a des répercussions à tous les niveaux. Sur le plan intellectuel cela revient à penser par personnes interposées : les Staliniens ne pensent plus qu'à travers les philosophes bourgeois et ils revendiquent tous ceux qui ont été sur un terrain humanitaire et progressiste : Jaurès et Cie. Ils n'ont plus de consistance. Sur le plan politique, ils paraphrasent les sermons de de Gaulle sur la grandeur. Sur le plan pratique, c'est la recherche de l'union avec tous les groupements qui veulent (tout au moins en paroles) la paix en Algérie et une vraie France éternelle. La coexistence est donc la trahison totale du programme communiste et du rôle historique du prolétariat.

Ainsi à quelque niveau que ce soit de la société n'importe quoi est le coexistant de n'importe quoi, n'importe qui le coexistant de n'importe qui. Le lien entre tout cela c'est l'émulation autrement dit la concurrence. En effet, l'U.R.S.S. est le coexistant

des U.S.A., Thorez celui de de Gaulle, le prolétaire celui de sa misère et de sa révolte. Mais, étant donné l'abdication de toute lutte, l'acceptation du devenir de notre société, toute révolte est prostituée ou bien est déclarée irrecevable, ainsi il ne reste plus à l'ouvrier qu'à coexister avec sa misère

Une ombre à ce tableau coexistentiel, les Staliniens ne veulent pas coexister avec les curés. Pourtant pourquoi n'y aurait-il pas émulation entre une forme rétrograde, le catholicisme, et une forme progressive, le laïcisme et le prétendu communisme ? Pourquoi — puisque la société se caractérise par une division de plus en plus accentuée du travail, par une atomisation de l'homme — ne pas admettre un corpus social qui penserait pour les autres hommes, permettant à ces derniers de pouvoir jouir tranquillement de toute la stupidité dispensée par le capitalisme ? Pourquoi n'y aurait-il pas un curé pour ne pas penser ?... C'est une contradiction à l'intérieur de la théorie coexistentieliste. En fait, c'est une simple concurrence entre vendeurs d'opium, entre les vendeurs du paradis sur terre et ceux du paradis céleste. Les Staliniens et les progressistes ne veulent pas perdre leur clientèle électorale menacée par la propagande cléricale.

Avec cela les Staliniens se défendent d'être des opportunistes : « Tous ceux qui tentent de rapprocher la thèse marxiste sur la possibilité d'un passage pacifique au socialisme des inventions opportunistes sur une prétendue évolution graduelle du capitalisme au socialisme, dissimulent l'essentiel. Ils cachent que la conception marxiste déclare nécessaire le passage révolutionnaire d'un régime à l'autre, la substitution d'une classe dirigeante à l'autre et d'un appareil d'Etat à l'autre, bref l'établissement de la dictature du prolétariat, alors que les théories opportunistes excluent la révolution et cette dictature du prolétariat. » (M. Thorez, œuvre citée.)

Ici, la dictature du prolétariat est agitée comme un mannequin idéologique. On ne peut pas rejeter tout le marxisme, rejeter tous les buts finaux du prolétariat. En fait, ce n'est qu'un paravent car du moment que par la coexistence il est possible d'arriver au socialisme — puisque les classes adverses l'admettent — à quoi sert la dictature du prolétariat ? Dans la théorie marxiste cette dictature est nécessaire pour empêcher les tentatives de la classe adverse de prendre le pouvoir, pour détruire le mode de pro-

duction bourgeois (le mécanisme des échanges, l'accumulation des biens, etc.), pour éduquer la nouvelle société. Or, pour les Staliniens, le socialisme conserve le mercantilisme, conserve la folie super-productiviste, et, de plus, dès maintenant, par l'émulation les gens peuvent devenir socialistes ! Alors... ce sera une dictature par qui, sur qui ?... Ne soyons pas pressés, un jour ou l'autre les Staliniens rejeteront aussi de leur arsenal idéologique la dictature du prolétariat devenue un objet inutile...

Ainsi l'opportunisme, produit de la défaite du prolétariat, qui se caractérise toujours par la recherche effrénée des succès immédiats aux dépens du but final s'est transformé en une trahison totale : la coexistence remplace la lutte des classes. La bourgeoisie a pillé une partie du programme immédiat du prolétariat et ses formes de luttes (fascisme), les partis soi-disant prolétariens empruntent à la bourgeoisie tout son arsenal idéologique sur la valeur de

l'individu, le progrès indéfini par la technique, etc... C'est pourquoi, dans ce monde d'où toute réflexion a été bannie depuis longtemps, la magie, la crédulité, l'obscurantisme triomphent, la masse ignorante doit écouter tranquillement les paraboles de saint Thorez et de saint Waldeck-Rochet sur la grandeur française et sur le socialisme... à venir. Le parti communiste français est le meilleur instrument pour empêcher le prolétariat d'agir et de penser.

Tout cela ne va pas sans anicroches, comme nous l'avons vu à propos des curés, mais dans tous les cas le plus important est atteint : le prolétariat ne se meut pas sur ses bases de classe. Il ne pourra les retrouver et retrouver ainsi son programme que lorsqu'il aura chassé tous ces coexistentialistes, lorsqu'il aura purgé ses rangs de tous ces traîtres. Alors il proclamera de nouveau la lutte contre la société capitaliste et déclarera la Révolution en permanence.

Liberté chérie

Comme on le sait, il est question depuis plusieurs mois de réviser la loi de 1881 sur la presse. Ce qu'est la liberté de la presse, chacun le sait. « Nous savons bien ce que *Le Figaro*, quelle que soit la couleur du gouvernement, ne sera pas « libre » de révéler à ses lecteurs », écrit A. Wurmser dans *l'Humanité* du 16-11-60. Dans l'immédiat il faut donc défendre la liberté « incomplète » du *Figaro*, demain les Staliniens libéreront *Le Figaro* lui-même du « pouvoir de l'argent » ! « Ils préfèrent, nous dit Wurmser des journaux bourgeois, une liberté incomplète, à ce que nous entendons, nous, par liberté. Bien. Nous préférons — comme eux ? parbleu, oui, comme eux ! — une liberté incomplète à la suspension de toute liberté. » Ainsi, les Staliniens « préfèrent » la démocratie à ce qu'ils entendent, eux, par fascisme ; ils « préfèrent » le capitalisme à ce qu'ils entendent, eux, par... capitalisme !

Au lieu de profiter de l'occasion pour montrer combien les « libertés » sont fragiles et fallacieuses sous la domination du capital, au lieu de saluer chaque coup porté à la démocratie bourgeoise comme une rai-

son de plus pour avancer le mot d'ordre de dictature du prolétariat, la gauche libérale et stalinienne a cru bon de se scandaliser de ces « atteintes aux libertés démocratiques » comme si ces atteintes n'étaient pas le fait du régime bourgeois, elle a cru bon aussi de faire campagne pour une « rénovation » de ces libertés et de cette démocratie, comme si une action menée au nom de principes bourgeois pouvait nous sortir des cadres du régime bourgeois. En réalité, il s'agit de faire croire qu'une autre politique est possible sans un autre pouvoir, sans dictature du prolétariat, dictature qui ne ménagera pas la liberté de M. Bousac ni de sa presse ; il s'agit de faire croire enfin que la conquête du pouvoir elle-même, le but des communistes, est possible sans une autre politique que celle des réformistes bourgeois.

Passé au réformisme, un révolutionnaire n'est plus qu'un « mécontent » et ce n'est pas parce qu'il se met volontiers au premier rang des mécontents qu'il est un révolutionnaire. Wurmser poursuit : « Nous luttons et nous lutterons — alors que notre but final est la libération de la presse du

joué de l'argent, pour la liberté actuelle d'information, pour la liberté actuelle d'expression, pour la liberté actuelle de la presse. » En fait, pour les maîtres « actuels » de la publicité et de l'édition il s'agit moins de supprimer la liberté de la presse que de multiplier leurs profits. Quant à *L'Humanité*, que fait-elle de sa « liberté actuelle » ? Elle la vend pour de l'argent. Et c'est pourquoi Wurmser élève des lamentations petites-bourgeoises sur « le pouvoir de l'argent » qui « falsifie et mystifie ». *L'Humanité* est mécontente non seulement parce qu'elle est devenue le journal de la démocratie petite-bourgeoise, mais encore parce que sur ce terrain elle se heurte à des concurrents bien plus solides. *L'Humanité* voudrait pouvoir rivaliser avec *France-soir*. Et elle le fait au moins par son contenu.

L'Humanité voudrait « se vendre » comme *France-soir*. Et elle s'est déjà vendue. Avec sa « nouvelle formule », avec la multiplication des bandes dessinées, des reportages de science-fiction sur l'an 2000, elle veut se rendre concurrentielle par rapport à *France-soir*. Pour le plus grand abêtissement du cochon de lecteur, du prolétaire qui pourra lire dans un même journal des articles sur la liberté de la presse, des romans à l'eau de rose sur le « pays du socialisme » et des histoires de fesses recueillies dans les antichambres des vedettes de l'imbécillité bourgeoise. Voilà ce qu'est la « liberté de la presse » ; quant à la « rénovation » de cette liberté comme de la démocratie, elle ressemble à la « nouvelle formule » de *L'Humanité*...

Les gants sales du Capitalisme

La campagne de presse que mène le parti communiste français depuis un mois contre l'installation des bases allemandes présente deux aspects intéressants. D'une part, déclarations antimilitaristes et appel au désarmement, d'autre part le rappel du patriotisme de la résistance. Voici donc les deux motifs pour lesquels le P.C.F. appelle « tous les patriotes » à lutter.

Rappellerons-nous à tous ces adorateurs stupides de Lénine combien de fois celui-ci a ridiculisé le mot d'ordre de désarmement ? Combien de fois il a dit que ce qu'il fallait au socialisme, c'était l'armement du prolétariat (1) ? Voilà qui situe la théorie dans la réalité et fait foire de cette coexistence paisible entre les peuples, et, dans les peuples entre les classes.

A quel moment le peuple français fut-il armé ? Entre 1940 et 1945. Que lui proposa le P.C.F. ? De faire la Révolution et d'abattre en France la source même de toute guerre : l'Etat bourgeois ?

Non, le P.C.F. se paya le luxe d'être pa-

triot sur le dos de milliers de militants ouvriers. Que fit-il ? Il s'allia avec ce que la bourgeoisie a de plus éminemment représentatif : son armée. Il y a de cela 18 ans, presque jour pour jour, accompagné d'un élu communiste et porteur de deux lettres, le colonel Rémy, auteur du « Livre du courage et de la peur », se rendait à Londres auprès du général de Gaulle. L'un des deux documents, rédigé par le Comité Central Militaire National des F.T.P. (organisation militaire composée en majorité de communistes) contenait ceci :

« Les F.T.P. se battent, font la guerre, et savent mourir avec un courage et un cœur de soldat. C'est pourquoi ils demandent au grand soldat que vous êtes de ne pas laisser ignorer qu'ils font aussi partie de la France combattante. Leur plus ardent désir de soldats obscurs, inconnus, *confondus* dans la foule ardente des patriotes, afin de mieux pouvoir frapper l'ennemi, est de voir se former à l'appel de la France Combattante et sur tout le territoire français, l'Armée Française de la Libération pour en finir avec l'ignoble occupant dont la France entière est souillée. *Le seul droit* auquel prétendent les Francs-Tireurs et Partisans de France sera d'y prendre leur place pour se battre avec honneur et discipline. » (Tome II, page 17.)

(1) Lénine. *Œuvres*, tome 23. « A propos du mot d'ordre de « désarmement », p. 105. Cette question est traitée en détail dans l'article « Désarmement de l'impérialisme ou désarmement du prolétariat » dans ce même numéro de *Programme Communiste*.

Mais ces pseudo-marxistes justifieront leur passage au côté de la bourgeoisie en prétendant que la lutte du peuple contre les Allemands était valable pour deux raisons :
1° Lutte contre l'envahisseur de la patrie ;
2° Lutte pro-soviétique.

Réponse : « Admettons que les Allemands parviennent à prendre jusqu'à Paris et Pétersbourg. Le caractère de la guerre serait-il modifié pour autant ? Pas le moins du monde. Le but des Allemands et, ce qui est encore plus important, la politique réalisable en cas de victoire des Allemands — ce sera la main-mise sur les colonies, l'annexion de régions peuplées de nations étrangères, la Pologne, par exemple, etc., mais nullement l'instauration d'un joug national étranger sur les Français ou sur les Russes. L'essence réelle de cette guerre n'est pas due au fait qu'une des parties met fin à l'oppression nationale et que l'autre la défend. La guerre oppose deux groupes d'opresseurs, deux brigands qui se disputent sur la façon de partager le butin. » Et nous pourrions ajouter : « La bourgeoisie de toutes les grandes puissances impériales : Angleterre, France, Allemagne, Italie, Japon, États-Unis, est devenue tellement réactionnaire, est tellement animée du désir de dominer le monde que toute (1) guerre de la part de la bourgeoisie (1) de ces pays ne peut être que réactionnaire. Le prolétariat ne doit pas seulement être opposé à toute guerre de ce genre, il doit encore souhaiter la défaite de « son » gouvernement dans ces guerres et la mettre à profit pour déclencher une insurrection révolutionnaire si l'insurrection en vue d'empêcher la guerre n'a pas réussi. »

Cette réponse est de Lénine. Tome 23 de ses œuvres, page 34 et 93. Editions en langues étrangères. Moscou 1959.

Pourtant après la première guerre mondiale, nous objectera-t-on, les conditions avaient changé ; un Etat prolétarien était apparu. C'est bien vrai, mais cela ne fait que renforcer la cinglante riposte de Lénine : le conflit entre l'Allemagne hitlérienne et les démocraties occidentales répondant exactement à sa description des guerres impérialistes et l'organisation de Moscou, si elle n'avait cessé, depuis des années déjà, d'être une force révolutionnaire au service du prolétariat mondial, aurait appelé ce dernier au défaitisme révo-

lutionnaire dans les deux camps. Bien au contraire, elle a montré, d'abord en désorientant la classe ouvrière des pays belligérants par l'imprévu du pacte germano-soviétique de 1939, ensuite en la liant à son nouvel allié l'impérialisme franco-anglo-saxon, qu'elle avait perdu ses dernières caractéristiques prolétariennes et révolutionnaires.

La « continuité française » (2) dont se vante la clique de Thorez, c'est en réalité sa *discontinuité* de parti ex-révolutionnaire. L'organisation patronnée par Moscou a donné d'innombrables cadavres à la restauration de la puissance nationale du capitalisme français. Elle a brisé toute velléité d'autonomie ouvrière dans la sordide besogne antiboche comme dans la non moins répugnante besogne des « efforts productifs » de la reconstruction d'après guerre. Et maintenant cette putain du capitalisme reproche à son maquereau de faire fi des souffrances endurées par le peuple lors de la Résistance. A-t-elle donc oublié que le capitalisme lui, est internationaliste ? qu'il ne lui a rien « coûté » de faire la guerre ? Qu'il n'a jamais payé la note et qu'il peut donc se réconcilier avec son ennemi d'hier si cela doit lui rapporter quelques années supplémentaires de « prospérité » ?

Fernand Chatel, reporter de *l'Humanité*, se voit interdire l'entrée dans les bases françaises de Mourmelon que les Allemands occupent. Et le P.C.F. s'offusque ? Et le P.C.F. ne comprend pas ?

Lorsqu'on utilise des gants pour une très sale besogne, après en avoir fini, on retire les gants et on les jette. La sale besogne, c'est la dernière guerre ; les gants ? c'est le P.C.F. De Gaulle, c'est-à-dire le capitalisme français, n'a plus, momentanément du moins, besoin de gants. Il les jette. Cet instrument corrompu dont le capitalisme ne veut plus, vient encore auprès des ouvriers réclamer, en prébendes gouvernementales, le prix de ses « bons offices ».

Que la classe ouvrière rejette donc cet instrument corrompu qui ne peut plus lui servir à aucune besogne, propre ou sale. En attendant, si la venue en France d'Allemands, même casqués, même bottés, même prêts à s'exercer à tuer, doit ouvrir les yeux à quelques prolétaires, leur dévoilant

(1) Les passages soulignés le sont par Lénine.

(2) « Nous représentons la continuité française. Nous n'avons rien à faire oublier de notre passé. » (Thorez, cité dans *France Nouvelle*, du 2-11-60.)

l'ignoble farce patriotique qui a détruit toute une génération politique, ce n'est certes pas nous qui le regretterons.

Nous ne craignons pas de nous réjouir au spectacle du P.C.F. contraint de lutter pour son existence, demandant à de Gaulle de ne pas détruire sa raison d'être, l'être de son coexistentialisme. Nous avons coexisté depuis toujours, disent nos « pôvres » Staliniens, avec vous bourgeois et démocrates de la grandeur française. Pour cela, nous avons mobilisé les masses prolétariennes pour le charnier impérialiste. Ne défigurez pas notre action, ne montrez pas la vanité de nos justifications, ne faites pas éclater au monde toute la supercherie de nos argumentations sur les « lendemains qui chantent ». Pour que la France soit éternelle il ne faut que notre trahison ait été vaine (1).

Les bourgeois se moquent bien de ces lamentations. Tout comme le capitalisme — par son développement même — produit ses propres fossoyeurs, il engendre la mort bouffonne des opportunistes qu'il s'était attachés — à un moment donné — pour défendre son existence et dont, ensuite, il n'a plus besoin.

Nous citerons *In memoriam* à ces continuateurs de la grandeur française, bafoués

(1) « Au contraire, les communistes ont impulsé et nourri le patriotisme populaire en continuant sur tous les fronts leur lutte contre les monopoles capitalistes, contre le fascisme, contre l'Allemagne hitlérienne et ses complices. La Résistance, en 1940, n'est que la continuation de la même politique communiste, dans des conditions nouvelles. » (*France Nouvelle*, 2-11-60.)

par leurs propres idoles, ces paroles de feu écrites par Lénine en 1916, à propos du désarmement :

« La militarisation envahit actuellement toute la vie sociale. L'impérialisme est une lutte acharnée des grandes puissances pour le partage et le repartage du monde ; il doit donc étendre inévitablement la militarisation à tous les pays, y compris les pays neutres et les petites nations. Comment réagiront les femmes des prolétaires ; se borneront-elles à maudire toutes les guerres et tout ce qui est militaire, à réclamer le désarmement ? Jamais les femmes d'une classe opprimée, vraiment révolutionnaire, ne s'accommoderont d'un rôle aussi honteux. Elles diront à leurs fils :

« Bientôt tu seras grand. On te donnera un fusil. Prends-le et apprends comme il faut le métier des armes. C'est une science indispensable aux prolétaires, non pour tirer sur ses frères, les ouvriers des autres pays, comme c'est le cas dans la guerre actuelle et comme te le conseillent les traîtres au socialisme, mais pour lutter contre la bourgeoisie de ton propre pays, pour mettre fin à l'exploitation, à la misère et aux guerres autrement que par de pieux souhaits, mais en triomphant de la bourgeoisie et en la désarmant. »

« Si l'on se refuse à faire cette propagande, et précisément cette propagande-là, en liaison avec la guerre actuelle, mieux vaut s'abstenir complètement de grandes phrases sur la social-démocratie révolutionnaire internationale, sur la révolution socialiste, sur la guerre contre la guerre. » (T. 23, p. 109. Editions en langues étrangères. Moscou 1959.)

Un socialiste moderne :

PIERRE MENDÈS-FRANCE

(Suite)

Dans notre précédent numéro nous avons répondu à l'analyse que fait P. M.-France de l'évolution économique du monde moderne. Dépassant le marxisme, auquel il reconnaît certains mérites, P. M.-France en rejette l'essentiel : et la théorie des crises de surproduction (avec l'inévitabilité des guerres qui en résulte), et la nécessité du heurt révolutionnaire. Se fondant sur l'embourgeoisement de la plus grande partie des masses, de la classe ouvrière des grands pays impérialistes, il pronostique une évolution sans heurts vers le « socialisme » (1).

Avant d'examiner sous son aspect technique le programme économique de P. M.-France, il nous faut dire quelques mots de sa philosophie politique. Selon lui « le but de la vie collective c'est l'amélioration des conditions d'existence de l'homme par la création toujours accrue de marchandises et de biens », et donc « le développement de la production, la création de nouvelles richesses est l'un des premiers devoirs de la collectivité ». Ainsi, « la valeur d'un système social dépend avant tout du rythme de croissance qu'il est capable d'imprimer à l'économie et de l'usage qu'il fait du surcroît de production obtenu pour réaliser une plus juste répartition de la richesse. » Ce qu'il faut c'est obtenir « un rythme de développement... qui doit permettre de distribuer un *bien-être* généralisé conformément à ce qui a toujours été l'idéal socialiste » (2).

Nous retrouvons ici l'apologie de l'embourgeoisement, et l'on baptise pompeusement « idéal socialiste » ce qui n'est que l'aboutissement de la tendance naturelle de l'économie capitaliste à la transformation du petit bourgeois en bourgeois, et du

prolétaire en petit bourgeois dans le mode de vie, sinon dans la division sociale du travail.

La société socialiste, ou plus précisément communiste (socialisme supérieur) n'est certes pas un retour à la vie précaire de la communauté primitive. Elle n'est pas non plus cet ascétisme égalitaire des « communistes grossiers » critiqués par Marx : c'est, il est vrai, une société de l'abondance. Mais cette abondance est définie par rapport à la misère de l'époque de passage du féodalisme au capitalisme, et si l'homme doit y vivre libéré de la faim, convenablement vêtu et logé, c'est surtout la réduction de l'effort des producteurs, et plus encore, l'humanisation des rapports entre les producteurs, qui caractérisent la société nouvelle.

Ainsi l'augmentation illimitée de la production des appareils électroménagers (frigidaires, machines à laver, aspirateurs, mixers, etc.), n'y aurait aucun sens, puisque le socialisme supprimera avec l'économie familiale l'improductif et abrutissant travail domestique. Il en va de même de la production d'une foule de biens qui ne correspondent souvent qu'à de faux besoins

(1) Voir « L'Express » du 7 avril 1960. Nous en citons de larges extraits, pour les lecteurs qui ne l'ont pas sous la main.

(2) On remarquera la résonance toute khrouchtchevienne de ces formules. Nous espérons, dès que la place que nous laisse le format réduit de notre revue nous le permettra, pouvoir exposer l'analogie fondamentale, et non seulement formelle, des conceptions khrouchtchevienne, thorezienne et mendessiste de « l'idéal social » et des moyens à employer pour y atteindre.

(automobiles et postes de télévision individuels, par exemple) mais que l'Occidental (et bientôt le Russe) considère comme absolument nécessaires à la vie de l'homme, bien qu'ils n'aient souvent qu'un caractère compensatoire. Mais on sait que c'est précisément cette voie de la prospérité qu'empruntent ces « communistes » qui avec Krouchtchev et tout en se réclamant de Marx et de Lénine, lancent comme défi aux apoplectiques Yankees : « Dans dix ans, nous serons aussi riches que vous. »

**

Écoutez P. M.-France : « Les hommes de gauche ne sont pas satisfaits du régime économique en vigueur. Ils souhaitent sa transformation, certains d'entre eux la veulent même très profonde. » Que reproche-t-il donc au capitalisme ? De ne pas permettre « un rythme du progrès du niveau de vie » suffisant. De ne pas connaître dans la « course au progrès et au bien-être » des « rythmes de croissance » élevés (il propose 6 % pour la France), soutenus et harmonieux. Bref, ce qu'il veut éviter, ce sont les crises (il s'agit de petites crises de réajustement ne frappant qu'une industrie, ou une région) et le chômage marginal qui en résulte : il entraîne « gaspillage et appauvrissement », et empêche le plein emploi. L'ennemi, c'est le « libéralisme orthodoxe » qui fait passer l'intérêt général après l'intérêt particulier. (Quel « pas en avant » pour un vieux radical !) Et puisque le capitalisme libéral nous mène, d'une manière incohérente il est vrai, mais sûrement, au bien-être généralisé, il suffit de supprimer ses défauts les plus criants. Point n'est besoin d'une révolution, nous le savons déjà, pour aboutir au socialisme !

Pour P. M.-France, il ne s'agit pas en effet, de parvenir à une autre société. Le socialisme ? Mais voyons, c'est une politique ! C'est — nous citons — « la politique qui parvient à écarter les dangers de l'inflation en donnant toutes ses chances à l'expansion globale de la production et de la consommation » et c'est évidemment celle qui consiste à « introduire jour après jour plus de justice dans la répartition, par une politique appropriée des salaires, par des lois sociales, par la démocratisation de l'enseignement, par l'organisation des loisirs... »

S'il se bornait à cela, le programme de P. M.-F. ne se distinguerait en rien du réformisme des vieux opportunistes social-

démocrates de la Seconde Internationale. Mais notre homme de gauche ne s'en tient pas là : enrichi par l'expérience de la Troisième, il bave d'admiration et d'envie devant les rythmes de croissance de l'économie russe, devant la planification krouchtchevienne. Il compte ainsi battre avec leurs propres armes, ses deux adversaires : les mollétistes, qui ont un programme réformiste mais pas de plan ; les thoréziens, qui ont bien un plan, mais que leurs origines rendent suspects et qui s'empêchent en proposant des réformes sans vouloir renoncer à une phraséologie pseudo-révolutionnaire qui, seule, les distingue encore des « gérants loyaux du capitalisme, fils spirituels de Léon Blum ». Au travail, donc, car « on n'améliorera durablement et efficacement le sort des plus malheureux de la nation que si la production est largement accrue ». Au travail ! et vive le plan !

**

Pour P. M.-F. le plan doit « régulariser la conjoncture économique, oui, mais à un niveau élevé ». Il faut donc « préparer des programmes d'action économique précis et détaillés fondés à la fois sur une perspective à long terme et sur les réalités complexes du monde actuel » ; les rythmes de croissance ne peuvent être maintenus que par « l'intervention active et stimulante de la puissance publique » ; il faut « une planification active, c'est-à-dire la détermination par l'Etat des objectifs qui doivent être atteints et qui devront être admis comme tels par l'ensemble de la collectivité ».

Et comment l'Etat pourrait-il intervenir dans l'économie si les « facteurs décisifs » n'étaient pas « contrôlés ou gérés directement par lui » ? « J'adopte la formule de la nationalisation des positions dominantes de l'économie nationale », déclare P. M.-F. avec quelque solennité. Et il ajoute avec mesure : « cela implique que l'on maintiendra par ailleurs un secteur privé dans lequel les activités libres (1) pourront se déployer, d'où la notion d'une économie mixte, composite, comportant côté à côté un secteur privé et un secteur public » ; la seule difficulté réside selon lui dans la pose « des poteaux-frontières entre secteur privé et secteur socialisé ».

(1) Il s'agit des activités agricoles, artisanales, commerciales.

Et voilà notre jeune socialiste sommant les vieux, « qui ont cessé de croire à la nationalisation de tous les moyens de production, sans réserve » de le dire, explicitement. Mais où sont donc ces fossiles ? Qu'on nous les montre ! Nous croyions que leur espèce était depuis longtemps éteinte, et leur dernier et le plus illustre représentant déjà oublié, ce Staline, qui en 1952 jouait encore avec les formules d'Engels (2) pour prouver que le socialisme ne détruit pas nécessairement la propriété privée de la *totalité des moyens de production*, contrairement à ce qu'affirme la thèse fondamentale du marxisme. Sans suppression radicale de la propriété privée, y compris celle de la terre et des moyens de production destinés à la travailler, la société ne peut pas stopper la circulation des marchandises, donc l'action de la loi de la valeur, et ne peut pas abolir le salariat, autrement dit le caractère de capital des moyens de production, même étatisés. P. M.-F. se moque de cet argument, puisqu'il refuse toute actualité au marxisme. Ce qu'il se propose, c'est tout simplement de porter un coup d'estoc final à notre doctrine, afin de ramener le socialisme, qui est un type de société, à une simple politique de rechange du capitalisme, destinée à remplacer le libéralisme orthodoxe qui a fait son temps.

..

Les communistes, dit le *Manifeste* de 1848, n'ont pas peur de proclamer les buts qu'ils poursuivent. Comme la condition du socialisme est la suppression de toute propriété privée, qui seule, permettra une planification rigoureuse de la production sociale à l'échelle mondiale (préparée par le capitalisme qui crée le marché mondial), seuls peuvent y être intéressés sans restriction ni réserve les *salariés*, qu'ils soient ouvriers d'usine, ouvriers agricoles, employés de banque, postiers ou instituteurs. L'expérience a prouvé qu'on ne pouvait compter sur la politique de Front Populaire, cette fameuse « alliance avec les classes moyennes » non salariées qui oscillent continuellement entre le prolétariat et le capital, entre la révolution et le fascisme ; et encore moins sur l'alliance dans des fronts nationaux pour la défense de la démocratie (comme celui de la Résistance), avec une partie de la bourgeoisie « non monopoliste ».

..

Au contraire la politique qui consiste à poser des poteaux-frontières entre secteur « socialisé », c'est-à-dire étatisé, et secteur privé est une politique qui n'avoue pas franchement ses buts. P. M.-F. après avoir longtemps essayé de convaincre son lecteur que sa doctrine est la seule qui puisse améliorer la situation des plus larges masses lâche carrément le morceau : « nous allons voir se développer une compétition dans laquelle chaque pays se classera sur le plan international, non par l'importance de ses effectifs militaires et de ses stocks de bombes atomiques, mais par les succès qu'il saura remporter dans la course au progrès et au bien-être » et il demande « pourquoi ne réalisons-nous pas une amélioration de 6 ou 7 ou 8 % par an ? Remède : nationalisation et plein emploi. Pour nous, marxistes, la chose est simple : ces rythmes de croissance élevés, cette concurrence acharnée sur le marché mondial, ne sont que les conséquences d'une loi fondamentale du capitalisme (formulée par Marx) : celle de l'abaissement tendanciel du taux de profit moyen, qui pousse constamment à l'abaissement du prix de revient et à la concentration, au renforcement du capital financier. Son expression politique c'est la Grandeur Nationale chère à De Gaulle et à Thorez et exécrée du prolétaire.

Les nationalisations, en tant qu'*étatisation* et recul du capitalisme privé, représentent un progrès au sein du capitalisme, mais elles ne réjouissent pas le marxisme qui sait qu'elles sont limitées (à une seule nation) et que seule la dictature mondiale du prolétariat peut s'en servir utilement pour les dépasser en détruisant l'économie mercantile, et mettre fin aux crises et aux guerres.

..

Mais P. M.-F. est « internationaliste ». A sa manière. « Je veux faire ici une observation importante. La politique que je viens de décrire à grands traits ne peut être limitée au cadre national. Toute politique de progrès social comporte des risques (attention !) puisqu'elle implique pour le pays qui réalise certaines réformes un alourdissement de ses prix de revient et par conséquent des inconvénients dans la compétition

(2) « Les problèmes économiques du Socialisme en U.R.S.S. »

internationale... De là découle la nécessité d'harmoniser les décisions prises par les pays dont les gouvernements entendent réaliser des objectifs de ce genre. » « Tel n'est pas le cas aujourd'hui » déplore-t-il. « Nous continuons d'assister à des actions qui révèlent un égoïsme contraire aux nécessités du progrès et à l'intérêt bien compris de chacun. » Et il s'inquiète : « L'évolution présente fait redouter que l'Europe du Marché Commun ne devienne de plus en plus celle des trusts et des cartels, de moins en moins celle des peuples et du progrès. »

♦♦

Scandale ! Car P. M.-F. est démocrate : « La planification doit être une planification démocratique. Elle ne doit pas être faite par des cartels d'intérêt privé comme c'est trop souvent le cas... C'est la démocratie elle-même, les organes qui la représentent, qui doivent pouvoir prendre les décisions fondamentales sans être bravés ou sabotés par des puissances économiques privées. » Si P. M.-F., qui prétend si allègrement « dépasser », Lénine, l'avait lu, il saurait que le capitalisme des monopoles, l'impérialisme, c'est « la réaction sur toute la ligne », la tendance, non pas à la liberté et à l'indépendance, mais à l'oppression et aux annexions. Il saurait que comme l'Etat est le conseil d'administration des affaires communes des capitalistes, il lui est absolument impossible de soumettre les monopoles, et que ce sont au contraire les monopoles qui se soumettent toujours plus l'appareil d'Etat, afin d'étendre leur emprise non seulement sur toute l'activité économique, mais sur tous les aspects de la vie de la nation.

Sous son apparence militaire, le fascisme, n'a, on le sait, pas d'autre contenu que celui-là.

♦♦

P. M.-F. ne propose donc pas une politique de rechange opposée à la politique de De Gaulle, et qui est celle du capital financier, mais une simple *couverture démocratique* de cette dernière. C'est pourquoi il critique si durement, et laisse choir l'ancienne clientèle du Parti radical, « petite féodalité d'intermédiaires », entrepreneurs de construction qui refusent de se moderniser, et propriétaires abusifs du sol qui spéculent sur les terrains, aggravant ainsi la crise du loge-

ment, etc... Et il est pressé. Alors que De Gaulle promet l'abondance pour 1980 (si, dit-il, une catastrophe ne se produit pas avant) P. M.-F., lui, fixe à quinze ans les délais maxima dans lesquels il faudra modifier la situation. « N'oublions pas que Khrouchtchev a fixé à 1975 le moment où le niveau de vie soviétique devra, selon lui, dépasser le niveau de vie américain. » Et il n'a même pas la prudence de De Gaulle : « Sur le plan humain la génération qui arrivera au pouvoir dans les quinze ans qui viennent... sera celle de jeunes hommes nés tout de suite après la guerre. Ces classes seront bien différentes des précédentes. Sur-tout ces jeunes hommes *n'ont pas connu la crise de 1929* (souligné par nous P.C.) qui a si profondément marqué ma génération ; ils n'ont pas connu les années déprimantes d'avant-guerre, la guerre, les humiliations de toutes sortes, les camps de prisonniers, la collaboration, le marché noir et aussi les déceptions de la Libération. Ils n'ont pas été élaboussés comme tant d'entre nous par les malheurs et les drames des dernières décennies. Ces hommes vont arriver aux affaires et aux responsabilités avec une psychologie et un tempérament dynamiques, confiants, optimistes, singulièrement différents de ceux de notre génération. »

Magnifique profession de foi existentialiste ! Oublions le passé ! dit la rengaine. Oublions ! dit P. M.-F... que nous étions au pouvoir lors du déclenchement de l'insurrection algérienne. Oublions même l'Algérie ! Et vous, jeunes gens qui ne savez rien, parce que ceux qui devraient savoir ont « oublié », et que ceux qui n'ont pas oublié sont, pour un temps encore, trop faibles, ne cherchez pas à apprendre ! Soyez dynamiques, confiants, optimistes ! Comprenez que « le socialisme est le prolongement normal de la démocratie » et « qu'il tend à permettre enfin à toutes les virtualités de l'époque technicienne de se réaliser ». Cherchez, comme vous le propose P. M.-F., « une issue vers le progrès dans la liberté ». Courez les yeux bandés vers le grand cataclysme, la crise mondiale qui guette le capitalisme dans les délais qu'indique approximativement P. M.-F., et qui vous contraindra, bon gré mal gré, à affronter la seule et vraie alternative d'une société bourgeoise en décomposition : la guerre ou la révolution, à opter pour la dictature du prolétariat ou pour celle du capital !

FIN

Le mouvement belge :

VIVE L'ACTION DIRECTE !

Sur notre vieille Europe ahimée dans les niaiseries bourgeoises et les fastes mercantiles du Noël laïque et chrétien, les prolétaires belges en lutte viennent de faire passer un souffle d'air frais. Après l'écroulement de l'Empire sous les coups des Congolais, rien ne pouvait plus empêcher la lutte prolétarienne de s'enflammer dans la métropole, tombée bien avant déjà dans la décadence économique. La fameuse muraille de Chine du capitalisme belge, cette barrière qui sépare la bouillante Wallonie de la Flandre catholique et conformiste est restée impuissante : si elle ne s'est totalement écroulée, elle montre du moins de larges brèches. Rien, ni la trahison ouverte des appareils syndicaux chrétiens, ni les temporisations cachées des socialistes, n'a pu empêcher les prolétaires belges durement frappés par le Capital de retrouver l'unité de classe depuis si longtemps perdue et de déclencher le mouvement social le plus puissant que la Belgique ait, paraît-il, connu depuis 1923. Prolétaires d'Europe qui les admirez et en êtes encore à souffrir de vos propres divisions, ne croyez pas que vos frères de Belgique possédaient un secret spécial, qu'il y ait eu là-bas d'autre miracle que celui de l'action directe ! L'unité ne vous semble lointaine, voire impossible, que parce que vous vous résignez à l'inaction ou à des mouvements fragmentés, dérisoires : revenez à l'action directe, et vous lui verrez faire des pas de géant, en quelque pays que vous soyez tout comme en Belgique, plus peut-être qu'en Belgique, où le Capital a en sa faveur la division linguistique. Il n'y a pas d'autre unité de classe possible que l'unité de lutte !

Tel est l'enseignement véritablement révolutionnaire du mouvement belge. Retrouvant un langage internationaliste oublié depuis bien longtemps, voilà que notre C.G.T., voilà que le Parti Communiste nous invite, nous prolétaires français, à soutenir nos frères étrangers dans leur lutte. Une manœuvre aussi grossière peut-elle nous faire oublier que depuis des dizaines d'années, la C.G.T., c'est précisément la négation de l'action prolétarienne directe, la fragmentation des grèves, la gymnastique stérile des mouvements d'un quart d'heure, la glorification de la prospérité capitaliste ? Suffira-t-il vraiment qu'elle envoie des délé-

gués congratuler, à la mode bourgeoise, les ouvriers belges en lutte pour nous faire oublier qu'hier seulement elle mouchardait les manifestants de Renault ? Qu'elle nous invite, nous, à voter, alors que les Belges se battent ?

Quant au Parti Communiste, suffira-t-il qu'il se mette à singer ces grandes traditions internationalistes qu'il a si souvent ignoblement trahies pour nous faire oublier qu'il est un parti de grandeur nationale française, bref une force du Capital ? Suffira-t-il qu'il salue les ouvriers belges insurgés contre les charges résultant de la crise de leur colonialisme pour nous faire oublier qu'il prolonge notre crise coloniale en nous appelant à voter contre la poursuite de la guerre d'Algérie, alors qu'il faudrait agir en masse ? Et finalement, serons-nous vraiment assez aveugles pour ne pas voir qu'en opposant la misère belge et française à la « prospérité » allemande, ce n'est nullement la solidarité prolétarienne et révolutionnaire dissoute dans le sang qu'il veut ressusciter, mais la mensongère « alliance des peuples » de la mensongère guerre « anti-nazie » ? Son « internationalisme » n'est pas l'arme retrouvée de la Révolution : c'est seulement un mauvais cheval de bataille contre la petite Europe et le Marché Commun !

Les espoirs qu'éveillent en nous la lutte de nos frères belges sont tout autres : et tout d'abord, nous n'avons pas de souhait plus ardent que de voir les prolétaires de ces pays qu'on nous a dit ennemis entrer à leur tour dans la bataille. Dans notre solidarité de classe, nous englobons non seulement les prolétaires belges, mais les prolétaires italiens eux aussi en lutte, c'est-à-dire les anciens « ennemis », comme les prétendent « alliés ».

Surtout, nous savons que cette solidarité ne s'exprimera pas tant dans l'aide financière et matérielle qu'on nous demande et que nous donnerons d'enthousiasme, mais bien dans notre propre lutte directe contre l'ennemi unique, l'ennemi commun à tous : la puissance du Capital et la domination de classe de la bourgeoisie.

Seuls ceux qui savent lancer ce net cri de guerre ont le droit de saluer les prolétaires belges. En tous cas, eux seuls ont compris la vraie leçon qu'ils nous donnent !

"Programme Communiste" est en vente dans toutes les bibliothèques de gares et dans les principales librairies, notamment :

PARIS

Librairie de Paris, 7, place Clichy.

Librairie 73, 73, boulevard Saint-Michel.

Kiosque place du Théâtre Français.

Kiosque du 23, boulevard Saint-Michel.

Librairie Rivière, 31, rue Jacob.

Presses Universitaires de France.

Librairie du XX^e Siècle.

Librairie Montchrétien, 158, rue Saint-Jacques.

Les librairies et kiosques désirant figurer sur cette liste sont priés de nous écrire.

Directeur-Gérant :

F. GAMBINI

Adresser toute correspondance à : PROGRAMME COMMUNISTE, Boîte Postale N° 375, Marseille-Colbert. C.C.P. 2202-22 Marseille.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 10. — Attilio, 16 ; camarade P. de Toulon, 10 ; A la mémoire de Fabrizio, 220, Souscriptions diverses : Paris, 50 ; Les deux enrégés, 14 ; de la Belgique en grève, 7 ; pour un internationalisme prolétarien, 9.

Total liste N° 10	326 NF
Total des listes précédentes	3.037 NF
Total de la souscription permanente	3.363 NF

CETTE REVUE EST ENTIÈREMENT RÉDIGÉE, COMPOSÉE, ADMINISTRÉE PAR DES TRAVAILLEURS SALARIÉS, A L'EXCLUSION DE TOUTE COLLABORATION DE PROFESSIONNELS OU DE PERMANENTS RÉTRIBUÉS. C'EST LA LEUR CONTRIBUTION A L'ŒUVRE NÉCESSAIRE DE CLARIFICATION. TOI, LECTEUR, SYMPATHISANT, QUELLE EST LA TIENNE ? **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT VIVRE QUE DES SUBSIDES PROLÉTARIENS. **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT FAIRE ENTENDRE SA VOIX QUE PAR L'EFFORT CONJUGUÉ DE TOUS LES RÉVOLUTIONNAIRES SINCÈRES. **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT AMÉLIORER SA PÉRIODICITÉ ET AUGMENTER SA MATIÈRE QUE PAR L'AIDE DE TOUS CEUX QUI APPROUVENT SON EFFORT. LECTEUR, SYMPATHISANT, DIFFUSE

PROGRAMME COMMUNISTE

ECRIS-NOUS — ABONNE-TOI — SOUSCRIS

"L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES !"

DIRECTEUR-GÉRANT
F. G A M B I N I



adresser toute correspondance à :

"PROGRAMME COMMUNISTE", Boîte Postale N° 375 Marseille-Colbert

——— Versements à F. GAMBINI - C.C.P. 2202 22 Marseille ———

Sommaire du N° précédent :

(N° 13 - Octobre-Décembre 1960)

L'Afrique devant le gendarme de l'O.N.U.

La vocation politique du pacifisme anticolonialiste

Le communisme et les partis algériens

La dissolution de la morale bourgeoise est l'œuvre du capitalisme

Cours historique du mouvement prolétarien

Notes d'actualité :

Syndicalistes révolutionnaires en paroles,
réformistes et contre-révolutionnaires dans les faits
Russes et Chinois

Notes de lecture

Un socialiste moderne : Pierre Mendès-France

**Envoi franco des treize numéros parus jusqu'ici contre
paiement en mandat-poste de la somme de 26 NF à verser à
F. GAMBINI, C. C. P. 2202 22 Marseille**

A paraître aux prochains N°s :

L'évolution de l'économie algérienne

Les thèses de Rome de la gauche communiste italienne sur le rôle et
la fonction du parti prolétarien

L'expérience russe et ses enseignements pour la révolution à venir

L'évolution du capitalisme mondial

**ABONNEMENTS ANNUELS (4 n°) ordinaire : 9 NF
de soutien : 20 NF**